

SIER:  
route Alma-La Baie

MAI 1979  
NUMÉRO 22

# FOCUS

○ Saguenay-Lac-Saint-Jean ○

\$1.50



## UNE VILLE A VIVRE



● PORTFOLIO: IMAGES DE NOS VILLES

● SAGUENAY NIGHT FEVER

● LA CRISE DU LOGEMENT

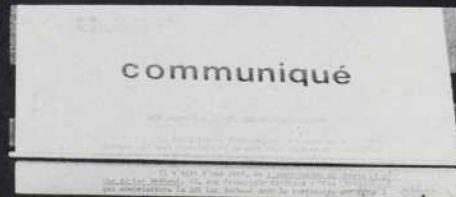
● ENTREVUES AVEC JACQUES GAGNON ET REJEAN VALLIERES

# Communication-Québec est au service des citoyens

Renseignements aux citoyens



Publications gratuites



Information



Consultation des publications  
de l'Éditeur officiel du Québec



Gouvernement du Québec  
Ministère des  
Communications

## COMMUNICATION-QUÉBEC

50 est, boul. Harvey  
Jonquière  
G7X 8L6

**RENSEIGNEMENTS:** 547-6601 ou  
Zénith 2-6770

# sommaire

**Page couverture:**

Photos: Serge Pagé, S.H.S.  
reproduction: Michel  
Gauthier.

Montage: Denis Côté.

**Le collectif de Focus:**

Yves Caron, Sylvie Chenard,  
Jean-Guy Girard, Monique Major,  
Jocelyn Pagé, Marcel Roy

**Comité de rédaction:**

Pierre Demers, Jean-Guy Girard,  
Monique Major, Jocelyn Pagé,  
Jacques Viens

**Responsables du numéro:**

Jocelyn Pagé et Jean-Guy Girard,  
Monique Major.

**Publicité et promotion:**

Yves Caron, Réjean Girard

**Réalisation graphique:**

Denis Côté

**Photographes collaborateurs:**

Marcel Cloutier, Gilles Sénéchal,  
Michel Gauthier, Serge Pagé

**Photographes collaborateurs  
pour ce numéro:**

Carl Brubacher, Réjean Bou-  
chard, Denis Côté, Darie Gau-  
dreault, Rosanne Laforge, Florent  
Robichaud

**Collaborateurs à la rédaction  
du numéro:**

Gabriel Beaulieu, Marcel Boulais,  
Jean Désy, Jacques Hamel,  
André Larocque, Yves Ouellet,  
Denis Trottier, Jacques Verrier

**Remerciements:**

André Brassard, Guylaine  
Emond, Jacques Gagnon, Alain  
Gravel, Réjean Vallières et Serge  
Pagé pour avoir développé et  
imprimé plusieurs des photos de  
ce numéro.

**Éditeur:**

Les Productions Carouges inc.  
234 Saint-Dominique, Jonquière  
547-3245 542-7807

**Abonnement:**

La revue Focus  
C.P. 10, Jonquière, G7X 7V8  
Régulier: \$12.00  
Soutien: \$20.00

**Dépôt légal:**

Bibliothèque nationale  
1700 rue Saint-Denis, Montréal  
Bibliothèque nationale, Ottawa

**Courrier de deuxième classe:**

Courrier de deuxième classe  
Enregistrement n° 4204  
Port de retour garanti.  
La revue Focus  
C.P. 10, Jonquière, G7X 7V8

La revue Focus est membre de  
l'Association des éditeurs de  
périodiques culturels québé-  
cois.

<b>Focus vs Progrès du Saguenay Ltée La réponse du Conseil de Presse</b>	<b>5</b>
<b>Une ville à vivre</b>	<b>10</b>
<b>200 millions pour l'autoroute</b>	<b>12</b>
<b>Le Saguenay-Lac-St-Jean en tête de la crise du logement au Québec</b>	<b>18</b>
<b>Les hosties de chars</b>	<b>22</b>
<b>L'agro-forestier ou comment ne plus vivre de la terre</b>	<b>26</b>
<b>Port-Folio: Images de nos villes</b>	<b>28</b>
<b>Entrevues: Deux visions du progrès</b>	<b>36</b>
<b>Lieux de rendez-vous des enfants en ville</b>	<b>40</b>
<b>Saguenay Night Fever: Le Disco, un loisir urbain</b>	<b>43</b>
<b>Photo-Roman: Ville Saguenay 1984</b>	<b>47</b>
<b>A propos</b>	<b>4</b>
<b>Bande dessinée</b>	<b>56</b>
<b>Calendrier</b>	<b>60</b>
<b>Cinéma</b>	<b>50</b>
<b>Condition féminine</b>	<b>52</b>
<b>Consommation</b>	<b>51</b>
<b>Ecrits</b>	<b>54</b>
<b>Lettres des lecteurs</b>	<b>6</b>
<b>Livres, bouquins</b>	<b>58</b>
<b>Média</b>	<b>55</b>

# Pourquoi une ville à vivre?

Plus besoin d'aller à Montréal, la ville est venue à nous. La ville avec son rythme rapide et son long cortège de bâtiments effrontés qui défient la nature environnante. La ville n'a pourtant pas que des défauts. Elle est cosmopolite, internationale, peut ouvrir la curiosité à l'humain. Elle pourrait même avoir des qualités, car elle peut briser l'esprit chauvin, transformer la mentalité moralisatrice du "bon voisinage qui juge tout un chacun", permettre un meilleur partage des tâches. Mais ne serait-ce pas là les qualités de ses défauts? Ne serait-ce pas là, dans l'état actuel des villes que nous connaissons (celles qui s'édifient actuellement dans la région et un peu partout en Amérique), que des compensations, des dérivatifs qu'elles nous offrent?

Si l'on regarde nos villes actuelles et les développements qu'elles ont subis depuis dix ans, on ne peut que constater des échecs. Combien de centres-de-villes devront-ils être démolis pour que cesse cet exode vers des banlieues dont la rentabilité est plus que douteuse, et cela sans parler de la vie aliénante et dépersonnalisée qu'elles proposent? Combien d'automobilistes devront mourir sur nos routes et de piétons à nos carrefours avant que s'invente des routes et surtout un transport en commun qui soient rationnels et adaptés à notre région? Combien d'espaces verts ou vacants devront disparaître avant que l'on pense à ceux qui habiteront demain nos villes? Combien...?

Non, nos villes, du moins ce que l'on en voit aujourd'hui, ne sont pas un succès.

On pourrait donc fuir la ville, aller vers la campagne, vers des lieux de calme et de paix. Mais ces lieux n'offrent plus qu'un calme et une paix relative. Allez le demander à ceux dont la 170 frôle aujourd'hui la galerie. Allez le demander à ceux qui devront laisser mourir leur terre à cause de la prochaine autoroute Alma-La Baie. Allez le demander aux Esquimaux qui sont ensemencés de neige radio-active...

Le problème que pose la ville en 1980 est un problème d'ordre global, et les solutions qui doivent y être apportées sont également globales. Penser la ville à vivre, c'est penser avec son corps entier, avec une présence au monde qui ne vit pas que dans l'immédiat. Ces solutions ne peuvent actuellement provenir de nos gouvernants ou des milieux officiels. Les dix années qui viennent de s'écouler, au plan de l'urbanisme, viennent de le prouver (combien de fois a-t-on réaménagé la 170?).

Une amorce de solution pourrait venir de la population elle-même, par le biais des groupes de pression. Mais le jeu de notre démocratie le permet-il et le veut-il vraiment?

Jocelyn Pagé, pour la revue Focus



Photo: Serge Pagé

## Un pas de plus vers la fête

Eh! Oui. Focus aura l'occasion de fêter son deuxième anniversaire au début de juin. Pourtant, divers inconvénients nous ont obligés à réajuster nos positions: incertitude vis-à-vis des artistes invités, désir des travailleurs de Focus de ne pas faire uniquement un "spectacle-bénéfice" mais bien une fête (ça, ce n'est pas un inconvénient mais un désir que l'on partageait depuis le début), choix non définitif de la salle, et surtout une apathie du milieu pour ce qui concerne la vie de Focus. Les portes sont pourtant ouvertes, au 234 St-Dominique à Jonquière (547-3245), tous les jours de 9.30 à 17.00 heures, quand ce n'est pas 20.00 ou 22.00 heures.

On a participé au colloque sur la presse parallèle, organisé par le Temps Fou, à Montréal. On a reçu d'encourageantes éloges sur ce qu'on faisait. On se demande bien si "on est pas prophète dans son pays" peut facilement s'adapter à ce qu'on fait. Le jour où Focus disparaîtra ne sera pas le temps de se dire: "on aurait dû faire quelque chose". L'apathie! L'apathie! Est-ce bien cela? Ou encore on est trop occupé à travailler dans son milieu? Une chose est sûre: on reçoit très peu de visites et très peu de téléphones. Tout le monde joue le jeu du Progrès du Saguenay: vite ment que Focus disparaisse!

Bien sûr qu'on exagère! Ce numéro, avec celui

de mars dernier, contient le plus grand nombre de collaborateurs... Mais il faut solliciter, insister, obliger presque... pour que l'on s'intéresse à Focus. Parfois on se décourage, on se dit bien qu'une information différente est nécessaire. Mais qui trouve cela important!!! Qui trouve cela dangereux!!! Seulement les média officiels. Nos portes sont ouvertes, mais le travail dans un groupement autogéré ne nous permet pas toujours de partir à votre conquête personnelle. On a peu de temps pour le faire, et on ne veut pas mourir trop jeune non plus. Donnez-nous un coup de pouce, venez faire un tour si vous voulez nous aider. Ou tout au moins, abonnez-vous!

Pour la fête, lisez le numéro de juin. Surveillez les affiches.

J.P. pour le collectif de Focus

**P.S. L'équipe de Focus tient à remercier toutes les personnes qui ont accepté de collaborer à ce numéro pour en faire ce qu'il est. Avec le numéro de Mars, c'est un des numéros où nous nous avons reçu le plus d'appui du milieu pour sa fabrication. Il reste toujours le problème de la diffusion... Toutes les revues québécoises ont ce problème... Mais ce n'est pas une raison pour ne pas trouver une solution.**

# FOCUS VS LE PROGRES DU SAGUENAY

Voici la réponse du Conseil de presse à notre plainte portée contre le Progrès du Saguenay ltée.

ainsi des difficultés qu'ils interprétaient comme des entraves à la liberté de presse et d'opinion susceptibles de mettre en péril le droit à l'information du public de la région.

Vous indiquez au Conseil, quant à vous, qu'il n'en était rien et que la seule raison qui a justifié l'imprimerie à couper ainsi la marge de crédit à la revue Focus tenait à sa solvabilité devenue chancelante en juin 1978. Le directeur de la rédaction au Quotidien et au Progrès-Dimanche, monsieur Denis Tremblay, assurait, pour sa part, le Conseil de la parfaite étanchéité des décisions dans l'administration des affaires de l'Imprimerie le Progrès du Saguenay et de la rédaction du Quotidien et du Progrès-Dimanche.

Après un examen attentif de ce dossier, le Comité des cas du Conseil en arrive aux conclusions suivantes:

Même s'il est d'avis que les difficultés éprouvées par Focus sont en partie attribuables à des rapports d'affaires devenus tendus entre la revue et l'Imprimerie le Progrès du Saguenay, le Conseil de presse n'est pas convaincu qu'elles ne sont pas aussi le résultat d'une sanction d'ordre idéologique de la part de l'entreprise le Progrès du Saguenay ltée.

A cet égard, le Conseil accorde peu de foi à l'argument qui veut l'assurer de l'étanchéité et de l'indépendance des décisions de l'imprimerie et de la rédaction du Quotidien et du Progrès-Dimanche; ces entreprises étant la propriété du même groupe: le Progrès du Saguenay ltée, dont les affaires sont, de plus, administrées par un même conseil d'administration sur lequel siège le directeur de la rédaction des deux journaux.

Le Conseil accorde aussi peu de



crédit aux arguments d'ordre financier qu'en tant que président et directeur général du Progrès du Saguenay ltée vous lui avez servis pour justifier le brusque changement d'attitude de l'imprimerie vis-à-vis la revue Focus. Les plaignants ont démontré au Conseil, à cet égard, qu'ils ont toujours donné à l'imprimerie les mêmes garanties financières que celle-ci avait jusque là estimé satisfaisantes pour établir la solvabilité de leur revue.

Aussi, le Conseil est-il forcé de voir largement, dans ces raisons, un prétexte destiné à voiler les véritables motifs du comportement de votre entreprise à l'égard de Focus, et il se peut que l'incident en question soit le résultat d'un affrontement idéologique. Encore peut-il difficilement concevoir que les critiques formulées par la revue Focus à l'endroit du Quotidien et du Progrès-Dimanche aient amené l'entreprise que vous dirigez à modifier de façon aussi radicale ses relations d'affaires avec ce périodique. A cet égard, le Conseil estime que si une entreprise commerciale se servait de sa puissance économique pour entraver la libre circulation des idées, c'est la liberté fondamentale du citoyen et de la société toute entière qui serait compromise.

Le Conseil est enfin heureux de constater qu'un magazine de la qualité de Focus ait pu trouver rapidement un nouvel imprimeur. La parution d'un tel moyen d'information ne peut que rehausser la qualité de l'information dans la région du Saguenay/Lac-Saint-Jean.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Me Jean Baillargeon



Québec, le 17 avril 1979

Monsieur Gaston Vachon  
Président directeur général  
LE PROGRÈS DU SAGUENAY LTÉE  
316, avenue Labrecque  
CHICOUTIMI (Québec)  
G7H 5C1

Monsieur,

Le Conseil a terminé l'examen de la plainte dont le saisissait monsieur Jocelyn Pagé, responsable de la rédaction à la revue Focus, et monsieur Daniel Hébert alors président des Productions Carouges inc., éditeur de cette revue.

Les plaignants dénonçaient les pressions financières dont fut l'objet la revue Focus de la part de l'Imprimerie le Progrès du Saguenay où elle était imprimée jusqu'en juin 1978, à la suite de la publication, dans ses numéros de novembre 1977 et de juin 1978, de critiques contre le Quotidien du Saguenay/Lac-Saint-Jean, le Progrès-Dimanche et certains de leurs éditorialistes.

Attirant l'attention du Conseil sur le fait que l'imprimerie en question, de même que le Quotidien du Saguenay/Lac-Saint-Jean et le Progrès-Dimanche sont propriété de la même entreprise: le Progrès du Saguenay ltée (UNIMÉDIA) et sont dirigés par le même conseil d'administration, messieurs Pagé et Hébert attribuaient leurs tribulations au désir de cette entreprise de faire taire la revue. Selon eux, en effet, la direction de la rédaction du Quotidien et du Progrès-Dimanche aurait, par son intervention, encouragé l'imprimerie en question à priver la revue de la marge de crédit dont elle bénéficiait jusqu'alors, lui créant

Jos Sucof  
999, Carouges  
Jonquière, Qué.  
G7S 0Z0



## LETTRE DU LECTEUR

a/s Revue FOCUS  
234, Saint-Dominique  
Jonquière, Qué.  
G7X 7V8

Bonjour à toute l'équipe de Focus,

Un p'tit mot en passant; d'autant qu'il y a longtemps que je voulais vous écrire. D'abord pour vous dire que votre revue pose des interrogations qui rejoignent aussi les miennes et qu'il fait bon de sentir que ça bouge au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Surtout qu'actuellement d'aucuns voudraient bien faire croire à un Québec stagnant. La presse écrite au Québec est contaminée par des microbes comme Francoeur et Desmarais. Pas un seul des quotidiens du Québec n'a le souci de transmettre une certaine qualité d'information qui permettrait aux lecteurs de se faire une idée de la réalité régionale, nationale et internationale. Cette situation est scandaleuse surtout que l'année qui s'en vient sera déterminante pour nous, Québécoises et Québécois. Et quand je lance des éloges à une revue comme "Focus", c'est aussi à cela que je pense; il m'importe que vous viviez, vous jouiez un rôle d'information trop important dans la conjoncture actuelle pour que je ne vous donne point mon appui (je suis évidemment abonnée à Focus, c'est la moindre des choses).

En terminant, je voulais vous dire que depuis le numéro "Spécial bonheur" (le titre était douteux mais le contenu excellent) vous avez, il me semble, fait un pas en avant et un bon pas. J'ai cru y voir se dessiner une certaine ligne de pensée qui laisse présager que l'équipe de Focus est loin d'avoir vidé son sac. Le merveilleux numéro de mars, "Paroles et luttes de femmes", m'a enchanté. Je l'ai lu, devrais-je dire dévoré, avec beaucoup d'intérêt. Félicitations au collectif de femmes qui a permis ce beau numéro et... longue, très longue vie à l'équipe de Focus.

Johanne Lecour

**Télécommunications Research Group  
Simon Fraser University, British Columbia, Canada**

28 mars 1979

Revue Focus  
C.P. 10  
Jonquière, Québec  
Salut!

Juste un p'tit mot pour vous remercier tous les deux de votre collaboration à notre recherche. Vos commentaires nous seront extrêmement utiles. Nous avons spécialement apprécié de lire les différents articles de Focus sur les médias de la région; étant donné la nature de nos intérêts, on ne pouvait pas demander mieux.

J'ajoute que nous avons été fortement impressionnés par le souci que portent vos collaborateurs à la qualité de Focus. Selon nous, vous avez entre les mains la meilleure revue du genre au Canada.

Merci encore et bonne chance.

Jean Piché  
T.R.G.

Péribonka, 10 avril 1979

### A tous les candidats(es) de la campagne électorale fédérale

A tous les 3, 4 ou 5 ans, selon l'humeur du premier ministre et s'il juge que les circonstances lui sont favorables, nous reviennent les élections. A chaque fois, par grand nombre, vous venez solliciter notre vote grâce à une campagne électorale où vous proposez divers thèmes. Dès lors nourrissez-vous de grands espoirs, puis le stress vous envahit peu à peu jusqu'au jour fatidique du vote (Serai-je élu, perdrai-je mon dépôt?). Aussi cette année ai-je décidé d'amoindrir ce stress électoral qui n'est guère désirable pour notre futur député. A cet effet, je vous propose une série de questions qu'il devrait vous être facile de répondre, ne nécessitant qu'un Oui ou un Non (Dans le doute, n'hésitez pas à compter sur vos doigts).

En répondant à chacune de ces questions, vous pourrez savoir à l'avance si je vous accorderai mon vote, diminuant par le fait même votre anxiété.

Bonne chance à tous.

**Recommandation:** Soyez franc, je n'aimerais pas apprendre que mon député fait des mensonges.

- |  |     |     |
|--|-----|-----|
| 1. Etes-vous pour l'arrêt de tous les projets nucléaires?  | Oui | Non |
| 2. Trouvez-vous le salaire des députés trop élevé?   | Oui | Non |
| 3. Etes-vous abonné à Focus?   | Oui | Non |
| 4. Croyez-vous que le salaire d'un bon mécanicien devrait être égal au salaire d'un bon médecin?   | Oui | Non |
| 5. Croyez-vous que le salaire des médecins est trop élevé? Croyez-vous que les dépenses militaires devraient être réduites le plus possible? | Oui | Non |
| 6. Approuvez-vous le droit à l'autodétermination du Québec?  | Oui | Non |
| 7. Croyez-vous désirable la formation de gouvernements régionaux?  | Oui | Non |
| 8. Seriez-vous d'accord pour remplacer le P.N.B. (Produit national brut) par le B.N.B. (Bonheur national brut)?                              | Oui | Non |
| 9. Croyez-vous que l'école doit refléter davantage les aspirations des étudiants, que les demandes de l'industrie?                           | Oui | Non |
| 10. Pouvez-vous vous passer de lire les éditoriaux de nos journaux régionaux?  | Oui | Non |

- |   |     |     |  |     |     |
|---|-----|-----|--|-----|-----|
| 11. Croyez-vous qu'il est temps qu'on réduise la durée de la semaine de travail?                          | Oui | Non | 27. Comptez-vous parmi vos amis des spéculateurs ou des promoteurs immobiliers?                  | Oui | Non |
| 12. Croyez-vous que la télévision d'état (Radio-Canada) devrait se passer de commanditaires?              | Oui | Non | 28. Approuvez-vous les actes de la G.R.C.?   | Oui | Non |
| 13. Pouvez-vous vous passer des téléromans présentés à la télévision (plus particulièrement les Bergers)? | Oui | Non | 29. A votre avis, les demandes des chômeurs devraient-elles passer avant celles des industriels? | Oui | Non |
| 14. Considérez-vous que notre télévision est violente?  | Oui | Non | 30. Si vous êtes élu, reviendrez-vous dans le comté pour connaître mon opinion?                  | Oui | Non |
| 15. Croyez-vous que les élections devraient être tenues à date fixe?                                      | Oui | Non | 31. Croyez-vous que je vous donnerai mon vote?   | Oui | Non |
| 16. Croyez-vous qu'une limite de 2 mandats de 5 ans au pouvoir devrait être introduite?                   | Oui | Non |  |     |     |
| 17. Croyez-vous que la lutte contre la pollution est plus importante que le développement industriel?     | Oui | Non |  |     |     |
| 18. Croyez-vous qu'il faudrait réduire notre consommation?  | Oui | Non |  |     |     |
| 19. Avez-vous réduit la vôtre?  | Oui | Non |  |     |     |
| 20. Accepteriez-vous de vivre dans un H.L.M.?   | Oui | Non |  |     |     |
| 21. Demeurez-vous dans un appartement qui possède moins de trois chambres?                                | Oui | Non |  |     |     |
| 22. Pensez-vous qu'une autoroute entre Alma et La Baie soit nécessaire?                                   | Oui | Non |  |     |     |
| 23. Etes-vous en faveur d'un fort développement du transport en commun?                                   | Oui | Non |  |     |     |
| 24. Voyagez-vous souvent par le transport en commun?  | Oui | Non |  |     |     |
| 25. Croyez-vous que les personnes âgées bénéficient de suffisamment d'argent pour vivre?                  | Oui | Non |  |     |     |
| 26. Si vous n'aviez pas d'enfants, arriveriez-vous avec le montant des pensions de vieillesse?            | Oui | Non |  |     |     |

J'arrête ici une liste qui aurait pu être longue, et j'incite tous les lecteurs à faire parvenir à leur candidat leur propre liste de questions.

Additionnez vos Oui et vos Non et regardez la solution.

#### Solution pour les candidats

Chaque réponse Oui vous vaut un point, sauf les questions 22-25-27-28 où le Non vous vaut un point.

Si vous avez 31 sur 31, contactez-moi immédiatement pour que je vous prête main forte dans votre campagne. Si vous avez 25 et plus, je vous donne mon vote, mais attention votre adversaire pourrait avoir un plus grand nombre de points que vous. Plus de 20, je pourrais quand même vous donner mon vote mais n'en soyez pas certain. Si vous avez obtenu moins de 20 vous aurez certainement des votes mais pas le mien. Moins de 10, il est encore temps pour vous de délaissier la politique.

P.S. Si aucun des candidats ne devait obtenir plus de 20 points, je me verrais dans l'obligation d'annuler mon vote. Je suis tanné de voter pour le moins pire.

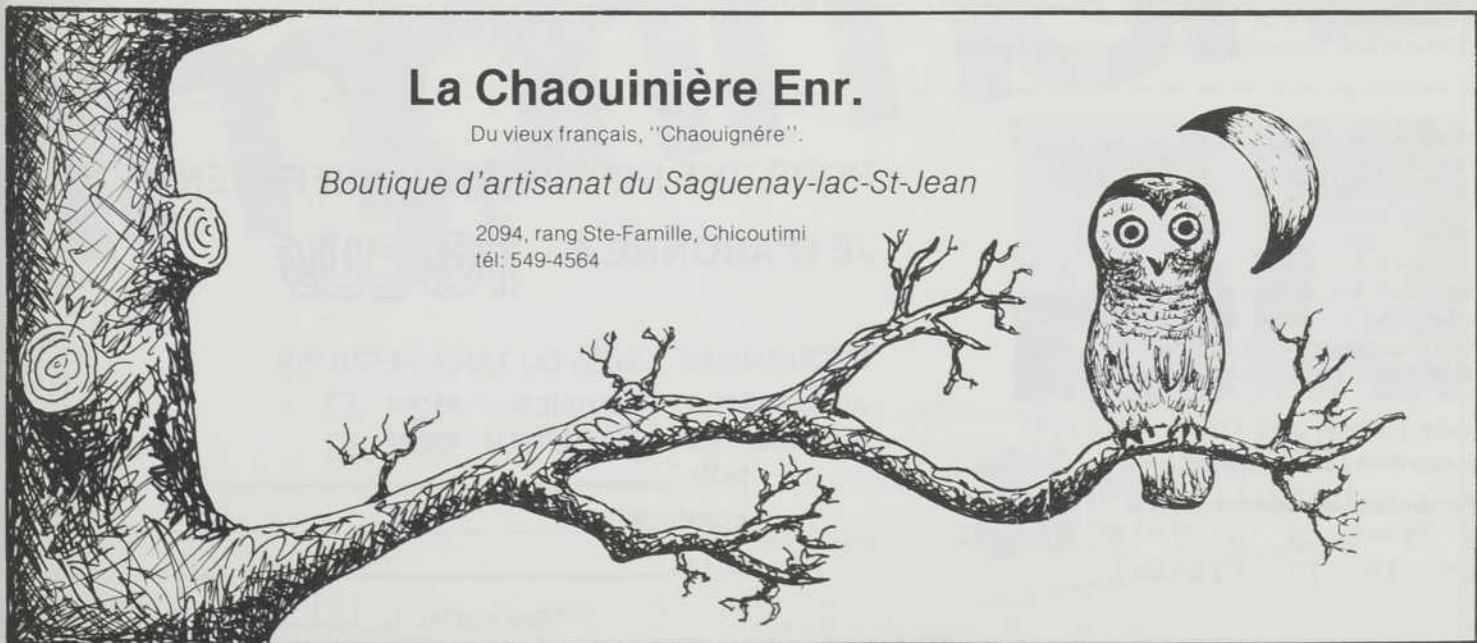
**Denis Trottier**  
231, 2ième avenue  
Péribonka

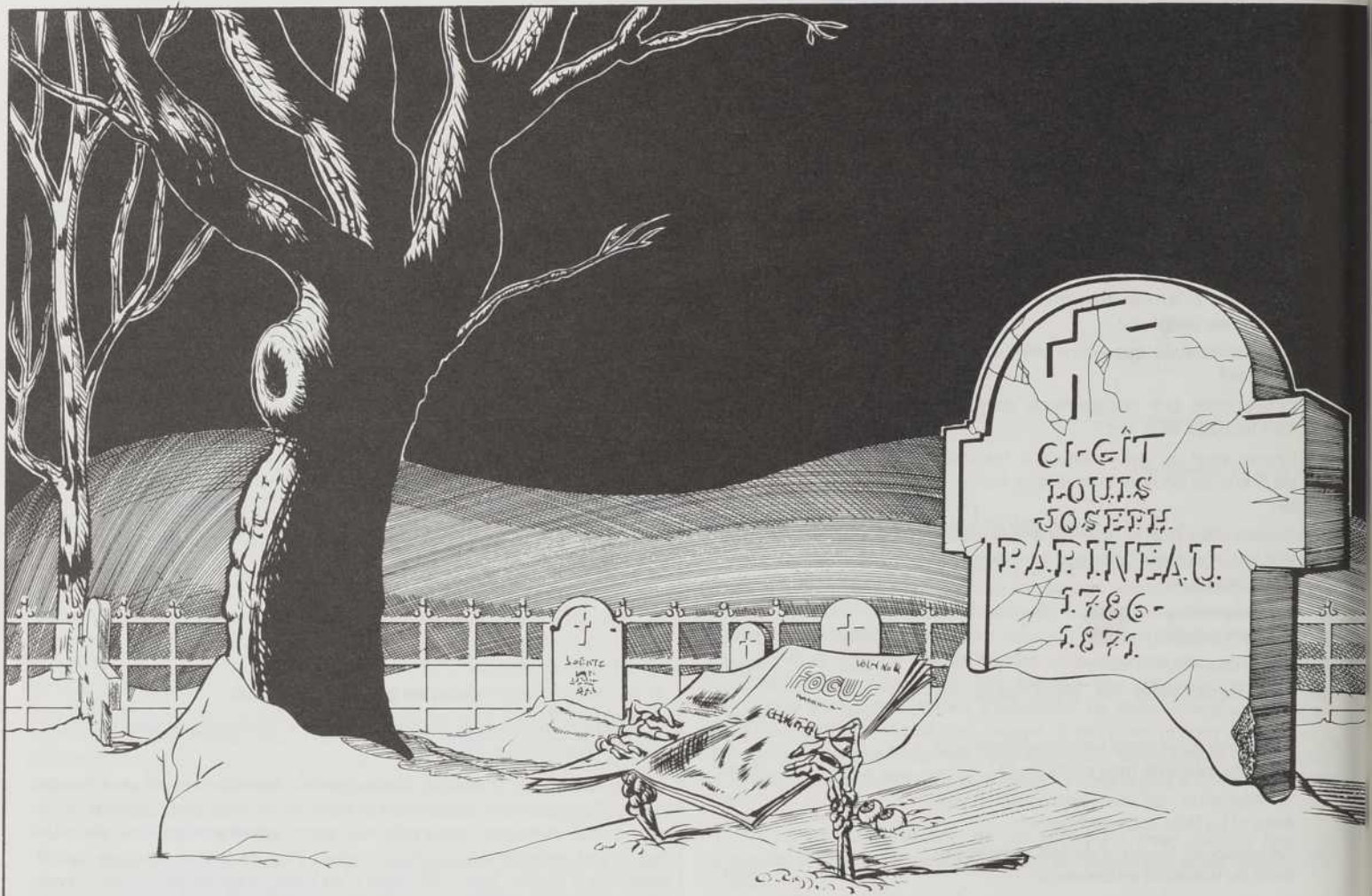
## La Chaouinière Enr.

Du vieux français, "Chaouignère".

*Boutique d'artisanat du Saguenay-lac-St-Jean*

2094, rang Ste-Famille, Chicoutimi  
tél: 549-4564

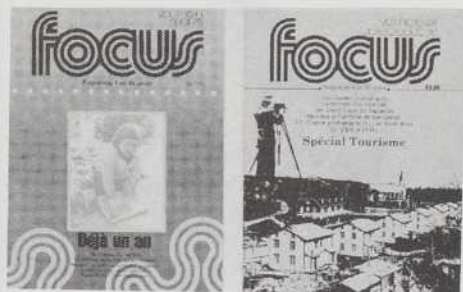




**Il y a beaucoup plus de gens qu'on pense qui sont abonnés à Focus**

RECQUY B

**focus... VOTRE SEUL VRAI MAGAZINE AU SAGUENAY-LAC ST-JEAN... ABONNEZ-VOUS AU PLUS COUPANT!!:**



Je désire recevoir quelques anciennes parutions  
(au coût de \$1.25 l'exemplaire).

Encercler les numéros désirés

2 3 4 5 6 7 9 10 12  
15 16 17 (18-19)

**POUR UNE INFORMATION DIFFÉRENTE...**

**JE M'ABONNE À** **FOCUS**

ECONOMISEZ **20%** DU TARIF REGULIER

ABONNEMENT REGULIER. \$12<sup>00</sup>

ABONNEMENT DE SOUTIEN. \$20<sup>00</sup>

NOM: \_\_\_\_\_

ADRESSE: \_\_\_\_\_

VILLE: \_\_\_\_\_

CODE POSTAL [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

\*SI VOUS CHANGEZ D'ADRESSE, EXPÉDIEZ-NOUS CE COUPON  
EN INDIQUANT VOTRE NOUVELLE ADRESSE.

Payable par chèque ou mandat-poste  
à la REVUE FOCUS, C.P. 10,  
JONQUIÈRE

*Viens prendre l'air... viens prendre ta bière!*



**nous  
imprimons**

**IMPRIMERIE**  
**le lac-st-jean**

535 sud, avenue du Pont, Alma, P.Q. - G8B 2T9 Tél.: 668-2389

# UNE VILLE A VIVRE



Photo: Michel Gauthier

Transcription: Jacques Viens.

Il pourrait apparaître étrange, pour quelqu'un qui n'habite pas la région, de nous voir consacrer un numéro à la ville. Pourtant, si l'on pense au développement urbain du Saguenay-Lac-Saint-Jean depuis une dizaine d'années, il nous est apparu essentiel de se pencher sur cette réalité, de poser certaines questions, d'apporter des faits et un éclairage particulier sur cet environnement qui est le cadre de vie d'une bonne majorité d'entre nous. La campagne est devenue, pour plusieurs, une fuite de la ville; pour ceux qui l'habitent, une raison de rêver à une ville où il ferait bon de travailler, flâner, se divertir... Une ville où il ferait bon de

vivre. Une ville qui ne serait pas qu'un lieu de passage.

Le comité de rédaction de Focus, auquel s'était joint Gérard Scullion du Comité d'environnement d'Alma, s'est réuni pour discuter de la "ville", de son développement, du rôle qu'elle joue et qu'elle devrait jouer, etc. Voici une transcription des propos tenus lors de l'entretien. Plusieurs thèmes y sont abordés en vrac, sans trop d'ordre; on passe d'un sujet à l'autre comme dans toute conversation. On a pensé des pistes, en évitant de parler d'une ville utopique qui ne pourrait que nous faire rêver. On vous laisse l'imaginer...

"Une vision intéressante de la ville nous vient d'un bonhomme du Monde à bicyclette. On partirait de la ville à l'état actuel et on y ajouterait la nature! On pourrait appliquer le concept de "parc linéaire". C'est une notion d'espace vert différente; un parc de 500 à 600 pieds de large et aussi long qu'on veut, qu'on laisse à l'état sauvage. Par sa forme linéaire (imaginez un parc entre Jonquière et Chicoutimi) le parc est accessible par beaucoup de gens rapidement et facilement. Ça s'inspire des "green belts" de Londres qui entourent la ville".

"On en imagine facilement à Alma le long de la Petite Décharge, à Jonquière le long de la rivière aux Sables, à Chicoutimi, le long du Saguenay".

"L'auto a brisé les villes!" "L'urbanisation se fait en fonction de l'automobile, à un tel point que si tu n'en as pas, tu es un marginal, un infirme!" "Le bruit de fond

c'est celui de l'automobile. C'est cette dernière qui fait augmenter la valeur des espaces qui pourraient être utilisés à d'autres fins que pour les besoins de l'auto..." "Le développement allongé le long des axes de sortie des villages, tous les commerces qui s'y installent font que toutes les villes se ressemblent".

"Quand tu parles de transport en commun, les gens te disent: 'pourquoi un transport en commun? Pour qui? Tout le monde a son char!' Le transport en commun, pour eux, est inutile, il ne répond aux besoins de personne". "L'activité socio-économique prime sur toutes les autres fonctions de la ville".

"Il y a peut-être une grosseur idéale à la ville?" "La vie peut aussi se passer sur une grosseur idéale, par quartier par exemple, dans les villes que tu as déjà". "Mais, aujourd'hui, il n'y a pas de vie de quartier. Les gens ne travaillent pas où ils demeurent, ils ne sortent pas où ils demeurent. Ils ont besoin d'un char pour faire leur vie". "Pour atteindre la ville idéale faudra progresser par étapes. A l'heure actuelle, les gouvernements commencent à prendre conscience que la banlieue est une faillite à tous points de vue. Ça coûte extrêmement cher à la collectivité d'avoir inventé la banlieue, d'avoir construit la ville en fonction de l'automobile. Le genre d'habitation que nous avons c'est le 'bungalow américain' qu'on a transplanté ici. Construire des bungalows pour tout le monde ça prend de l'espace...de là est née la banlieue. Ça a bien été pendant un bout de temps, tant que les villes ont pu fournir les services en proportion des coûts. Mais aujourd'hui, c'est différent! Chaque nouvelle rue entraîne une infrastructure de plus en plus onéreuse. A long terme, le laisser-aller qu'on remarque au niveau de l'urbanisme nous coûtera très cher". "Quand j'étais jeune, je m'imaginai propriétaire d'une maison. Aujourd'hui, je n'y crois plus. Avec toutes les implications que ça comporte, c'est plus envisageable. Il faudra une alternative, les coops d'habitation par exemple...".

"On a pas ici la vision européenne du jardin, comme l'aménagement de son terrain en potager et en plantes ornementales". "A Edmonton des gens plantent des patates devant leurs maisons au lieu des éternelles pelouses".

"Faudrait enlever la ville aux promoteurs". "Faudrait que la ville appartienne aux gens!"

"Comme préliminaire à la ville idéale, il faudrait modifier notre approche individualiste de la vie en société". "Il faudrait que la ville redevienne propriété du monde qui l'habite et qu'ils décident ensemble de ce qu'ils veulent". "Ça s'appelle peut-être l'autogestion".

"Dans un sens, la ville est une victoire du capitalisme mais une faillite sociale".

"La cité, au départ constituée pour sécuriser l'homme et socialiser ses besoins, n'est plus aujourd'hui que source de stress, d'insécurité, de pollution et de violence". "Au début, on mettait en commun outils et armements. Puis les villes se fortifièrent. Ensuite, vinrent les premières communes, puis le capitalisme et ses besoins en main-d'oeuvre. Aujourd'hui, la ville ne sert plus que le commerce et la consommation".

"Les villes de la région, toutes proportions gardées, connaissent les mêmes problèmes que les grandes métropoles". "Elles sont alignées sur la même philosophie de croissance illimitée".

"La ville en soit n'est pas un mal, c'est la façon dont on l'utilise qui fait défaut". "Peut-être qu'économiquement (on sait qu'aux Etats-Unis il y a des faillites de villes) il y aura de véritables remises en question de la ville". "On redonnera la ville aux gens quand on se rendra compte que ce n'est plus payant, qu'aucune spéculation n'est plus possible." "Des choses arriveront à leurs limites; la ville, la pollution, l'utilisation de l'automobile obligeront une prise de conscience. Mais les vrais débats seront-ils exposés? Aurons-nous le temps de débattre les questions cruciales?"

"Pour donner une idée des préoccupations des gouvernements citons quelques statistiques; la Société centrale d'hypothèque et de logement a subventionné, en 77, pour les logements sociaux, 171 millions de dollars. On prévoit que l'autoroute Alma-La Baie coûtera au moins 200 millions!"

"On a déjà les germes d'alternatives aux problèmes actuels; les coops d'habitation, les jardins communautaires, la bicyclette, les ateliers communautaires, les garderies; ces choses sont applicables actuellement. On pourrait aussi inventer le transport en commun... mais aurons-nous le temps...?"

"Les villes sont à l'image du monde dans lequel on vit. La ville a secrété des logements et des maisons. Tout se tient, le logement, la maison sont en accord avec la famille et notre style de vie. Si on change la ville, il faudrait peut-être aussi penser à changer notre façon de concevoir le logement, le couple..."

"Pour la ville idéale il ne faudrait plus céder sur rien. Mais pour ça, il nous faudrait l'information nécessaire..."

"Ça prendrait alors des journaux de quartiers, des tracts pour faire revivre la vie de quartier que la télévision a tuée!"

"Quand tout est à faire, les idées ne manquent pas...!"

Le bruit de fond à New-York est de 85 décibels. A 90 décibels, l'oreille et le système nerveux subissent des détériorations irrémédiables.

Il coûte \$10,000 par jour à la ville de New-York pour son service d'extermination de rats! (\$4 millions par année).

Chaque jour, la police de New-York enregistre une moyenne de 1 200 crimes, soit 5 meurtres, 9 viols déclarés, 100 agressions graves, 465 vols, 200 vols d'auto, 45 vols avec effraction et 700 arrestations.

"La ville n'est plus un lieu pour vivre mais un marché".

Jean Gladu

"New-York fait la preuve que si on peut physiquement entasser huit millions d'habitants sur 300 milles carrés, au nom d'une certaine conception de la croissance économique, on est présentement incapable de les organiser de façon humainement et socialement saine".

Jean Gladu

"Il faut bâtir des villes habitables"

Michel Jurdant

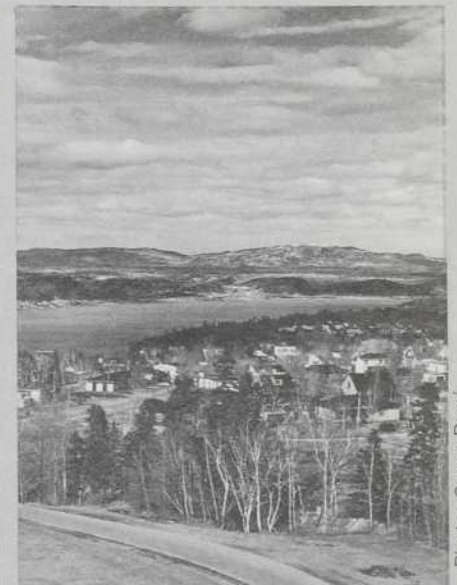


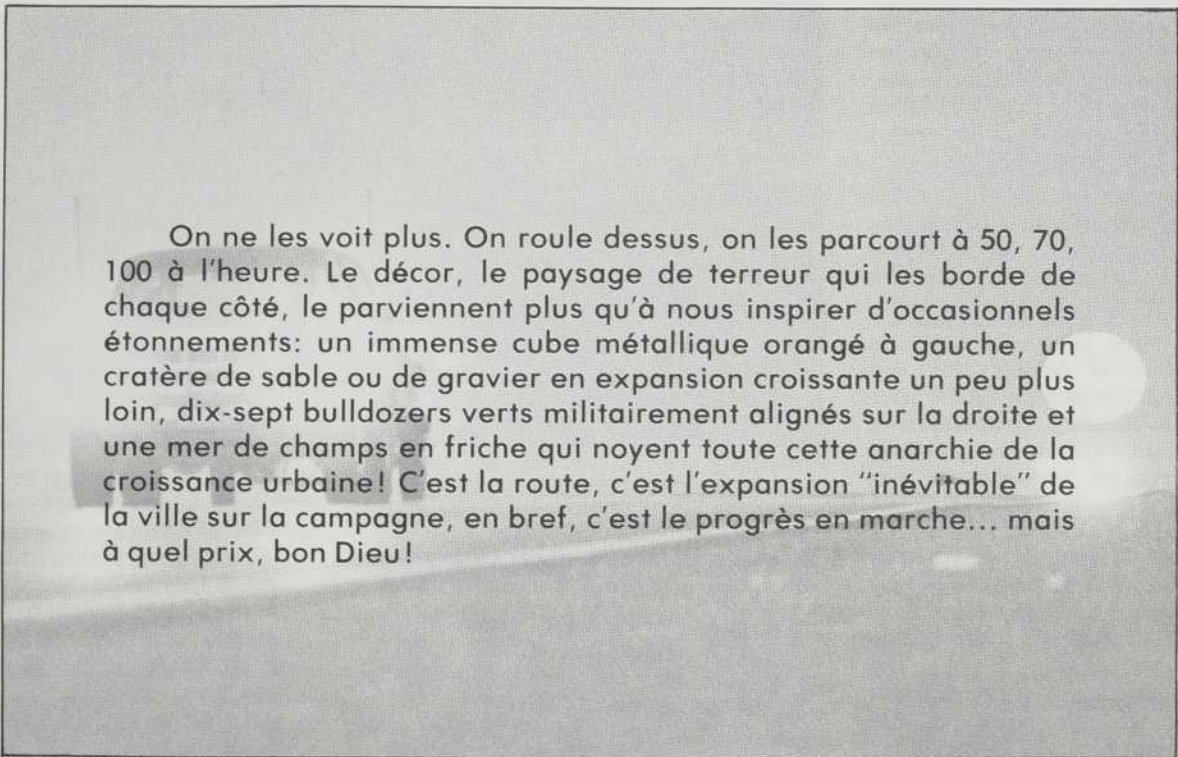
Photo: Serge Page

# \$200 MILLIONS POUR L'AUTOROUTE

*Peut-on parler de la ville sans parler de ses routes, de son "autoroute". De celle dont on a contesté le tracé mais qu'à peu près personne n'a remise en question. Cette pierre tombale sous laquelle on ensevelit l'agriculture au Saguenay, toutes les possibilités d'un transport en commun efficace ou toute autre alternative à l'automobile individuelle. L'espace qu'on lui donne dans ce numéro n'a encore rien à voir avec celui qu'elle pourrait prendre dans notre quotidien pour le reste de nos jours. Cette promesse électorale qui traîne dans notre paysage politique depuis près de dix ans ne pourrait-elle y rester encore pour au moins vingt ans, ce serait autant de gagné pour un autre paysage. Nous vous offrons trois textes de collaborateurs différents pour vous aider à vous faire une idée en espérant qu'il n'est pas trop tard. Vous trouverez le troisième texte dans la chronique consommation, c'est l'endroit que nous lui avons trouvé lorsque nous avons compris à qui cette autoroute profitait.*

# VOIES RAPIDES ET ZONES "RUR-BAINES": LES TRANCHÉES D'UN CHAMP DE BATAILLE

par Jean Désy



On ne les voit plus. On roule dessus, on les parcourt à 50, 70, 100 à l'heure. Le décor, le paysage de terreur qui les borde de chaque côté, le parviennent plus qu'à nous inspirer d'occasionnels étonnements: un immense cube métallique orangé à gauche, un cratère de sable ou de gravier en expansion croissante un peu plus loin, dix-sept bulldozers verts militairement alignés sur la droite et une mer de champs en friche qui noient toute cette anarchie de la croissance urbaine! C'est la route, c'est l'expansion "inévitabile" de la ville sur la campagne, en bref, c'est le progrès en marche... mais à quel prix, bon Dieu!

Photo: Carl Brubacher

Ce regard critique sur notre environnement péri-urbain, c'est-à-dire en bordure, à la frange immédiate ou plus lointaine du noyau urbain, veut diagnostiquer un mal certain et en identifier les causes principales. Ce mal, c'est "l'urbanose" à son stade de croissance accélérée, c'est-à-dire lorsque la pression du noyau central provoque l'éclatement du cadre urbanisé, pour répandre les rejets urbains dans la campagne. Les agents principaux, ce sont les rangs, les routes, les boulevards, les voies rapides, les autoroutes. Ces voies de pénétration, ces artères "vitales" canalisent toute l'énergie urbaine vers la campagne et permettent la réalisation de l'inexorable processus de "rurbanose".

Ce regard critique sur la triste réalité de cet espace, celui de la conurbation du Haut-Saguenay, veut en second lieu, par voie de comparaison, révéler l'impact logiquement prévisible de l'implantation de l'autoroute Alma-La Baie sur l'évolution de notre espace régional. Nous soutenons en effet que l'autoroute, non seulement contribuera à détruire une partie

importante de notre patrimoine agricole, mais de plus, favorisera la croissance anarchique et incontrôlable de la maladie urbaine précitée. Elle consolidera l'existence autonome et dévastatrice de cet espace malade, le rurbain.

## Un véritable champ de bataille: les zones rurbaines

L'explosion urbaine de l'après-guerre (1945-60) provoquait dans les grandes agglomérations canadiennes, l'éclatement du cadre de la ville traditionnelle et donnait naissance aux banlieues. La pression des générations montantes de la nouvelle petite bourgeoisie (fonctionnaires, professeurs, cadres moyens et inférieurs...) et des salariés moyens et supérieurs, provoquait cette expansion spatiale. Voilà donc la résidence unifamiliale à faible densité d'occupation, qui s'installe en reine et maîtresse, entourée de commodités urbaines transplantées en périphérie: centres de loisirs, petits commerces et centres commerciaux, écoles et églises, espaces

verts... Au Saguenay, ce mouvement centrifuge s'amorce sérieusement au début des années '60, bientôt rattrapé par un second débordement: c'est le second raz-de-marée, celui des centres commerciaux, des industries légères, des commerces de gros, en quête de terrains vastes et peu coûteux. La première grande surface de vente, au Saguenay, s'érige en 1968, avec Place du Saguenay. Puis en cinq ans, de 1973 à 1977, cinq autres émergeront à travers la conurbation, soit à Chicoutimi, Jonquière et La Baie. Les terres arables tombent une à une, les friches urbaines les remplacent, les entrepôts, usines et commerces divers imposent tour à tour leurs dictats à l'environnement qui cède, qui lâche. Les crans sautent, les routes mordent sur les champs, les "parkings" noirs étouffent toute verdure, les dépotoirs s'amoncellent, des terres sont éventrées pour leur sable ou leur gravier (Laterrière entre autres), à l'image troublante d'un champ de tir d'obus et de mortiers... Les ruisseaux et coulées sont comblés, les rivières envahies et polluées par les zones de chalets construits par les urbains.

Ce langage qu'on qualifiait trop facilement de subjectif, de charrié et de partial, traduit cette réalité objective: Depuis quinze ans et plus, un type d'espace nouveau prend forme et racine autour des villes, espace difforme, inconnu auparavant. Il subit l'attaque de la plus vive spéculation, et fait surtout l'objet de conflits acharnés dans les différentes modalités d'utilisation de son sol. Pourquoi? Parce que voilà un espace polyvalent par excellence, habituellement riche de potentialité et de rendement agricole. Riche également de chlorophylle, de boisés, de plans d'eau et de paysages chargés de magnétisme pour les urbains tout proches, en quête de repos, de verdure, bref d'un milieu de recharge.

Pourquoi encore? Parce que l'on y retrouve habituellement enfouis à fleur de terre, de vastes dépôts de matières premières pour la construction et les infrastructures routières, telles le sable, le gravier, le granit, le calcaire.

Parce qu'enfin, cette zone recèle le plus fort potentiel de terrains non construits, généralement excellents pour l'expansion résidentielle, commerciale et industrielle de la ville. Et surtout, cette banque de terrains relativement peu coûteux, jouit d'une proximité et d'une accessibilité exceptionnelle, fournie par les axes routiers majeurs qui desservent la ville en différentes directions. Nous touchons ici le cœur du problème dans l'explication du processus de formation de cet espace malade: la transformation des rangs ruraux en agents déterminants de la sclérose rurale, tranchées offensives de la ville dans l'espace convoité de la campagne.

### L'arme absolue de la bataille: l'axe routier

Une récente étude d'un bureau régional d'urbanistes (1), met clairement en évidence les bouleversements prodigieux de l'espace saguenéen depuis les dix dernières années. La carte géante qu'accompagne ce rapport, identifie avec netteté les ravages causés par les axes routiers rayonnant tout autour de la conurbation, de Jonquière à La Baie, de Laterrière à Canton Tremblay. On distingue deux catégories de développement péri-urbain, soit:

- le linéaire dense, "qui implique une succession continue de constructions sur au moins un côté de la route".
- le linéaire lâche, "qui identifie une succession non continue de bâtiments à caractère urbain".

L'étude signale que l'urbanisation linéaire tend à gagner certains rangs facilement accessibles aux villes à proximi-



Les rangs encore intacts se comptent sur les doigts de la main.

té des noyaux urbains. Et ces rangs sérieusement affectés par la "rurbanose", sont:

- le rang Saint-Pierre à Chicoutimi (longeant la rivière Chicoutimi)
- le rang Saint-Dominique à Jonquière (longeant la rivière au Sable)
- la route 172 entre Saint-Fulgence et le secteur Chicoutimi-Nord
- la route du boulevard Talbot à Laterrière
- le rang Saint-Louis à Ville de La Baie (longeant la rivière à Mars)
- le rang Saint-Jean-Baptiste entre La Baie et Chicoutimi
- enfin le chemin du Portage-des-Roches sur les deux rives de la rivière Chicoutimi, à Laterrière.

"Ils n'en mouraient pas tous, mais tous étaient frappés" dit la fable. C'est ainsi qu'à un degré moindre, mais tout aussi alarmant pour l'avenir, la plaie urbaine gagne du terrain sur les axes suivants:

- le chemin Saint-Léonard, à l'ouest du même village
- le chemin Saint-André, à l'ouest du secteur Kénogami
- le chemin Saint-Cyriac, en direction du même village, au sud de Jonquière
- les rangs Saint-Pierre et Sainte-Anne, dans le secteur Jonquière
- le rang Saint-Paul, prolongement du boulevard Saint-Paul, au sud de la 170
- les rangs de l'Église, Sainte-Famille et Saint-Isidore, vers Laterrière

- le rang Saint-Martin, en bordure du Saguenay, à l'est de Chicoutimi
- le rang Saint-Joseph, parallèle au dernier, vers La Baie
- le boulevard des chûtes à La Baie, longeant la rivière à Mars
- des secteurs variables des rangs Saint-Louis, Saint-Bruno et Saint-Charles à La Baie
- le "boulevard" de l'aéroport à La Baie.

Comme on le constate, les rangs encore intacts se comptent sur les doigts de la main et aucun d'entre eux ne peut se croire à l'abri de l'invasion prochaine. Et l'on ne parle pas des grands corridors interurbains que sont les boulevards Talbot, Saint-Paul, Saint-Ignace, Sainte-Geneviève, Harvey, Taschereau et la 170 de part et d'autre du boulevard Talbot. C'est souvent par le canal de ces artères que le mal gagne progressivement les rangs ruraux.

Ceux-ci perdent donc régulièrement du terrain, acceptant un, deux, puis cinq et bientôt quinze bungalows urbains, deux ou trois garages, commerces, cours d'entrepôt ou dépotoirs quand ce ne sont pas de vastes secteurs pour lotissement résidentiel. L'asphyxie gagne du terrain, les "façades" urbanisées de rang s'épaississent, se rejoignent bientôt, se raccordent. Le rang se meurt après quelques années, les terres se stérilisent, la production tombe, les cultivateurs s'exilent ou se transforment en rentiers, en travailleurs

salariés de la ville. Car une fois la façade comblée par le chapelet de maisons, en bordure du rang, c'est tout le lot, et dans toute sa longueur qui succombe. Il est privé de son espace vital, du centre nerveux de ses opérations, localisé tout autour des bâtiments de ferme.

Des chiffres? De 1966 à 1978, "le monde agricole du Haut-Saguenay a perdu 17,158 acres de terres agricoles en culture, soit 14% de la superficie disponible en 1966. Pendant ce temps, la superficie en terres agricoles abandonnées a augmenté de 4,813 acres, soit 13,2% de la superficie accaparée par cette utilisation en 1966". (1)

A l'inverse, de 1968 à 1978, la conurbation du Haut-Saguenay a gagné 30% de terres urbaines par le seul phénomène de la "rurbanose". A elles seules, les municipalités rurales périphériques à la conurbation accusent des "gains" urbains de 79%, les municipalités rurales agroforestière, des augmentations de 66%, pour un total moyen de 44% pour le Haut-Saguenay!

De son côté, une récente étude d'Environnement Canada (2) démontre que la conurbation du Haut-Saguenay accuse le taux le plus élevé de conversion des terres rurales en zones construites, et ce pour tout le Canada: 14,211 acres par accroissement de 1,000 habitants, de 1966 à 1971!

### Le bilan des pertes

La maladie emprunte donc trois formes caractéristiques: l'expansion rapide des agglomérations rurales, le développement de foyers d'urbanisation et l'invasion des rangs. L'étude citée plus haut identifie trois niveaux de conséquences à cet inquiétant phénomène:

1. Le nouveau résidant banlieusard fait face à une carence de services culturels et sportifs, pour lesquels il doit revenir à la ville et se soumettre à la dépendance constante de l'automobile. Le moindre besoin nécessite un déplacement motorisé, accentuant le gaspillage énergétique maintes fois dénoncé. De plus, on souffre d'un sous-équipement criant de services publics, tels police et incendie. C'est le cuisant revers de l'appât numéro un, celui des taxes moins lourdes...
2. La municipalité, quant à elle, risque des catastrophes financières extrêmement sérieuses devant l'obligation de fournir à une population dispersée, et à comportement urbain, des services et servitudes hors de ses capacités budgétaires.
3. Enfin, le milieu agricole, on l'a constaté, risque une disparition à moyen et long terme, si ce n'est déjà fait accompli dans les zones de plus faible résis-

tance. La coexistence de deux mondes, de deux mentalités différentes, suscite et provoque des tensions sociales croissantes, entre nouveaux arrivants, numériquement plus forts et autochtones mis en minorité. Le rang se désintègre et se soumet à l'implacable logique urbaine.

### Et l'autoroute, par dessus le marché...

Le bilan nous apparaît assez lourd pour justifier à tout le moins une sérieuse remise en question du projet de l'autoroute Alma-La Baie. Les constats élaborés plus haut sur l'impact essentiellement négatif des voies de circulation, sur le façonnement de l'espace rural, sur le développement de la "rurbanose" dans nos campagnes, devraient inciter à la plus grande méfiance face à ce projet suicidaire. Quand on songe aux multiples "bretelles" et échangeurs qui se grefferont à un kilomètre l'un de l'autre au sud de la conurbation, pour "desservir" la population, c'est-à-dire les centres commerciaux, les parcs industriels...

Quand on songe au risque encore très sérieux de disparition des meilleures terres arables du Haut-Saguenay, aux alentours du rang Sainte-Anne, patrimoine agricole inestimable gagné de haute lutte, depuis plus de cent ans par nos ancêtres.

Quand enfin, comble du ridicule, l'on soutient avec sérieux, que l'autoroute servira de frein, de barrière à l'urbanisation! L'on construirait à coup de centaines de millions une infrastructure routière pareille, en espérant voir paître les vaches d'un côté et rugir la ville de l'autre... L'on compte sûrement sur des règlements de zonage "avec des dents", des dents qu'on voit quotidiennement s'arrondir sous la lime infatigable des spéculateurs, des "lobbyistes" des hôtels de ville... Croit-on naïvement à cette fable dans nos services

d'aménagement? Ou peut-être, veut-on nous cacher des intérêts à long terme qu'on ne pourra plus contrer une fois la masse de goudron en place?



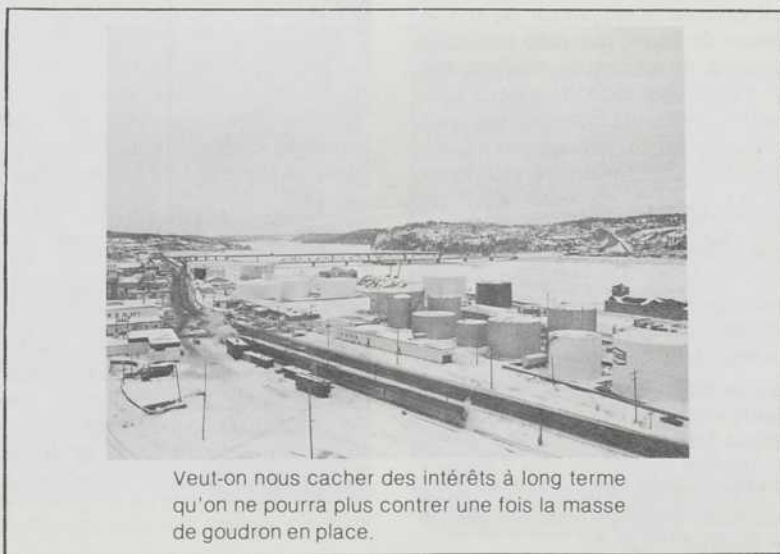
Photo: Serge Pagé

La préférence pour l'automobile détermine et aggrave le processus de consommation des espaces périurbains du Haut-Saguenay.

(1) **SCHÉMA D'AMENAGEMENT DU HAUT-SAGUENAY.** Dynamique de l'utilisation du sol (1966-1977). Robert Leblond, déc. 1978, 71 pages.

(2) **URBANISATION DES TERRES RURALES.** (p. 28) D.M. Gierman, Publication hors-série n° 16, Pêche et environnement Canada, Direction générale des terres, sept. 1977, Ottawa, 74 pages.

**THE SURROUNDINGS OF OUR CITIES.** Problems and Planning implications of urban fringe Landscapes. Lorne H. Russwurm. Community Planning Press, Ottawa, 1977, 112 pages.



Veut-on nous cacher des intérêts à long terme qu'on ne pourra plus contrer une fois la masse de goudron en place.

Photo: Michel Gauthier

# UNE PIERRE TOMBALE DE 200 MILLIONS

Denis Trottier

NOTE; Il ne s'agit pas là d'une étude exhaustive sur le problème mais bien une première étape d'une analyse poussée qui devrait voir jour sous peu.

## Avons-nous besoin d'une autoroute?

Depuis une dizaine d'années, on entend parler d'un projet d'autoroute au Saguenay-Lac-Saint-Jean; sa longueur variant d'un interlocuteur à l'autre. Certains étaient en faveur d'une autoroute traversant le parc des Laurentides, reliée à un tronçon régional La Baie jusqu'à Dolbeau. Aujourd'hui, ces ambitions sont moindres se situant entre Alma et La Baie.

Le choix devant lequel nous sommes placés, dépasse largement celui de l'approbation ou non d'une autoroute. Il s'agit à mon avis du choix d'un modèle de société: allons-nous privilégier le collectif ou l'individuel? L'implantation d'une autoroute signifierait la consécration de l'automobile entraînant ainsi la poursuite d'une foule de conséquences et de coûts.

Quels sont-ils?

Dans un premier temps, au Canada, on peut estimer à environ 10 millions le nombre de véhicules automobiles en circulation (il y en avait 8,5 millions en 1974) (1). Si l'on calcule qu'il revient à quelques \$0.30 du mille, le coût d'une auto (entretien, essence, coût à l'achat, assurances, etc.) et que chacun des automobilistes parcourt environ 10,000 par an, on arrive à une dépense de \$3,000 par auto multiplié par 10 millions de véhicules égalent \$30 milliards (\$30,000,000,000.) A cela, il faudrait ajouter les frais d'entretien des routes (réparations et déneigement), de police, d'ambulances, etc., ce qui nous donnerait un aperçu du coût réel de nos "chars". De plus, d'autres frais, ceux-ci non calculables, devraient s'ajouter: soient ceux de la pollution et de l'accaparement de l'espace, l'automobile étant destructrice du tissu urbain et des espaces verts. Afin de circuler et de se stationner, l'automobile prend de plus en plus de place dans les villes qui, pourtant ont un espace fort limité (certaines villes telles Los Angeles possèdent plus d'espace en routes et en stationnement qu'en parcs et en logements; sommes-nous obligés de suivre cet exemple?).

Par ailleurs, l'automobile n'est pas seulement consommatrice d'espace, d'énergie et d'argent, elle s'accapare aussi beaucoup de vies humaines. Au Canada, en 1974, 6,325 personnes sont mortes dans des accidents d'automobiles. Ce nombre tendrait à augmenter très rapidement avec l'accroissement de la population (Annuaire du Canada, 1976, p. 221). De par le monde, déjà plus de 30 millions de personnes sont mortes dans des accidents d'automobiles (3).

Au Québec, en 1977, 2,050 sont mortes sur la route, soit une personne à toutes les 5 heures, 37 minutes et 47 secondes. A toutes les 3 minutes 45 secondes, se produit un accident avec dommages matériels pour un total de 316,054 accidents par an (4). Le grand responsable de la majorité des accidents étant l'automobile avec plus de 75% des accidents, suivis des camions, 11% et des camionnettes, 3,2%; il s'ensuit que l'automobile n'est guère sécuritaire surtout si on la compare au transport par autobus de tout genre (écoliers, urbain, etc.) qui n'a récolté que 15 mortalités, ce qui lui donne le plus bas taux de mortalité après le train qui n'en a aucun.

L'automobile bouleverse tout, même le dimanche qui devait être un jour de

repos est devenu un jour meurtrier alors que près du quart (22%) des accidents mortels d'y produisent.(5) Autre temps, autre moeurs! Nous avons remplacé les sacrifices humains sur l'autel par ceux de la route.

Par ailleurs, que penser des nombreux accidents dus à de mauvaises conceptions sur des autos neuves, s'agit-il d'accidents prémédités, de meurtres?

Pourquoi fait-on tant de tapage lorsqu'il y a un accident impliquant un véhicule de transport en commun alors que des milliers d'accidents mortels se produisent avec des automobiles sans qu'on en fasse le procès? Qui veut-on protéger, la population ou l'industrie automobile?

## Problèmes régionaux (Saguenay-Lac-Saint-Jean)

Sans reprendre point par point les données concernant le Saguenay-Lac-Saint-Jean (dû entre autres à une absence de statistiques régionales) nous pouvons affirmer que l'auto coûte cher chez nous aussi. Il y aurait environ 100,000 véhicules automobiles (6) multipliés par \$3,000 pour



Photo: Serge Pagé

chacune, ce qui égale \$300 millions par année, plus les coûts de police, de destruction urbaine et agricole, etc. Ce n'est pas rien. Surtout lorsque l'on pense que notre région possède selon le ministère des Transports, le plus fort taux d'accidents au Québec.

Aussi: 1) Considérant que la population régionale doit tout au plus se maintenir dans l'avenir selon l'O.P.D.Q.

2) Considérant que le nombre de véhicules automobiles a diminué au niveau du Québec en 1978 et notamment, à Chicoutimi, passant de 33,517 en 1976 à 32,667 en 1977 (il faut noter cependant qu'il a augmenté ailleurs dans la région). (7)

3) Considérant que 75% de la circulation est effectuée dans le but du travail (ce qui signifie que les autos ne servent que quelques minutes par jour sur un même trajet). (8)

4) Considérant que les prévisions pour l'avenir faites par le ministère des Transports du Québec ont été exagérées: notamment sur la route 372 (Arvida-Chicoutimi) où on avait prévu pour 1976, 14578 voitures par jour alors qu'il n'y en a eu effectivement que 10,400; et la 170 (Larouche-Jonquière) où les prévisions étaient de 5,555 et la circulation réelle de 4,329. (9) Ces erreurs iront certainement en s'amplifiant à l'avenir, car les prévisions ont été établies à partir d'augmentation constante.

5) Considérant que l'implantation d'une autoroute Alma-La Baie ne desservira qu'une faible partie des usagés du réseau routier (Serez-vous prêt à vous rallonger, simplement pour faire un bout sur l'autoroute?).

6) Considérant que l'étude commandée par le ministère des Transports du Québec sur "L'inventaire intégré du réseau routier du Saguenay-Lac-Saint-Jean" publié à la fin de 1975, admet qu'il n'est pas nécessaire de construire une autoroute pour répondre à la demande (l'élargissement de certaines artères et quelques modifications mineures de notre réseau routier devant suffire à nos besoins et ce jusqu'à 1996). (10)

Je ne vois pas l'utilité d'une autoroute et je considère qu'à la place, ces sommes d'argent pourraient être mises sur le développement du transport en commun, les pistes cyclables et autres modes de transport non motorisés, l'aménagement d'espaces verts. Nous nous devons de réserver pour les générations futures un cadre de vie où il fera bon vivre.

Quand allons-nous cesser notre "auto-destruction?" N'avons-nous pas mieux à faire que de construire une pierre tombale de \$200 millions (coûts estimés par la construction de l'autoroute Alma-La Baie en 1980)?

- (1) *Annuaire du Canada, 1976, p. 824.*
- (2) *Annuaire du Canada, 1976, p. 221.*
- (3) *Revue "Le temps fou", mars-avril 1979.*
- (4) *Bureau de la statistique du Québec.*
- (5) *Bureau de la statistique du Québec.*
- (6) *Ministère des Transports du Québec.*
- (7) *Ministère des Transports du Québec.*
- (8) *Ministère des Transports du Québec.*
- (9) *Ministère des Transports du Québec.*
- (10) *Inventaire intégré du réseau routier du Saguenay-Lac-Saint-Jean, recommandation p. 286.*



Photo: Michel Gauthier

Suite du dossier à la chronique "Consommation": Une autoroute pour aller aux centres d'achats

## ECOLE D'EQUITATION SAGUENAY INC.

"Quoi de plus merveilleux que de monter à Cheval!". Cela vous intéresse? Venez à l'Ecole d'Equitation du Saguenay Inc.



Dressage, saut d'obstacles, cross country, stage de responsable d'écurie et de moniteur. Sessions de vacances courte et longue durée, instructeurs qualifiés, belle campagne. Ecrivez-nous où passez nous voir...

Ecole d'Equitation du Saguenay Inc.  
Rg. St-Isidor  
C.P. 40,  
Laterrière, P. Qué.  
Tél: (418) 678-2688



Permis "I-100-517"

# LE SAGUENAY-LAC-ST-JEAN EN TÊTE DE LA CRISE DU LOGEMENT AU QUÉBEC

Gabriel Beaulieu

Jean-Guy Girard

*Nous sommes toujours portés à croire en bons régionaux que nous sommes (les reportages sur l'habitation nous parlent toujours de la situation dramatique du logement à Montréal) que c'est dans les villes à haute densité que la situation de l'habitation est la pire. Malheureusement pour nous, les statistiques de la Société centrale d'hypothèque et de logement (S.C.H.L.) ne sont que trop probantes, la situation au Saguenay-Lac-Saint-Jean est de loin la plus catastrophique. Le taux de vacance s'établissait à 0.6% pour toutes les catégories de logement comparativement à plus de 4.1% pour Québec, et à plus de 5% pour Montréal et Sherbrooke. On comprend tout de suite à qui cette situation profite, surtout lorsque l'on sait que cela vaut aussi pour les logements neufs qui accusent un taux de vacance de moins de 3%, alors qu'à Montréal on retrouve un taux de près de 35% pour la même catégorie de logements.*



Cent cinquante logements de moins pour la construction de ce seul centre commercial.

Le logement est un des besoins primaires, qui passe même avant l'alimentation dans les pays froids, car si l'on peut jeûner une semaine complète sans problème majeur, on ne couche pas longtemps dehors au mois de décembre. Qui aurait cru que notre société d'abondance ne solutionnerait pas le problème de l'habitation pour tous? Et, pourtant, essayez de vous trouver un logement convenable si vous êtes un assisté social, un chômeur, un retraité, une mère célibataire, un étudiant, ou si vous travaillez au salaire minimum. Vous aurez la surprise désagréable de vous apercevoir que la liste d'attente pour une habitation à loyer modique (H.L.M.) est déjà de 1,370 demandes dans la région. Vous essayez ensuite les petites annonces; on vous répond que vous êtes la cinquantième personne à appeler et, de toute façon, vous ne pourriez même pas vous le payer, c'est un 4 1/2 à \$250.00 pas chauffé, pas éclairé.

## Le logement, un droit social ou une marchandise?

On laisse donc fluctuer selon la loi du marché cette denrée dont personne ne peut cependant se passer. Il y a bien la Régie des loyers qui, malgré ses lacunes, reste indispensable dans le contexte actuel. Mais elle n'a pas juridiction pour les logements construits durant les cinq dernières années et ne tranchent qu'une faible proportion des autres litiges. Les locataires préfèrent généralement une hausse abusive du loyer au risque de subir les foudres du propriétaire. Même si la Régie prévoit un recours pour celui qui entre dans un nouveau logement, c'est le moment privilégié pour tout "bon" propriétaire d'amener son loyer au coût du marché. Ce recours veut que le locataire puisse contester la hausse dans les soixante jours suivant la signature du bail,

après vérification auprès de son prédécesseur. Le petit nombre de personnes qui ont utilisé cette possibilité nous montre bien son inefficacité, ce qui ne veut pas dire de ne pas vous en servir (au contraire). La situation actuelle donne lieu à une guérilla de la part du propriétaire envers le locataire qui tente de faire respecter ses droits. La Régie qui, théoriquement devrait contenir le coût du logement dans les limites acceptables échoue lamentablement car elle est établie sur le postulat que les locataires sont autonomes et solidaires alors que notre société s'évertue à les rendre individualistes et dépendants. Claude Caillé, attaché aux communications pour la Régie des loyers à Montréal, déplorait le peu de pouvoir de cette dernière pour protéger le stock de logements existants. Le projet de loi 107 avait éveillé beaucoup d'espoir pour corriger cette situation mais la tiédeur des articles s'y rapportant en a fait déchanter plusieurs.

Le logement, même au prix où il est rendu, reste moins payant que la possibilité de le transformer en immeuble commercial. Le propriétaire n'hésitera pas lorsque ça lui est possible à en faire un dépanneur, un restaurant, un salon de coiffure, un terrain de stationnement ou à le démolir pour des fins de rénovation urbaine. Etant de nature soupçonneuse et regardant froidement la rénovation des centres-de-villes, nous avons soudain le goût (dégoût) de nous mettre dans la peau d'un promoteur-spéculeur-entrepreneur et d'évaluer combien ça lui rapporte. "On me paie d'abord pour démolir. On me paie ensuite pour construire le centre commercial. On me paie pour les terrains des H.L.M., pour construire les H.L.M. et comme il n'y a plus de vieux logements, je peux en bonne conscience louer les logements neufs à bon prix".

L'exemple le plus spectaculaire est sans contredit le saccage du centre-ville à Jonquière, où la seule construction du centre commercial a nécessité la démolition de 150 logements qui n'ont été remplacés qu'en partie par des H.L.M. On se demande ensuite pourquoi le taux de vacance est si bas. C'est dans ce genre de situation que l'on se rend compte que le logement c'est plus que les 4 1/2 pièces qui composent un intérieur. Ce sont aussi, sinon plus, les liens organiques qui se sont formés avec les voisins au cours des années, c'est le restaurant, c'est l'épicerie du coin, c'est un environnement qu'on ne peut recréer artificiellement. Le groupe des délogés de Jonquière affirme d'ailleurs que ce déracinement a amené la mort prématurée de plusieurs expropriés. Nos développeurs peuvent dormir tranquille, c'est le genre de chose qu'on ne peut prouver statistiquement. Anne Emond, de l'Association des locataires de logements municipaux, dénonce la situation de ces relugés que l'on accuse aujourd'hui de profiter indûment des H.L.M. et d'en priver les personnes à faible revenu. C'est donc sur leur dos qu'on fait reposer l'incurie des politiques gouvernementales en matière d'habitation.

## Rénovation versus restauration

Le temps du rasage de quartier semble terminé, même si l'on continue à démolir régulièrement à Chicoutimi, à Alma, à Jonquière, à Roberval, etc., à chaque fois que Monsieur "Progrès" l'exige. Une autre génération d'interventions gouvernementales en matière de logement est apparue dans les dernières années. On ne parle plus de rénovation, on parle de restauration et le paysage urbain s'en ressent beaucoup moins. Nos développeurs se seraient donc dotés en quelques



La création de ces ghettos ne semble pas être la solution ni sociale, ni économique.

années d'une conscience sociale. C'est ce qu'on serait d'abord porté à croire. Mais une étude approfondie de ces programmes, comme en ont mené plusieurs groupes de citoyens à travers le Québec, nous montre qu'ils n'atteignent pas nécessairement les objectifs avancés.

Ceux-ci sont d'améliorer des logements qui sont devenus vétustes à cause de leur trop grand âge. Les subventions qui sont versées aux propriétaires sont supposées, grâce à une régulation du loyer, profiter aux locataires. Une des premières raisons qui permet de douter de la bonne volonté des gouvernements est "qu'on ne choisit pas nécessairement les quartiers les plus mal en point mais plutôt les plus près du centre-ville" (1). Lorsqu'on conjugue cette donnée avec le fait que les loyers dans ces quartiers rénovés augmentent beaucoup plus rapidement que les revenus de ses habitants, on se doit de conclure que ce n'est pas à leur avantage. La secrétaire du Comité de citoyens de l'Île Sainte-Anne qui a été créé lors de la venue d'un programme de rénovation de quartier, avoue que l'on risque à plus ou moins long terme de changer la population du quartier. Une recherche rapide sur le terrain en nous fiant au hasard nous a permis de découvrir des logements de quatre pièces et demie dont le coût mensuel a augmenté de \$65.00 suite à la rénovation. Après vérification auprès de la ville, nous nous sommes aperçus que ce propriétaire avait respecté les maxima fixés par la S.C.H.L.; nous avons appris de sources toujours bien informées que l'augmentation des autres loyers serait rarement inférieure à \$35.00 par mois.

Les grands gagnants de ce type de rénovation sont: les locataires dont le salaire permet de payer l'augmentation, le propriétaire qui se retrouve avec une

maison en bon état et qui est sûr de rentabiliser son investissement car la régulation du loyer n'existe que pour dix ans, la municipalité qui augmente son revenu grâce à la hausse de l'évaluation et aux subventions pour l'amélioration des aqueducs et des égouts, enfin les marchands qui voient s'installer à proximité du centre-ville une catégorie d'acheteurs un peu plus fortunés. Nous allons oublier nos entrepreneurs en construction pour qui ces rénovations sont une source de revenus non négligeable.

Il faudrait être de mauvaise foi pour nier que certains quartiers ont un besoin urgent de restauration. Dans le contexte actuel, celle-ci devrait s'accompagner d'une allocation au logement qui permettrait au loyer de revenir à la norme de 25% du salaire consacré au logement. Ou encore, ce qui serait mieux, que les anciens locataires deviennent enfin propriétaires du lieu où ils vivent.

Plusieurs nous répondront que les H.L.M. remplissent actuellement ce rôle. Comme nous le disons au début, les Offices d'habitation municipales (O.H.M.) sont débordées par les 1,370 demandes qui sont présentement pendantes et par les déficits qui ne cessent d'augmenter. L'O.H.M. d'Alma, quant à elle, accusait un déficit de \$243,874.00 pour l'année 77, ce qui représente \$166.00 par mois et par logement; il y a de quoi rester estomaqué quand on ne paie même pas cela pour son loyer. En regardant ces chiffres, on est porté à croire que ce qui nous apparaissait comme un fiasco social est aussi un fiasco économique. La création de ghetto où les gens sont cantonnés sans aucun regard sur l'administration, sur l'aménagement intérieur et extérieur ne peut se solder que par un échec. Sans parler du visage de nos villes qui se ressent de l'uniformisation de plusieurs de ces quartiers.

## La plainte du bon locataire

Cher monsieur Langer-Baie, j'ai le triste devoir de vous annoncer que nous quittons votre douillet nid d'hirondelles.

N'allez pas croire que nous n'y étions pas confortables; vous savez à quel point nous nous y plumes et combien nous adorions ce foyer d'incendie (on se lasse même de la vie au grand air). Surtout qu'aucun remord (vous ne connaissez sans doute pas le mot) ne trouble votre sommeil, nous n'avons aucun reproche à vous adresser, sauf peut-être quelques petites pacotilles, à peine dignes de mention. Pour exemple, les fuites du plafond, lesquelles improvisaient ici et là de petites douches fort amusantes et qui, par temps froid, figeaient en stalactites. Dois-je parler des fenêtres (si propres, si vierges, que le soleil n'osait les pénétrer) ou des murs à travers lesquels on pouvait sentir la douce bise d'une froide journée d'hiver. Non, je n'en dirai rien! Pourtant je dois, malgré votre modestie, parler de ma chambre: d'une conception géniale (une patinoire miniature, qui l'aurait cru?), m'a procuré des heures de patinage acrobatique et ce, gratuitement. Que vous étiez bon! Je passe sur le reste (en glissant). Comme vous le voyez, y'a vraiment pas de quoi s'en faire, et nous serions des tracassiers de la pire espèce si nous en tenions compte. Dormez en paix (le remord n'atteint que ceux qui ont une conscience). Vous aurez, j'en suis convaincu, l'honnêteté de prévenir le locataire suivant de ces petits avatars. Mais je ne suis pas généreux, tout cela sera réparé avant son entrée, bien sûr!

Enfin, je m'adresse à vous en tant que personne pour vous exprimer le bonheur que j'éprouvais à transiger avec vous. D'un caractère doux et généreux, toujours prêt à répondre aux besoins de vos locataires, vous fîtes un propriétaire inoubliable. Personne d'un altruisme sans borne, quasi prodigue (surtout du bien et du temps d'autrui), vous méritiez et, de par les pouvoirs que je me confère, je vous décerne (surtout sous les yeux) la médaille du Himmler de l'année.

Je vois d'ici le rouge de la modestie balayer de vos joues le teint hâlé de multiples et pénibles hivers en Floride. Pourtant, ces fleurs vous les méritez bien.

Vous avez compris dans votre béotienne sagesse que: l'argent est bon serviteur, mais peut devenir un maître tyrannique.

Bien à moi.

**L.M. (le locataire masqué)**

P.S. Louez Dieu mais pas vos logements S.V.P.



Photo: Denis Côté

Une société peut-elle payer ça à quelques privilégiés et des logements convenables pour tout le monde?

## Le coût social du bungalow

Mais le locatif n'est pas la seule façon de se loger. Dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, 60% de la population est propriétaire. On est bien loin du 80% de locataires que compte la ville de Montréal. Tout cela n'est probablement pas étranger au rêve que l'on avait fait miroiter que tout le monde devienne un jour propriétaire de son petit chez-soi, avec sa grosse automobile et sa petite famille. La prolifération de ces quartiers champignons à la périphérie de nos villes a acculé à la faillite plusieurs municipalités du Québec et a mis les autres en très mauvaise posture. Surtout lorsque l'on sait ce que représente en démolition dans les centres-de-ville cette armée de banlieusards qui arrivent vers les huit heures trente, vont souvent dîner chez eux et y retournent à quatre heures trente. Demeurer dans ces maisons aux petites pièces compartimentées pour pouvoir mieux toujours être seul ou ensemble seul à regarder la T.V., n'équivaut pas nécessairement au bonheur surtout lorsqu'il faut payer la note.

Jean-Claude Lusinchi, urbaniste à la ville d'Alma, en arrive à la conclusion que de moins en moins de personnes peuvent se permettre de devenir propriétaires d'une maison neuve même s'ils optent pour ce qu'il y a de moins cher. Un calcul rapide lui a permis d'évaluer à 500-550 dollars par mois ce qu'il en coûterait pour installer une maison sectionnelle équipée modestement dans un des nouveaux développements de la ville, en incluant le coût des taxes scolaires et municipales, le chauffage, etc. Ce qui veut dire qu'en utilisant le barème du maximum de 25% de son salaire brut consacré à son logement, seules les personnes ayant un revenu supérieur à \$26,400.00 par année pourraient se permettre ce type d'habitation. Seuls les médecins, avocats, dentistes ou les jeunes couples dont les deux conjoints travaillent peuvent encore se payer ce luxe sans trop de problèmes. On imagine la situation dans laquelle se retrouverait le jeune couple s'il avait à faire face à une grossesse inattendue ou à tout autre imprévu.

Où s'en vont tous ces anciens candidats à la résidence dans la banlieue qui ne peuvent plus se l'offrir? Ils s'étalent sur nos routes de campagne pour fuir le compte de taxe, mais exigent de plus de services. Ils se cherchent un logement convenable qu'ils sont capable de payer et ne songent même pas à aller devant la Régie car le loyer ne risque pas de grever leur budget. C'est donc sur ceux qui occupent le bout de la chaîne que se répercutent les hausses de coûts de construction, car ils n'ont de choix que celui qu'on leur laisse. Se loger dans une cave, être plus nombreux que le nombre de pièces (c'est encore notre région qui détient ce record), allouer de 50% à 60% de son salaire pour le loyer, etc.

## Les coopératives d'habitation, une alternative?

Depuis quelques années, nous entendons beaucoup parler de condominium, de coopératives d'habitation, d'autres possibilités de devenir propriétaire que la maison unifamiliale. Quelques expériences sont actuellement en cours dans la région; qu'il nous suffise de nommer S.A.L.U.T. Saguenay et plus récemment S.A.D.L.A.L.U.R.E. au Lac-Saint-Jean. Les permanents de ces organismes qui sont sur place pour donner tous les renseignements possibles et une expertise technique, avouent qu'ils ont eux-mêmes de la difficulté à se mettre à jour dans les amoncellements de paperasse sous lequel on les ensevelit. A prime abord, il semble que ce soit une solution, plutôt pour les

personnes à revenu moyen que pour celles à faible revenu. Un autre reproche que l'on pourrait faire à cette formule, c'est qu'elle ne donne pas un accès réel à la propriété et qu'une personne qui a participé pendant dix ans à une coopérative de logement et qui doit déménager ne repart qu'avec la part sociale qu'elle a souscrite au début. Si la formule était très répandue, il y aurait toujours la possibilité de déménager d'une coopérative à l'autre avec une clause qui donne la priorité pour l'ancienneté. Mais tous les délais, toutes les démarches qu'entraînent la mise sur pied d'une coopérative semblent freiner la venue de ce qui aurait pu être une alternative. Seuls les gens qui ont une habitude avec la paperasse, c'est-à-dire un certain niveau de scolarité, sont capable de naviguer à l'aise ou presque dans cette mer de démarches. C'est sans doute la raison pour laquelle les conseillers techniques deviennent ni plus ni moins que des promoteurs sans but lucratif qui ont appris à se servir de la possibilité d'aller se chercher des subventions. Dans ce contexte, la décision de se former en coopérative vient plus souvent d'en haut que d'en bas.

Il y a quelques exceptions, à Roberval par exemple, où suite à un Canada au travail sur le problème du logement, une coopérative d'habitation s'est formée qui regroupe principalement des assistés sociaux qui ont pris un réel contrôle sur leur logement. La coopérative s'est formée avec les gens qui habitaient des maisons en mauvais état qu'on a racheté pour en faire la restauration. Grâce au travail des gens, on a réussi à contenir les



Photo: Florent Robichaud

Pour bien des gens, la qualité du logement se détériore constamment.

coûts dans les limites raisonnables. La responsable de la coopérative nous dit qu'ils sont maintenant prêts à faire profiter de leur expérience tout groupe désireux de se partir en coopérative et que malgré ces lacunes, c'est probablement la meilleure formule pour accéder à un logement décent en prenant part à la prise de décision.

Nous aurions voulu faire un survol rapide de la situation du logement au Saguenay-Lac-Saint-Jean mais les données sont tellement partielles que les contours du tableau sont difficiles à tracer. Un Canada au travail, comme "Logeons-nous, nous-mêmes" à Roberval, a réussi à cerner le problème du logement dans cette ville et nous permet de faire des extrapolations pour le reste de la région. Il paraît curieux que des statistiques qu'il serait facile d'aller chercher pour des gouvernements à tous les paliers ne soient pas compilées. C'est un peu comme si on avait peur de ce qu'elles pourraient révéler. La prolifération des personnes qui demeurent dans des sous-sols et des maisons mobiles sont un indice que la qualité de l'habitation se détériore pour une bonne partie de la population. C'est à peine concevable à l'aube des années 80 qu'on nous avait fait miroiter comme le début d'un monde nouveau... Le Groupe de travail sur l'habitation annexe 4 prévoit que la situation devrait aller en se détériorant pour la catégorie des mal-logés jusqu'aux années 86.

Photo: Réjean Bouchard



On laisse se détériorer des logements qu'on est ensuite obligé de démolir.

**(1) Dossier sur les intervenants dans la rénovation urbaine. Colloque populaire sur les P.A.Q., mai 78.**

**Logeons-nous nous-mêmes. Etude sur le logement par un Canada au travail, à Montréal, 77-78.**

**La demande effective et les besoins de logement au Québec de 1971 à 1981. Rapport du groupe de travail sur l'habitation.**

**La rénovation qu'ossa donne? Comité de citoyens du quartier Saint-Sauveur. 1975.**

Photo: Denis Côté



La prolifération des bungalows a acculé plusieurs municipalités à la faillite.

## Locataires de tous les quartiers, unissons-nous!

Vous est-il arrivé lorsque vous prenez logement d'avoir le goût de rénover ou de changer quelques petites choses? Rien de plus normal! Beaucoup le font et vont même jusqu'à peindre tout le logement, refaire les armoires et poser un recouvrement neuf sur le plancher. Voilà qui dépasse de beaucoup les obligations du locataire dans le bail type du Québec.

Savez-vous qu'en faisant cela, vous nuisez au locataire qui vous suivra, parce que plus vous améliorerez le logement plus le propriétaire pourra exiger un loyer élevé à celui qui vous suivra. Il est normal d'exiger plus pour un logement en bon état, que pour un en plus mauvaise condition.

Jamais les proprios ne diront un mot (à moins qu'il s'agisse de modifications majeures, division des pièces, etc.) d'abord parce qu'il augmente leur capital immobilier. Si quatre locataires font des rénovations dans une maison à quatre logements, ça augmente sûrement la valeur de revente de la maison, deuxièmement son porte-monnaie s'épaissira sur le dos du locataire suivant.

Que faire? Premièrement, vous visitez un vieux logement parce que vos moyens vous interdisent de regarder ailleurs. Vous désirez le prendre pour toutes sortes de raisons (proximité, obligation, etc.) mais vous croyez qu'il est en piteux état.

N'en dites rien au propriétaire! S'il voit que vous êtes trop exigeant ou que vous ne voulez pas faire vous-même les améliorations, il vous le refusera pour se trouver un autre poisson.

Prenez-le, faites venir le plus tôt possible un inspecteur de la Régie des loyers afin de voir si le prix demandé est en fonction de l'état du logement, ou pour vérifier l'état général afin d'éviter les mésaventures (incendie, froid, humidité, etc.) et de vous assurer que le propriétaire répond aux exigences de la loi.

Enfin, ces mesures prises, si vous voulez toujours améliorer certains aspects du logement, faites en sorte que les modifications apportées puissent s'enlever lorsque vous quitterez les lieux ou mieux, qu'elles s'adaptent facilement partout où vous prendrez logement.

Solidarité.

# LES HOSTIES DE CHARS...

reportage conduit par Pierre Demers

Attachez vos ceintures!

*Ce reportage intitulé "spontanément" — LES HOSTIES DE CHARS — entend prendre parti CONTRE les autos. Ce choix devient de plus en plus urgent à faire pour chacun de nous. Des signes qui ne trompent pas montrent comment les chars ont transformé, conditionné, défiguré nos milieux de vie.*

*Bien sûr mon choix CONTRE les bagnoles demeure relatif. Je roule encore en bagnole par la force des choses.*

Ce sont des bagnoles qui occupent maintenant leur espace vital, dans les centre-de-ville. Le coût moyen de construction d'un stationnement dans les centre-de-ville de Jonquière, Chicoutimi, Alma: \$1,000.00. En comptant le nombre de stationnements de ces centre-de-ville, vous pouvez évaluer à quelques \$\$\$ près les fonds publics investis dans l'industrie-automobile américaine. Nos villes investissent dans cette industrie en toute bonne conscience. De toute façon, cette industrie omni-présente crée des emplois, même ici, alors pourquoi s'en faire?

Franchement, les bagnoles nous sont indispensables. On en compte plus de 60,000 juste dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Une bagnole par ménage, à peu près, la plus grosse moyenne du Québec.

En fait, on a pas le choix. Notre réseau routier est minable. Nos transports en commun très médiocres pour ne pas dire d'une parfaite inutilité. Et il faut aussi dire que la région déborde de bons vendeurs de "minounes".

Alors on roule et on se pette la gueule joyeusement en bagnole plus souvent qu'à son tour.

Photo: Michel Gauthier



Nous avons aussi, dans la région, des habitudes de conduite bien particulières. Les "cowboys" du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui circulent sur nos routes n'ont rien à envier à ceux des autres régions du Québec.



Photo: Michel Gauthier

Je parle en connaissance de cause. J'ai appris à conduire (?) une voiture par ici. Ainsi, j'ai les réflexes des conducteurs de la région. Je passe régulièrement sur les "rouges", après avoir jeté un coup d'oeil à gauche et à droite, bien sûr (je ne suis pas un "cowboy" suicidaire). Je roule souvent à gauche sur une double voie, comme sur la 170.

Je stationne ma bagnole partout et sans trop me préoccuper du sort des autres automobilistes coincés dans leur "parking". Je prends régulièrement les "sens uniques" à l'envers. Etc, etc, etc... Bref, si je conduisais régulièrement à Montréal, ou à Québec, je ne ferais pas long feu (rouge...) dans le trafic des heures de pointe. On a la chance ici de ne pas connaître encore le "vrai trafic" des villes.

Selon moi, une ville connaît le "vrai trafic" quand les postes de radio sentent le besoin de fournir les nouvelles de la circulation (aux heures de pointe) du haut d'une hélicoptère, les matins et les soirs de semaine.

Ici, on ne connaît pas encore ça, heureusement. Mais le nombre de voitures augmentant, ça pourrait aussi nous arri-

ver.

Parfois, aux heures de pointe, la route 170 à la hauteur d'Arvida, étouffe un peu comme dans une vraie ville. C'est souvent là que les accidents arrivent. Le dommage important est fait dans la plupart de nos villes.

Les transformations des paysages urbains au profit des bagnoles ont ravagé ce qui nous restait de quartiers "présentables". J'ai pas besoin de vous faire de dessins, de vous montrer des photos ou de vous donner des statistiques.

Essayez de ne pas vous servir de votre bagnole pendant quelques jours seulement. Vous vous rendrez compte alors que les distances qui vous séparent des lieux de rencontres, de commerce, de travail, de loisirs, de vie, sont des distances de "chars". Ces mêmes distances peuvent peut-être se faire en vélo, mais pas toujours. Allez travailler à l'Alcan d'Arvida en vélo, ou à pieds. Rendez-vous à pieds à la polyvalente de Jonquière sans vous faire renverser par une bagnole en traversant la voie rapide qui ceinture cette école. Comptez le nombre de garages, de lave-auto, de stationnements qui occupent les meilleurs terrains de vos villes. Lisez la liste des vendeurs d'automobiles dans l'annuaire de téléphone, celle des postes d'essence. Évaluez le nombre "d'infractions au code de la route" que distribuent les policiers municipaux, par année.

Quand vous faites un prêt à votre banque, demandez-vous pourquoi le prêteur fait plus confiance à quelqu'un qui a une bagnole?

Photo: Serge Pagé



FOCUS



Photo: Serge Pagé

Réapprendre à vivre comme du monde sans klaxon.

Et que dire du statut social charrié par les bagnoles. De ceux qui s'expriment par leur char? Qui dorment mal quand leur char est en réparation au garage? De ceux qui lavent leur bagnole pendant trois heures le samedi après-midi, dès les premiers jours du printemps? Des gars qui vivent pour leur bagnole. Qui trouvent normal de travailler pour payer "le terme de leur char".

Les chars ont envahi et modifié nos vies. Ils ont défiguré nos vies et détruit les fonctions des villes.

A un moment donné, il faudra faire un choix pour ou contre les bagnoles. Empêcher nos conseils municipaux de consacrer des millions par année pour entretenir les stationnements des centres commerciaux. Il faudra faire payer les circuits routiers par les compagnies d'automobiles et les multinationales de l'essence qui en profitent. Interdire la circulation des chars dans des quartiers plus propices à la marche des piétons. Equiper systématiquement nos villes d'un circuit de transport en commun GRATUIT pour tous. Il MAI 1979

faudra taxer les automobilistes qui croient que toutes les rues leur appartiennent.

A un moment donné, il faudra ici mettre à leur place "les hosties de char", cercueils roulants. Pour réapprendre à vivre comme du monde sans klaxon.

"Les gens ne marchent plus, ils roulent. Ils ne parlent plus, ils klaxonnent".

- Réjean Ducharme, écrivain québécois anti-char.

Pourtant, je ne suis pas un commis-voyageur qui doit travailler avec son char. Quand je peux, pour me déplacer sur des courtes ou des moyennes distances, et quand les saisons le permettent, je prends mon vélo ou je marche.

Mais ici, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, je n'ai pas beaucoup le choix. Je dois avoir une bagnole pour me rendre à Chicoutimi ou au Lac.

Nos moyens de transports en commun (autobus) sont ridicules et ça coûte \$20.00 pour l'aller-retour de Jonquière à Chicoutimi, en taxi.

Si je restais à Québec ou à Montréal, où les transports en commun sont plus "potables", je n'aurais plus de bagnole. J'en louerais une dans les grandes circonstances.

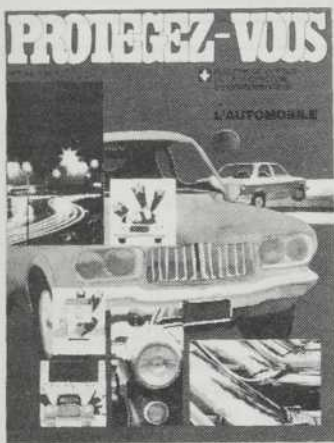
Mais ici, c'est difficile de se passer de bagnole si l'on circule un peu. Les villes (Jonquière, Chicoutimi, Arvida, Alma, La Baie) que nous habitons ont été modifiées au cours des années (1940-60) pour servir les intérêts de l'industrie automobile.

Le développement de ces villes obéit à des critères précis qui vont à l'encontre de ceux des piétons. Par exemple, essayez de vous rendre à pieds au Mail 170, sans vous faire passer sur le dos par un chauffard. C'est pas compliqué. Tous les centres commerciaux qu'on a vu surgir de terre (agricole) depuis quelques années, dans la région, entretiennent l'omni-présence de la bagnole. Une fois qu'on a construit ces centres commerciaux pour automobiles (avec garage), on y greffe des rangées de HLM pour attirer une clientèle régulière. Le truc est élémentaire. On construit un milieu artificiel de vie (commerciale) et, par la suite, on fait coller au monde qu'on peut aller y vivre "à condition d'avoir sa bagnole", bien sûr.

Sans une bagnole, point de salut (et de sortie) dans ces nouveaux quartiers de nos belles villes toujours plus éloignées des centre-de-ville dépeuplés. A Jonquière, à Chicoutimi, à Alma, les centre-de-ville ont perdu, en 10 ans (1970-80), les trois quarts de leur population. On a relogé ces gens-là dans des HLM, en périphérie.

(1) Deux millions de chars au Québec, un chiffre annuel d'affaires de \$6 milliards. Le produit intérieur brut du Québec = \$45 milliards.





**PROTEGEZ-VOUS**  
bulletin de l'Office de la  
protection du consommateur,  
1977, vol. 5, n° 4,  
l'automobile.

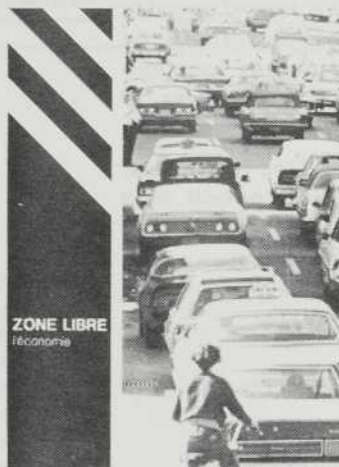
Un numéro complet de ce bulletin d'information sur le coût des bagnoles. Des tableaux et des calculs précis nous indiquent comment les chars coûtent environ \$2,000.00 par année, pour rouler le plus normalement du monde.

Dans presque tous les numéros de "Protégez-vous", on trouve des articles sur les chars. La revue en question n'est pas contre. Elle propose des solutions possibles pour moins se faire "rouler" par l'automobile.

Les conseils sont pratiques et intéressants, mais on se fait "rouler" quand même à meilleur marché, tout simplement.

Pour éliminer le problème à sa source, il faut "scarper son char". C'est radical bien sûr. Mais ça dépend de votre humeur, de votre job, de votre compte de dépenses, bref de la place qu'occupe la bagnole dans votre vie personnelle.

Pour un chauffeur de taxi, une solution de cette nature s'envisage mal...



**ZONE LIBRE**, vol. 1, n° 7,  
janvier 1979.

On y trouve un bon texte sur la mainmise de l'industrie automobile au Canada et surtout au Québec: "des cocus pas contents, le P.Q. et l'industrie automobile" par François Demers. Si vous vous souvenez du ballon économique de "l'usine Ford de \$500 millions" qu'on devait construire près des usines de l'Alcan, à Arvida..., ce texte vous en apprendra des bonnes. Les gouvernements québécois, au fil des années, ont toujours misé beaucoup sur l'industrie des chars pour "relancer notre économie..." et créer de "belles jobs" pour les Québécois acheteurs de grosses bagnoles américaines qui flashent.

**POUR UNE VILLE NOUVELLE, le journal du monde à bicyclette (5550 avenue du Parc, Montréal).**

On peut se procurer ce journal à la cellule régionale du "monde à bicyclette", à Alma. Les gars et les filles de ce mouvement anti-char en ville (Montréal d'abord) proposent de remplacer

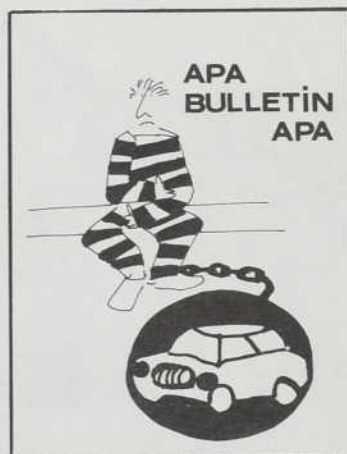
les bagnoles par les vélos pour sauver le milieu urbain et la santé de ses habitants.

La thèse est claire et tous ceux qui peuvent pédaler devraient s'en faire les propagandistes. Les bicyclettes contre les chars et... "des pistes roulables étroites et limitées par les chars dans une autre société à venir".

Les deux gros problèmes à surmonter cependant pour les adeptes du vélo actuellement: les tempêtes de neige et le trafic des centres-de-villes...



Bande dessinée de Jacques Hurtubise parue dans "Protégez-vous" de mars 1978 sur les "minounes".



**BULLETIN APA, publié par l'Association pour la protection automobile (292 ouest, boul. Saint-Joseph, Montréal).**

L'APA n'est pas contre les chars. Elle veut tout simplement que les compagnies d'automobiles en donnent pour leur argent aux chauffeurs de chars. C'est une position de consommateurs qui se défend mais qui a des limites.

L'APA surveille les compagnies et les garagistes pour que les automobilistes ne se fassent pas trop "rouler". C'est un point de vue défendable et utile quand on doit vivre avec un char.

**DEUX FILMS CONTRE LES CHARS**

**L'AMERIQUE DES FORD de Donald Brittain.**

La biographie de la dynastie Ford aux U.S.A. Des bonnes séquences d'archives et une sortie évidente contre le rôle joué par les compagnies de bagnoles en Amérique et dans le monde depuis les débuts des années 20. Comment les automobiles ont modifié le paysage urbain, les conditions de travail, l'économie et les habitudes de vie du monde. (Film disponible au bureau de l'O.N.F.).

**LES CHARS de Jacques Leduc.**

Un court métrage de 30 minutes de la série "chronique de la vie quotidienne". Des images et des dialogues enregistrés dans un garage de Montréal, l'hiver. Les chars pris dans la neige près du boulevard Métropolitain. Les employés de garages qui font leur job écoeurante pour des salaires discutables, dans des conditions difficiles, pour que la roue tourne. Pour que les compagnies de bagnoles continuent d'en vendre encore. La vie de garage de l'intérieur. (Film disponible au bureau de l'O.N.F.).

# LE PLAN AGRO- OU COMMENT NE PLUS

*Fermeture de rangs, "zone à réaffecter", mauvaises terres agricoles, mesures incitatives d'abandon (subventions de réimplantation), finir d'user les actifs agricoles restants, projet d'aménagement pas prévu dans les normes, tel est le langage actuel du statu quo de notre gouvernement et de ses fonctionnaires au Lac-Saint-Jean devant des projets de récupération des terres et immeubles achetés et aliénés par le "Plan agro-forestier" depuis 1972.*

*On qualifie d'erreur historique le fait d'avoir défriché de vastes territoires, d'y avoir implanté des familles qui ont très bien survécu, mais modestement, à un système économique quand, plus que jamais (via le zonage), c'est le plus gros qui remporte la plus grosse dette et évidemment l'appui de notre saint Etat.*



Photo: Pierre Bonneau

(**\$**): Le Programme de réaménagement foncier du secteur agricole s'applique dans la région Saguenay-Lac-Saint-Jean depuis 1972, à la faveur de l'Entente ARDA et maintenant à la faveur de l'Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement agricole. Depuis 1976, l'Office du crédit agricole du Québec assume la direction et l'exécution du Programme et le ministère de l'Agriculture, sa conceptualisation (i.e.: plans et orientations fournis à l'O.C.A.Q.).

## Morcellement stratégique du territoire convoité

Bref, seulement dans le secteur de Sainte-Monique, 1,700 acres ont été racheté et abandonné sans projet réel d'aménagement mais plutôt celui du déménagement, de la fermeture des rangs, brandissant à qui le veut le prétexte des coûts d'entretien, des services, etc. On pourrait évaluer au nombre de 90 et plus au Lac les fermes rachetées (à 3 ou 4 lots chacune) avec bâtiments en bon état. Il est évident dans ce dossier que certains fonc-

Jacques Verrier

tionnaires ont doré leurs médailles selon le nombre de rachats et de réimplantations distribuées et ce, en évitant le plus démagogiquement possible l'affrontement populaire: inquisition rang par rang, individu par individu, création de mesures incitatives d'abandon à moyen terme et, par conséquent, morcellement stratégique du territoire convoité.

## Agro-forestier, une couverture?

Chômage, marginalité de la petite et moyenne entreprise rurale, dépeuplement des rangs, telles sont les raisons qui se greffent au Plan agro-forestier (ARDA III), loi qui relève du domaine conceptuel de la géo-politique pan-canadienne. C'est une loi qui, en vue d'absorber les exploitations rurales petites et moyennes, vise à départager la population rurale en propriétaires d'un sol pauvre (impropre à l'agriculture) et en prolétaires ruraux dépossédés (chômeurs chroniques) selon des critères bio-physiques et socio-économiques et ce, sans tenir compte de leur historicité.

C'est donc l'application d'un plan de zonage basé essentiellement sur les données naturelles (climat, sol) et l'interprétation qu'en font les fonctionnaires. Par extension, ce genre d'analyse peut servir à toutes sortes de finalités dont l'abus de pouvoir, soit de l'Etat ou/et des multinationales, en permettant leur mainmise accrue sur des territoires et ce, à l'encontre des populations locales.

Quelles sont les véritables raisons de cette démobilisation "volontaire"? Après analyse, dans Sainte-Monique, l'ex-zone agricole (colonisée au début du siècle) fut au premier abord morcelée pour fin de baignage (deux barrages hydro-électriques). Le coup de mort, la dévaluation maximale s'est concrétisée dans l'application du Plan agro-forestier, surtout pour la zone située comme par hasard entre les deux barrages de l'Alcan.

# FORESTIER (\$) VIVRE DE LA TERRE...

A Saint-Thomas-Dydime, Girardville, Notre-Dame-de-Lorette et j'en passe, qu'est-ce qui se passe de mieux? Combien de terres ont-elles été rachetées et abandonnées au saccage par Agro-forestier? Savez-vous que vous pouvez obtenir un permis d'habitation (pas de loyer, pas de taxes à payer) pour ces fermes laissées consciemment à l'abandon, saviez-vous que certains vont jusqu'à revendre ces permis pour la somme de \$2,000?

Pour Saint-Thomas, on refuse une ferme d'élevage caprin avec avis d'expulsion. Pour Sainte-Monique, on refuse un plan d'aire et d'exploitation apicole dans la "zone à réaffecter" qui avait un minimum actif de cent ruches, de peur de voir s'étendre le virus de la récupération des terres! M. Raynald Lapointe, agronome responsable du réaménagement foncier, région XII, veut encore la fermeture des rangs du Rapide et de Lapointe à Girardville, des rangs 8 et 12 à Sainte-Monique et j'en passe encore... Fait inusité, certains rangs frappés et classés "impropres à l'agriculture" se voient attribuer de l'argent par le fédéral pour opérationnaliser en culture biologique à très très court terme évidemment.

## Les sociétés sylvicoles

Alors que dans l'arrière pays de la Gaspésie, des révoltes populaires contre les fermetures, des sociétés d'exploitation des ressources sont apparues et continuent de se battre, il n'y a au Lac aucune lutte concertée contre l'application du Plan si ce n'est la sinieuse implantation des sociétés sylvicoles qui ne viennent que fermer le couvert sur la tombe de ces terres agricoles. Les sociétés sylvicoles n'ont aucune politique établie à long terme pour contrer l'emprise de l'Etat ou/et des multinationales sur leur plan de gestion et aucun droit de parole sur les "zones encore chaudes" du Plan agro-forestier.



Photo: Pierre Bonneau

## Ça continue...

A qui serviront toutes ces terres aliénées par l'Etat via l'Office de crédit agricole et son ministère de l'Agriculture? On aimerait bien le savoir, mais ce qu'on se doute déjà c'est qu'elles ne deviendront pas propriété de citoyens soucieux de les exploiter et d'en vivre et ce, même dans une optique moderne de mise en valeur de ces ressources (l'élevage ovin, l'apiculture, la culture de légumes racines, certaines céréales...) à moins d'un réveil de la sociale bureaucratie locale aux demandes populaires.

Pendant que les loyers et tous les services de la ville augmentent en général, les restrictions au chômage ainsi que les

demandes à Monsieur Bien-être, on laisse s'abandonner depuis sept ans, et ça continue, les maisons, granges, bâtiments de fermes et fonds de terre colonisés au début du siècle, histoire que le prétexte moderne de la consolidation des fermes ne réussira jamais à effacer, même sous l'innocente couverture du reboisement et du dépeuplement subventionné des rangs.

Reproduction: Michel Gauthier



Photo: Plourde

Rue St-Dominique, Jonquière (1930)

## Images de nos villes

Nous avons passé quelques heures à fouiller dans les archives photographiques de la Société historique du Saguenay. Quelques heures à examiner des photos de nos villes d'hier. Des images de paysages urbains plus difficiles à trouver aujourd'hui. Des images de villes encore habitées, traversées par des piétons pas tout à fait délogés par l'Automobile. Des images de villes encore habitées par du monde. Les temps ont changé. Aujourd'hui, ici comme ailleurs les villes dans leur milieu sont occupées par les commerces défigurés (centres d'achat) et par les terrains de stationnement. Dans l'espace de 30 ans (1940- à 1970...) les conseils de villes "conseillés" par les petits développeurs de nos villes se sont chargés de transformer la ville, de la "moderniser" pour le plus grand profit des gros vendeurs et des compagnies de pétrole et d'automobiles.



Photo: Michel Gauthier

### *Rue St-Dominique, Jonquière*

*Nos villes d'aujourd'hui ne logent plus grand monde. Pour y habiter, il faut vouloir courir le risque de passer au feu dans des taudis mal chauffés et trop encombrants. Les lieux publics, les espaces verts, les endroits de passage calmes n'existent pratiquement plus. Vous êtes-vous rendus compte à quel point "les hosties de chars" ont défigurés nos villes d'autrefois, les villes qu'on traversait quand on était jeune. Les centre-ville qu'on parcourait sans trop de risques de se faire "écraser" par un taxi, un autobus, un motard étourdi. Les villes ont changé. Désormais, pour réparer les dégâts, il faudrait peut-être "envoyer la note" à ceux qui ont profité de ce dynamitage. Comme dirait un vieux piéton de Chicoutimi ou de Jonquière: "c'est fou ce que les vieilles maisons disparaissent vite par ici." Où les a-t-on remisées.... Dans la mémoire des relocalisés qui logent malgré eux dans les ALM anonymes et trop mal insonorisés.*

*par Michel Gauthier et Pierre Demers*

*Reproduction : Michel Gauthier*



*Source: Société Historique du Saguenay*

*Rue St-Dominique, Jonquière (1955)*

*Reproduction : Michel Gauthier*



*Source: Société Historique du Saguenay*

*Inondation à Chicoutimi (1949)*

*Reproduction : Michel Gauthier*



*Source : Société Historique du Saguenay*

*Ouverture de courses sous harnais à Jonquière*

*Reproduction : Michel Gauthier*



*Source : Société Historique du Saguenay*

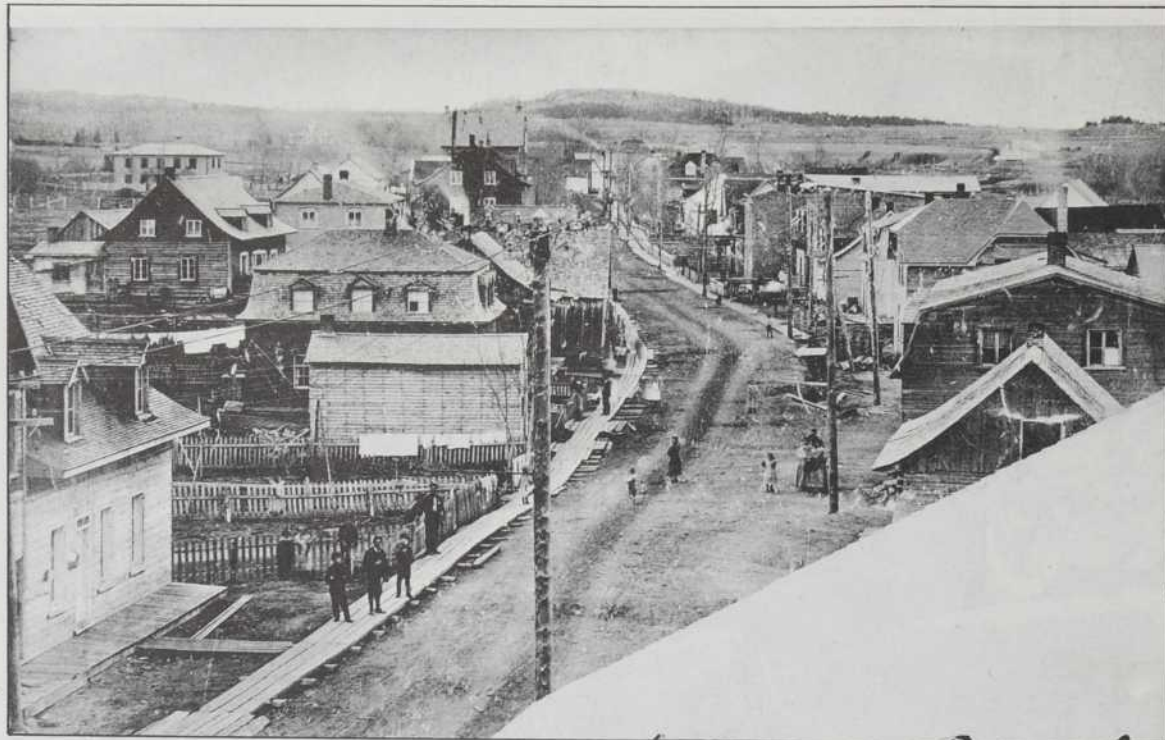
*Reproduction: Michel Gauthier*



*Photo: Plourde*

*Rue St-Dominique, Jonquière (1951)*

*Reproduction: Michel Gauthier*



*Photo: J. E. Lachabot*

*Roberval*

*Reproduction : Michel Gauthier*



*Source: Société Historique du Saguenay*

*Alma*

*Reproduction : Michel Gauthier*



*Source: Société Historique du Saguenay*

*Chicoutimi 1910*

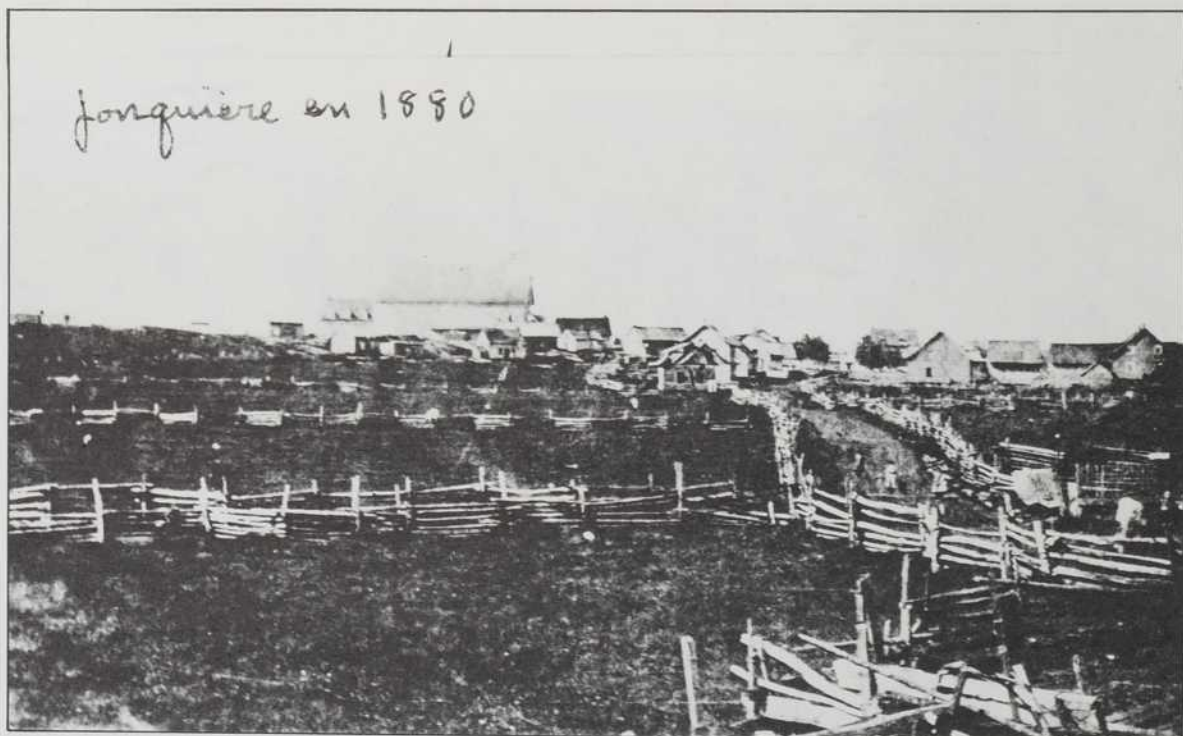
Reproduction: Michel Gauthier



Source: Société Historique du Saguenay

Rue de Kénogami (1927)

Reproduction: Michel Gauthier



Source: Société Historique du Saguenay

Jonquière (1880)



*Photo: Michel Gauthier*

*Démolition du Grand des Soeurs*



*Photo: Michel Gauthier*

*Le qui le remplace aujourd'hui*

# DEUX VISIONS DU PROGRES

## Entrevues avec Jacques Gagnon et Réjean Vallières

*Lorsqu'on parle d'une ville à vivre, il est intéressant de connaître la position des principaux intervenants. Dans cette optique, nous aurions aimé avoir des réponses de nos conseillers municipaux, des comités de citoyens, des autres groupes de pression, des promoteurs, des entrepreneurs, des industriels, etc., mais nous sommes limités dans l'espace. Le choix de Jacques Gagnon, président des Caisses d'entraide, pour répondre à des questions sur l'urbanisme s'explique facilement, lorsqu'on voit comment ce mouvement est présentement impliqué dans la transformation de nos villes. Le choix d'un organisateur communautaire pour répondre aux mêmes questions se comprend lui aussi lorsqu'on sait que son activité l'amène à être souvent un genre de catalyseur des aspirations populaires. Nous aimerions que vous lisiez simultanément les réponses de l'un et de l'autre et que vous en tiriez les conclusions.*

Propos recueillis par  
JEAN-GUY GIRARD

Transcription  
JEAN-GUY GIRARD  
MONIQUE MAJOR  
GUYLAINE EMOND

## ENTREVUE AVEC JACQUES GAGNON

président des Caisses d'entraide économique

**Question 1:** A quelle époque situez-vous le début des changements urbains et quelles raisons les ont motivés?

**Question 2:** La ville vous apparaît-elle comme une nécessité? Quel rôle joue-t-elle?

**Question 3:** Si l'on pense aux U.S.A. où l'on commence à remettre en question le développement urbain comme on le connaît, avec les autoroutes, les centres-de-villes congestionnés, qu'on pense encore aux luttes des comités de citoyens, des mouvements de cyclistes, ne croyez-vous pas que l'on s'aventure vers une ville Saguenay qui peut être un cul-de-sac?

**Question 4:** On parle beaucoup de régionalisme, qu'est-ce que ça signifie pour vous?

**Question 5:** Comment voyez-vous l'autonomie régionale au niveau économique?

**Question 6:** Trouvez-vous que les centres-de-villes d'ici ont préservé leur milieu de vie social et économique?

**Question 7:** Quelles considérations mènent le développement de notre région, développement du potentiel économique, développement du potentiel politique, amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population?

**Question 8:** Ce type de développement sert à qui? A l'élite économique, à la bourgeoisie régionale?

**Question 1:** Je crois qu'ils ont commencé il y a environ 7 ou 8 ans avec l'avènement du centre-de-ville Alma. Ça a eu sûrement un effet d'entraînement car après ça tu as eu la rénovation du centre-de-ville à Jonquière. Là on s'en vient avec des constructions: il y a à Chicoutimi un projet de 7 à 11 millions, dans le secteur de Dolbeau il y a des projets de douze millions actuellement. Je pense que chaque ville va avoir son projet ou sa rénovation urbaine pour son centre-de-ville. Tous ces changements ont été motivés par le fait que nos entrepreneurs se sont aperçus que nous avions les capitaux pour les financer. Avant ça, les villes se développaient en périphérie, parce que c'était des développeurs étrangers qui venaient avec des capitaux étrangers. Ceux qui avaient la préférence, c'était les magasins à chaîne. Avec le développement des centres-de-villes, ce sont les gens de la collectivité qui se développent eux-mêmes et qui créent une autre atmosphère pour la magasinage, pour l'intérêt... Nous avons d'un autre côté investi dans les parcs industriels de toutes les municipalités, nous avons construit des édifices polyvalents que nous avons loués ou vendus. On essaie d'avoir un effet d'entraînement dans tous les domaines de l'activité économique.

**Question 2:** Dans le type de communauté où nous vivons, le conseil municipal est notre premier gouvernement et nous travaillons toujours de concert avec eux. Nous faisons tout notre



possible pour essayer de créer une société plus heureuse, nous contribuons aussi à faire baisser les taxes grâce à nos investissements. Les investissements que le centre-de-ville exige pour sa rénovation sont en grande partie couverts par une taxe de secteur. Le milieu d'Alma en retire pourtant des bénéfices, si on rapporte plusieurs centaines de milliers en taxe de vente ou en évaluation. Je ne crois pas que ce soit au petit propriétaire à payer pour le développement du commerce, ça revient plutôt aux hommes d'affaires quand le commerce va bien.

**Question 3:** Non, mais je crois qu'il nous faut refaire nos centres-de-villes. Le problème des Américains c'est qu'ils les ont laissé vieillir. Toute ville a une âme et c'est son centre-de-ville. Un peu comme on se rencontrait autrefois à la sortie de la messe le dimanche, on se rencontre maintenant en magasinant. Pour avoir une vie de ville, une vie communautaire, il faut un endroit pour se rencontrer. Je crois que les gens sont heureux de se rencontrer à la Plaza. On dirait qu'ils appartiennent plus à une collectivité dans laquelle ils sont reconnus, où ils ne sont pas anonymes. Plus nous construisons, plus nous prévoyons des stationnements, des espaces verts. C'est le problème aux États-Unis, les grandes villes n'ont plus d'âme. Les mêmes phénomènes guettent les régions... Chaque mal a ses remèdes et je pense qu'en revalorisant les centres-de-villes on va revaloriser ça un peu. Regarde notre nouveau projet, nous prévoyons 4 millions pour des loyers qui vont être en plein centre-de-ville. Alors ce n'est pas prendre les gens au centre-de-ville et les envoyer à l'autre bout de la ville qui est important, c'est de conserver son centre-de-ville.

**Question 4:** Pour moi, c'est la force essentielle, on pourrait dire que c'est la seule force encore parce que c'est justement l'endroit qui permet aux citoyens de participer aujourd'hui. On va avoir des chicanes de partage de pouvoirs entre Ottawa et Québec; dans 5 ans on va avoir les mêmes chicanes entre Québec et les régions sauf que le Québec actuellement est en train de prévoir ce phénomène de transformation qui est naturel et logique. Ils veulent décentraliser, ils veulent permettre aux gens de participer plus, cela a du bon sens que ce soit les gens de la Gaspésie qui s'occupent de la Gaspésie.

**Question 5:** Je crois que le Saguenay-Lac-Saint-Jean ne connaîtra plus de grosses crises économiques car en réglant le problème des investissements on règle automatiquement le développement économique. Nous sommes moins dépendants qu'avant des décisions étrangères, on a l'argent et on est en train de faire la preuve qu'on a le capital humain. Price et Alcan n'affectent pas notre autonomie. Ça l'affectait quand ils étaient seuls mais d'ici quelque temps on sera peut-être des associés à eux. Car le problème avec les multinationales, c'est qu'elles prennent les décisions lorsqu'on n'est pas là. Je ne vois pas pourquoi on ne profiterait pas de leur technologie et d'aller ensemble dans des entreprises satellites.

**Question 6:** Je crois que nous sommes en avance sur les autres régions à cause de



Photo: Rosanne Laforge

l'âge relativement jeune des villes, si on compare par exemple à Saint-Jérôme dans le nord de Montréal dont le centre-de-ville est magané. Combien y a-t-il d'années que la cinquième rue à Shawinigan n'a pas été rénovée? Nous autres au Saguenay-Lac-Saint-Jean on est en avance, on est plus jeune, on est plus dynamique, de toute façon c'est de père en fils. Alma est moins menacée que Chicoutimi ou Jonquière de perdre la vie sociale à cause de l'implantation des centres commerciaux.

**Question 7:** Je crois que ce qui motive les gens à travailler, c'est la création d'une société plus heureuse et je crois que c'est dû, dans nos régions, à l'amour du milieu. Ça se manifeste d'abord par le développement commercial et industriel mais il ne faut pas oublier qu'ici le problème crucial c'est le départ des jeunes. Il faut trouver un moyen d'en garder une plus grande partie si on veut arriver un jour à un développement économique. Cet amour du milieu donne naissance à un certain chauvinisme qui va empêcher par exemple de faire l'unité entre deux villes. Personnellement, je crois que ce sentiment de fierté pour sa ville se doit d'être développé.

**Focus:** Mais dans l'ordre des priorités, est-ce que l'on ne peut pas se tromper en pensant que le développement économique va nécessairement améliorer la qualité de la vie?

On ne peut pas beaucoup se tromper, parce qu'on ne peut plus ignorer le phénomène de l'environnement, le développement économique se fera d'une

façon plus harmonieuse. Par exemple, on n'aura plus d'industries dans les jambes, ça ira plutôt dans les parcs industriels. Je pense que si on veut être réaliste, pour améliorer nos conditions de vie il faut améliorer notre économie.

**Question 8:** Ben..., y aura toujours des entrepreneurs qui vont en bénéficier en premier mais ils risquent quelque chose. Une chose est certaine, s'il n'y avait pas d'entrepreneurs il n'y aurait pas de développement. L'intérêt particulier finit par rencontrer l'intérêt général. Lorsqu'un développement ne plaît pas à la collectivité, il y a suffisamment de mouvement maintenant... Il faut penser au bien commun avant tout car il y a plus de mécanismes démocratiques qu'avant. L'hôtel de ville ne passe pas ce qu'elle veut. Pour faire la rénovation, il a fallu que la ville vende, explique dans chaque quartier et la population pouvait dire son mot. Tout le monde en profite, même l'ouvrier de Price ou de l'Alcan, même si ce n'est qu'en empêchant que leurs enfants ne s'expatrient. Dans nos régions, il n'y a jamais de grosses luttes, on peut avoir des différends, discuter, mais... le président de Price ou de l'Alcan, on a tous été élevés ensemble. Y'a pas de classe chez nous, on n'est pas des inconnus. Dans le fond, tout le monde veut le bien de la société. Chacun défend sa priorité mais c'est le milieu qui passe avant tout. On l'a vu l'autre jour à Montebello, il s'en vient un langage qui est un peu plus commun, ça peut prendre encore 10 ou 15 ans, ça ne se fait pas en 6 mois. Les gens vont apprendre à dialoguer et à se parler. Tu comprends?

**Focus:** Non.

# ENTREVUE AVEC REJEAN VALLIERES

**Question 1:** A quelle époque situez-vous le début des changements urbains et quelles raisons les ont motivés?

**Question 2:** La ville vous apparaît-elle comme une nécessité? Quel rôle joue-t-elle?

**Question 3:** Si l'on pense aux U.S.A. où l'on commence à remettre en question le développement urbain comme on le connaît, avec les autoroutes, les centres-de-villes congestionnés, qu'on pense encore aux luttes des comités de citoyens, des mouvements de cyclistes, ne croyez-vous pas que l'on s'aventure vers une ville Saguenay qui peut être un cul-de-sac?

**Question 4:** On parle beaucoup de régionalisme, qu'est-ce que ça signifie pour vous?

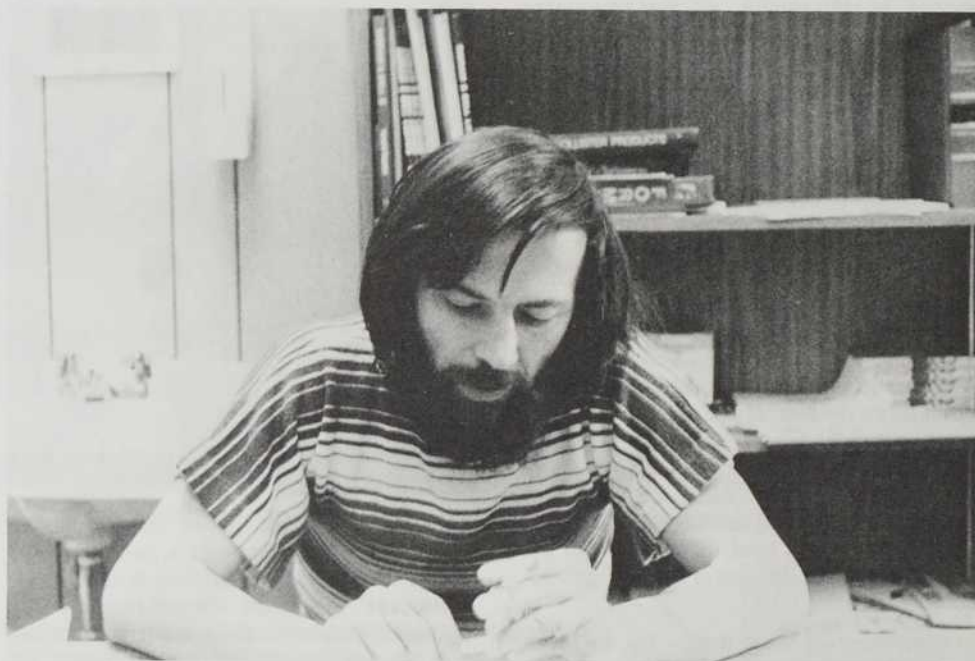
**Question 5:** Comment voyez-vous l'autonomie régionale au niveau économique?

**Question 6:** Trouvez-vous que les centres-de-villes d'ici ont préservé leur milieu de vie social et économique?

**Question 7:** Quelles considérations mènent le développement de notre région, développement du potentiel économique, développement du potentiel politique, amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population?

**Question 8:** Ce type de développement sert à qui? A l'élite économique, à la bourgeoisie régionale?

**Question 1:** Il y a d'abord la rapide urbanisation du Québec qui est passée d'un rapport 80% rural et 20% à l'inverse depuis les années 20. Cette évolution a été permanente malgré que l'idéologie du retour à la terre a refait surface à quelques occasions pendant cette période. Ce phénomène est directement relié à l'industrialisation et au déclin de l'agriculture. Le visage de la ville a été grandement modifié, mais ce n'est que depuis une quinzaine d'années qu'il y a eu des changements radicaux.



Ceux-ci sont dus à la prolifération des centres commerciaux, au développement des villes de banlieue, au recul des centres-de-villes face à la concurrence. Il a fallu que les municipalités apportent des changements énormes au transport routier, qu'elles modifient les entrées et les sorties des villes et la circulation interne. Les subventions gouvernementales d'aide à la rénovation n'est d'ailleurs pas étrangère au fait qu'à peu près toutes les villes de la région et même du Québec ont embarqué dans ce type d'aménagement.

**Question 2:** Il faut que les gens vivent, où que ce soit, dans le fond d'un rang, dans un village ou dans le quartier d'une ville. Tous ces gens-là ont droit à une même qualité de vie, et s'ils ne l'ont pas, je ne crois pas que la solution soit qu'on aille tous demeurer à la campagne. Le rôle de la ville, c'est bien gros le rôle de lui font jouer le maire, les conseillers et les fonctionnaires municipaux, l'élite économique composée des commerçants, les promoteurs industriels et immobiliers et ça ne rencontre pas toujours l'intérêt des gens qui y vivent. Si l'on prend l'exemple de la transformation des centres-de-villes, si ce n'est pas pour les marchands qu'on fait ça, je me demande bien pour qui ça peut être, ce n'est sûrement pas pour les gens qu'on déluge et qu'on envoie dans des H.L.M. à 5

ou 6 milles de l'endroit où ils ont été élevés. On aménage la ville pour que les gens aient un endroit pour dormir, le réseau routier pour les ramener au travail ou pour les amener consommer. En règle générale, l'organisation sociale des banlieues est assez anonyme.

**Question 3:** Ces mouvements-là ne prônent pas nécessairement le retour à la terre ou à la campagne mais bien plus un retour à une ville plus humaine qui permet de retrouver des valeurs riches au niveau d'une communauté. Je ne crois pas qu'une ville Saguenay qui va couvrir de Jonquière à La Baie réponde plus à ces aspirations que ne le font les villes présentement. Le regroupement aura des avantages, mais des avantages pour qui? Est-ce que ça va améliorer la qualité de vie des gens qui vivent dans le quartier Murdock ou dans le quartier des Oiseaux à Jonquière. Comme les buts poursuivis semblent être les mêmes que ceux qu'on poursuit présentement, je crois qu'on va vers un cul-de-sac. Je crois qu'il faudrait plutôt fouiller ce que certains groupes ont commencé à développer, une vie de quartier plus riche. Le R.C.M. à Montréal et le Rassemblement populaire à Québec qui développent une ville où la qualité de vie n'a rien à voir avec la grandeur mais bien plus avec le tissu social que tu tisses, avec l'organisation, avec le pouvoir par quartier.

**Question 4:** C'est une notion qui est assez forte ici pour moi qui n'est pas de la région, même si je reste ici depuis longtemps, une chose qui m'a frappée, comment la "région" c'est important pour les gens. Même si le Saguenay-Lac-Saint-Jean n'est pas une île, on pourrait comparer la population à des insulaires mais qui seraient entourés de terre. A cause de cette barrière, tu es porté à te replier sur toi, et ce n'est pas péjoratif quand je dis ça. Il faut chercher à développer le régionalisme tout en étant perméable à ce qui se passe ailleurs. Je suis bien d'accord avec l'aspect décentralisation du pouvoir, car qui est plus capable de trouver des solutions à ses problèmes, sinon celui qui les vit? Par contre, le Saguenay-Lac-Saint-Jean vit dans un ensemble plus grand, le Québec, et je ne crois pas qu'on puisse faire autrement que de composer avec. Sur le plan culturel, nous avons des particularités qu'il est bon de développer et de comprendre car elles nous permettent de mieux saisir notre histoire. Nous devons avoir une forme de dosage qui nous permet de développer nos particularités sans pour autant nous replier, nous refermer sur nous-mêmes.

**Question 5:** Certaines personnes font le rapprochement entre le type de développement économique que nous connaissons et celui de certains pays du tiers monde. Vous me direz que c'est poussé fort un peu, mais ici comme dans ces pays l'économie ne dépend que de quelques produits. On est lié au bois et à l'aluminium et on a vu comment à la dernière grève de l'Alcan, ça peut affecter l'ensemble des petites industries connexes, on peut facilement mettre une économie à terre. Ce qui fait que ce que je disais au niveau culturel est valable pour l'économique. Il nous faudrait diversifier sinon on est trop vulnérable. Il ne faut surtout pas compter sur les multinationales pour qu'elles donnent une marge de manoeuvre aux gens de la région, elles peuvent toujours flatter le régionalisme si ça les paient, mais il ne faut pas se faire des idées.

**Question 6:** C'est bien sûr que la rénovation des centres-de-villes a servi à aider à leur développement économique mais, à mon avis, ça n'a absolument pas amélioré la qualité de vie des gens qui demeuraient dans ce coin-là. Ce n'est pas en rasant des quartiers et en élevant des édifices à bureaux ou à commerces, ce n'est pas en brisant un tissu urbain que tu vas améliorer la qualité de la vie. Et j'irais même plus loin, si on rase moins qu'auparavant avec les programmes de restauration, ce n'est pas qu'on a développé une conscience sociale mais plutôt qu'on n'a plus besoin de

raser. Je présume que s'il y a des villes qui ne se sont pas prévaluées des programmes de rénovation des centres-de-villes, elles ne se gênaient pas pour le faire. Les luttes populaires n'ont pas convaincu les développeurs, parce que tu ne peux pas les convaincre, mais elles les ont amenés à faire plus attention et à être un peu moins sauvages dans le type de rénovation. On ne se gêne tout de même pas pour installer un parc industriel tout près d'un centre résidentiel et on justifie cette situation par le progrès économique.

**Question 7:** Ça m'apparaît que c'est le développement économique qui prime, par contre il y a un aspect qu'il ne faut pas nier: ce n'est pas toujours ça que l'on met de l'avant. L'amélioration des citoyens de notre région devient un slogan dont on se sert à toutes les sauces. Il y a eu un raffinement du discours qui fait que les gens vont penser que le développement se fait pour eux alors que si tu regardes de plus près, tu regardes le développement économique que ça apporte, tu peux te demander qu'est-ce que ça apportera aux gens.

**Question 8:** C'est évident que ça sert l'élite économique, l'élite bourgeoise, que ce soit la venue de la Donohue ou que ce soit une ville Saguenay, les décisions qui sont prises leur sont favorables. J'ai l'impression qu'effectivement la Donohue ça va faire vivre du monde, mais avec quelles conditions de travail et quelles seront les incidences écologiques? Ce ne sont là que des considérations secondaires pour ceux qui prennent les décisions. Tu peux justifier n'importe quelle connerie avec le mythe du progrès social et c'est ce qu'on tente de faire à partir du moment où l'on dit: "Tout développement économique a des retombées qui sont nécessairement valables pour la population". On charrie lorsqu'on tente de faire croire au monde que ce qui est bon pour l'Alcan est nécessairement bon pour eux. Lorsque tu mets une industrie sur pied, tu viens peut-être de créer des emplois mais en regardant les conditions de salaire et les conditions de travail, tu viens peut-être de fourrer le monde pour des générations...



"Il faut se méfier de ceux qui passent leur temps à faire l'éloge de la ville mais qui ne sont jamais là durant les fins de semaine et les grandes vacances. Ils adorent la ville pour l'argent qu'elle leur rapporte par leur commerce et leurs affaires ou pour les plaisirs du spectacle et de la table, mais ils la fuient à la moindre occasion. A mon avis, ce n'est pas aux associations de commerçants ou aux classes moyennes et riches qu'il faut demander un avis sur la ville, c'est à ceux qui sont condamnés à y vivre 365 jours par année". Vivre heureux en ville, Jacques Couture, ministre du Travail et de l'Immigration, conférence donnée en 1976 à Grenoble. Tiré de La Ville, la revue Critère, N° 17.

"Dans une ville digne de ce nom, on doit pouvoir se sentir chez soi du premier jour de sa vie au dernier. La plupart des centres des villes modernes ne semblent avoir été conçus que pour les adultes, poursuit Mumford. On enfourne les enfants dans des autobus pour les envoyer à l'école. On regroupe les vieillards dans des résidences où ils sont sans contact avec les autres générations". Mumford ou la cité organique, Jacques Dufresne. La Ville, revue Critère, printemps 1977, N° 17.

"La ville est à l'image d'une société violente, basée sur le pillage de la nature et l'oppression de l'exploité, où le fort domine le faible, où la richesse engendre la pauvreté et construit des barrières à sa révolte". Et si la ville était à nous... aussi... Monique Dumont et Elisabeth Franken. Les Cahiers du GRIF, novembre 1977.

# LES ENFANTS: Une main-d'oeuvre docile

---

Par Pierre Demers

---

La ville crée, malgré elle et souvent aussi de son propre gré, des lieux qui attirent plus les enfants que d'autres catégories de citoyens. Ici, à Jonquière, par exemple, il est facile de faire une certaine identification de ces lieux de rendez-vous, de rencontres d'enfants.

Des lieux de rendez-vous souvent anonymes, sans grande signification et qui donnent l'impression de solliciter tout le monde.

Pourtant, si l'on examine de plus près, si l'on se donne la peine de vérifier leur utilisation courante et quotidienne, ces lieux visent — dans le sens de tirer sur une cible — plus les enfants.

Et je ne parle pas ici des lieux classiques d'enfants comme les écoles, les terrains de jeux, les centres de loisirs.

Je parle des lieux en apparence ouverts à toutes les catégories. Des lieux bien inscrits dans le plan d'une ville qui finissent par devenir, par une certaine force d'attraction, des réserves d'enfants d'un certain âge (de 5 à 15 ans).

Voici donc, un peu au hasard, quelques lieux de rendez-vous pour les enfants, en ville, à Jonquière. Ces lieux aspirent les enfants plus souvent qu'à leur tour. Les adultes aussi fréquentent ces lieux. Mais ils y rencontrent régulièrement des jeunes, cette clientèle négligeable qui se faufile toujours là où on lui prépare une place, sa place.

Evidemment, la plupart du temps, ces lieux de rendez-vous n'ont jamais été conçus pour les jeunes. Ils le sont devenus par la force des choses trop souvent commerciales et économiques. En cours de route, ces lieux ont fait signe aux jeunes d'y venir passer leurs moments de loisirs et de consommation.

Pourquoi les enfants fréquentent-ils plus ces lieux que d'autres? On serait tenté de répondre qu'ils n'en trouvent pas d'autres à leur mesure. Ce qui ne veut pas dire que ces lieux soient totalement à leur mesure.

# LIEUX DE RENDEZ-VOUS DES ENFANTS EN VILLE



Photo: Carl Brubacher

## L'épicerie du coin

Lieu de rencontres, de visites, de rendez-vous classiques des enfants: l'épicerie ou la tabagie du coin. Même les propriétaires de ces commerces vous le diront. Ils misent sur "cette clientèle" pour écouler une bonne partie de leur stock exposé. Des produits de consommation pour les jeunes d'abord: des magazines de b.d. américains et français, des cartes de héros, des gadgets pas chers et si fragiles, des bonbons à la cent, des friandises diverses, du chocolat, de la crème glacée, des sacs de surprises et autres produits courants.

Dans ces lieux précis que sont les épicerie du coin et les tabagies, les jeunes sont perçus comme des grands consommateurs en herbe, en puissance... Ils y viennent se pratiquer pour plus tard. Parfois, leur papa ou leur maman les y envoient acheter un paquet de cigarettes, deux grosses bières dans un sac.

Les enfants sont mal reçus dans ces épicerie du coin s'ils ne consomment pas,

s'ils n'ont pas d'argent. Petit pouvoir d'achat devient grand pourvu que Dieu (i.e. la société) lui prête vie...

Ces lieux sont toujours définis en fonction de la consommation. Sur le comptoir, en entrant, les enfants voient ce qu'ils peuvent se procurer avec leurs sous. Ils n'ont qu'à tendre leurs fragiles menottes...

Ces lieux de rendez-vous pour les jeunes bourdonnent d'échanges s'ils sont mieux situés que d'autres. Par exemple, à moins de 500 mètres d'une école primaire ou secondaire.

Aux heures de récréation, le matin ou le midi, les enfants s'y engouffrent pour acheter le dernier gadget, les dernières cartes de héros sportifs, cinématographiques ou télévisuels.

Donc, des lieux de consommation de produits superflus, de trop. Des couloirs rêvés pour initier les jeunes à cette surconsommation que les adultes pratiquent en abondance partout dans la ville, tout près d'eux. C'est là qu'on rencontre les enfants, en ville.

## Amusement familial

Une drôle de raison sociale (amusement familial) pour une salle de machines électriques. Une autre mode qui nous vient des USA et que l'on a adoptée ici, au Québec, avec la vitesse de l'électricité, encore une fois.

Ici, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, on retrouve ces salles de machines à tout faire dans les centres commerciaux et dans quelques vieilles épicerie recyclées. Des salles de quilles et des centres de loisirs se permettent aussi d'utiliser ces machines comme source de revenus additionnels.

Les enfants se rendent souvent, dans ces "amusements familiaux" improvisés, pour y tuer le temps. Car les enfants aussi, à leur manière, cherchent à tuer le temps, entre deux journées d'école, entre deux petites jobs, entre deux visites à la maison familiale déserte.

Ils vont investir leurs économies (et leur argent de poche) dans ces machines à sous. Car ce sont davantage des machines

à sous que des machines à jouer. Des machines à boules qui vous donnent des "games" si vous tombez bien, si vos résultats coïncident. Des machines à boules qui vous identifient à l'homme bionique. Et d'autres machines à jouer au base-ball, à jouer au G.I. américain, à tirer sur la cible, à conduire une formule I, à faire des accidents et aussi des jeux d'écrans électroniques. Des salles de machines avec un monsieur ou une madame qui vous donnent de la monnaie pour échanger votre dollar. Des salles sombres pour que les machines clignotent plus.

Les enfants s'y promènent. Tâtent les machines, regardent les autres y jouer. En prennent plein la vue. Fouillent leur poche pour y sortir un dernier 25 cents et le donnent à la machine à boule qui se met à ronronner. Drôle de machine, drôle de monde à boutons, à pitons, machines branchées, comme des petits robots domestiques. Et quand la panne d'électricité frappe les salles de loisirs familiaux, on dirait un salon funéraire garni de belles tombes argentées, chromées. Lieux de séjour pour les jeunes en ville.

## Le patro

Institution cléricale s'il en est une dans la ville, dans votre ville. Le patro "s'occupe" des jeunes durant les vacances estivales. Des jeunes moniteurs mal rémunérés se font la main à l'autorité, à la discipline.

On y pratique, par la force des choses, un certain sexisme. Les filles d'un côté, les gars de l'autre. Pas de visites, pas trop d'échanges. Chacun vos jeux. Des parents, des bénévoles, des bonnes âmes patronnent le patro, le financent, le tiennent debout à la suite des années.

Avec des moyens réduits, on en arrive à s'occuper des enfants. On en arrive à leur changer les idées durant les trop longs mois d'été, longs mois trop chauds où les écoles se reposent de leur fournée d'enfants.

Mais le patro n'est pas que le lieu de jeux de jeunes.

Les adultes aussi s'y rassemblent, le jeudi soir, par exemple pour jouer au bingo. Parfois, des jeunes couples, pas trop fortunés, y tiennent leur réception de noces. On y organise des rencontres sportives diverses. Des syndicats mal pris y font des réunions "extraordinaires". Lieu de séjour, bref, autant pour les adultes que pour les jeunes.

Sa piscine criarde, son long terrain de jeu pénible à traverser à pied durant les après-midi chauds.

Les salles du patro où s'entassent les enfants, les jours de pluie, et les midis trop chauds. Pour jouer aux jeux d'intérieur



Acheter le dernier gadget...

Photo: Michel Gauthier



...le coke du cinéma...

Photo: Michel Gauthier

qu'on y trouve ou pour manger son lunch en vitesse assis sur les marches de l'escalier.

Et attendre son tour au restaurant du patro pour s'acheter un autre chip et un coke, tout seul, comme un homme ou une femme.

Le patro me fait penser à une vieille soutane de frère ou de curé qu'on étend comme une tente pour s'occuper des enfants. Comme la soutane de la statue qui veille sur la bâtisse du patro. Un lieu sûrement plein de bonnes intentions. Mais les enfants s'y ennuiant trop vite. Et pourtant leurs parents s'y amusent tant le jeudi soir, au bingo. Allez y comprendre quelque chose.

## Le cinéma

Autre lieu de rencontres, de séjours des enfants en ville. Lieu où il faut payer pour participer, pour entrer.

Une fois entré, si on a l'âge (catégories arbitraires de spectateurs souvent discutables) on fouille dans ses poches pour voir combien de sous on pourra flamber au restaurant qui nous sollicite.

De toute façon, il est difficile d'y échapper. Les autres enfants y vont et mangent tout autour de soi. C'est inévitable. Il faut manger le popcorn, le chocolat, les chips, les peanuts, les smarties et boire le coke du cinéma.

Mangeons et buvons donc et glissons dans la noirceur de la salle. Pour aller y voir une autre fois le bon Bruce Lee faucher ses ennemis comme une moissonneuse-batteuse programmée.

Cinéma pour enfants trop rarement ouverts, l'après-midi et que l'on ne peut pas souvent fréquenter en soirée.

Cinéma pour adultes trop souvent qui me volent en deux ou quatre heures mon argent de poche de la semaine. Maudit cinéma que j'aime ça.



...et payer la machine à sous...

Photo: Michel Gauthier

# SAGUENAY NIGHT FEVER



## LE DISCO, UN LOISIR URBAIN

Photo: Carl Bruvacher

Article réalisé par Yves Ouellet, André Larocque et Marcel Boulais.

---

*Il ne faut surtout pas se leurrer: le disco est en excellente santé. Les maisons de disques, multinationales et autres, jubilent monétairement.*

*Une évidente multiplication de ce genre musical dans les programmations des médias régionaux, provinciaux, nationaux et étrangers démontre l'ampleur du phénomène. Cela contribue d'ailleurs à l'entretenir.*

*L'industrie du disque ayant créé en laboratoire un produit artificiel, a par la suite semé l'illusion d'un besoin populaire, d'une soif du disco et est en voie de se servir de ce phénomène pour inculquer à l'individu des valeurs de droite voire d'extrême droite.*

*Malgré le fait que l'ensemble des médias ont déjà abordé le sujet, il importait pour nous d'y apporter un éclairage historique, mercantile et psychologique.*

---

# ORIGINES MUSICALES

Partant du phénomène disco, il faut remonter au début des années 60 pour en distinguer les racines directes et, bien avant, pour identifier la source première. Le disco est issu de la musique noire américaine et, plus spécifiquement, d'un mélange de Soul Music, Funky, Rythm & Blues et Gospel. C'est au début des années 60 que le Soul commencera à connaître une popularité enviable sous l'impulsion des compositeurs et d'interprètes importants comme Otis Redding, Ray Charles, James Brown, Wilson Picket, Eddy Floyd, Steve Wonder et bien d'autres. L'évolution de cette musique sera, par la suite, caractérisée par la relation toujours parallèle entre musiciens et compagnies de disques qui s'associeraient pour créer de nouveaux "sons".

C'est ainsi qu'entre 1965 et 68, du jumelage de la maison Stax avec des noms comme Booker T and The M Gs (qui accompagnèrent Otis Redding, Eddy Floyd, etc.) naquit ce qu'on appela le Memphis Sound. Ce son était identifiable à son rythme syncopé, appuyé par des sections rythmiques de cuivres. La batterie prenait aussi une importance nouvelle et la cymbale marquait le temps aussi régulièrement que la grosse caisse. Ce style atteint son apogée en 1969 avec les studios "Muscle Shoals", encore mondialement réputés pour la sonorité unique de leurs formations de cuivres, autour desquels se regroupaient des noms comme Wilson Picket, Aretha Franklin, King Curtis, Cornell Dupree et Herbie Mann entre autres.

C'est également en 69 que les bases officielles du disco sont établies par des groupes comme M.F.S.B., The O'Jays, Billy Paul, The Stylistics, Harold Melvin & The Blue Notes. On parle alors du Philadelphia Sound, reconnu pour son rythme plus mécanique et ses arrangements abondamment fourbis d'instruments à cordes. On pourrait citer la fameuse version disco de la 5<sup>ème</sup> symphonie de Beethoven par Walter Murphy comme exemple mais, la pièce qui déclencha l'immense machine du marketing qui allait pousser le disco semble revenir à Isaac Hayes avec Shaft.

Il ne faut pas oublier une force majeure dans le Soul Music qui mena la musique noire de 1966 à 1971 et popularisa ces rythmes ethniques, la maison Tamla-Motown qui enregistrait des gens comme

Steve Wonder, Smokey Robinson & The Miracles et Diana Ross & The Supremes.

Le disco arrive donc en 1970 comme une conséquence normale de Soul mais il s'inscrit comme une brisure complète avec l'esprit de cette musique dès que l'industrie blanche la prend en charge. Le disco deviendra alors un genre imposé par le haut à des fins commerciales et pour asphyxier une jeunesse qui avait été portée au paroxysme de la révolte, du non-conformisme et de la violence, par le Rock & Roll. Le prétexte unique du disco est la danse. Pas question ici de nourrir la rébellion, d'alimenter des controverses sociales, de traiter de politique ou de sujet d'actualité. Tout ce qui compte pourrait se résumer en "Shake your hand, get up and dance" et le seul sujet non tabou est le sexe, qui deviendra le pilier promotionnel de l'usage disco. L'image du disco est presque entièrement bâtie sur une misogynie profonde et largement exploitée. La femme y devient un bonbon de consommation et on a qu'à observer la majorité des pochettes disco pour constater l'ampleur du sexisme qu'elles véhiculent.

Inutile de vous dire qu'on reconnaît maintenant le disco à son rythme répétitif et percutant, extrêmement agressif. Un rythme qui vient littéralement vous chercher sur votre chaise de gré ou de force pour vous pousser en automate vers la piste de danse. Mais le disco, c'est beaucoup plus que cela. C'est, en réalité, la plus grande opération de publicité jamais organisée pour imposer mondialement une musique.

Les têtes de file du courant actuel sont les compagnies Casablanca (Donna Summer, Village People) et RSO, avec Robert Stigwood comme cerveau et les Bee Gees comme super vedettes, toutes deux subdivisions de la maison Polygram qui accusait en 1977 (avant Saturday Night Fever) un chiffre d'affaire de 700 millions de dollars.

On ne peut d'ailleurs passer par dessus l'incroyable impact du phénomène Saturday Night Fever qui, en alliant le disque, le film, la danse et une mode, a touché les salles de danse d'Amazonie comme les réceptions diplomatiques de Chine, toutes les discothèques et radios d'Europe et d'Amérique, les villes d'Afrique et d'Asie. Les trois frères Gibb qui forment les Bee Gees ont derrière eux plus de vingt ans d'expérience et ils ont réussi à



Le prétexte du disco est la danse.

Photo: Carl Brubacher

joindre un produit de qualité à l'une des plus vastes opérations publicitaires jamais osées... et réussies. Ils détiennent actuellement le titre de plus gros vendeurs de toute l'histoire du disque et ceci, en un temps record.

Le disco a-t-il un avenir? Fort probablement puisqu'il a réussi à infiltrer d'autres musiques.

Après avoir épuisé la plupart des succès du rock resservis à la sauce disco, la mode a connu un regain de vie important avec Stars War et la vague électronique qui s'en suivit. Aujourd'hui, plusieurs jazzmen courtisent ce rythme pour les raisons qu'on imagine. La compagnie Kudu se spécialise d'ailleurs dans ce jazz funky. Des groupes comme Kraftwerk ou Amanda Lear ont une approche intéressante du son disco marié aux consonances électroniques développées par les Allemands mais, c'est ce qu'on appelle le disco-rock qui semble vouloir rallier la faveur des mélomanes. On a qu'à penser au succès foudroyant de Miss You des Rolling Stones ou de Do You Think I'm Sexy de Rod Stewart. Le disco "pur" survit encore avec une nouvelle dimension théâtrale et une image étudiée à l'extrême pour rejoindre des publics cibles. Village People en est le véhicule numéro 1 actuellement. Musicalement cependant, cette musique ne peut plus se renouveler et, à force de se diluer, elle semble condamnée à se répéter sans fin.

Yves OUELLET

FOCUS

# MARKETING ET CONDITIONNEMENT

Malgré toutes les valeurs droitistes et sexistes qu'il véhicule, Village People semble en voie de devenir la formation disco de l'heure. Les ventes de disques sont d'ailleurs là pour le prouver. Cependant, par-delà la progression des ventes se cache une réalité fort inquiétante: si le système est assez puissant pour conditionner les gens au conservatisme via un médium comme le disco, jusqu'où peut aller cette aliénation à la veille de débats aussi primordiaux que ceux entourant le nucléaire par exemple?

Chose certaine, moult raisons motivent la popularité de ce genre musical. Entre autres, le marketing. Comme chacun le sait, dans notre société post-industrielle, tout peut se vendre. Surtout l'inutile. D'aucuns s'accordent sur le fait que la mise en marché de l'album double "La Fièvre du Samedi Soir" a sonné le glas d'une période d'effervescence pour le monde disco.

Après avoir obtenu le titre de meilleur album de l'année 1978 (Grammy Awards); avec plus de 25 millions d'albums vendus dans le monde entier, "La Fièvre du Samedi Soir" tout en consacrant le talent des Bee Gees, a mis en branle un phénomène disco suscitant l'intérêt de nombreux sociologues.

Pour mieux comprendre le succès fracassant de la F.S.S. et la progression notable du disco aujourd'hui, il nous faut analyser tout son processus de mise en marché. C'est donc à la fin de 1977 que sont signalés les premiers symptômes de la Fièvre du Samedi Soir. L'Organisation Robert Stigwood (RSO) fait une pierre 2 coups en finançant la réalisation du film "La Fièvre du Samedi Soir" et l'album-double du même nom.

Les dépenses inhérentes au tournage du film s'élèveront à près de \$10 millions, alors qu'une somme identique est consacrée uniquement à sa promotion. Un an plus tard, grâce à une distribution efficace, le film battait tous les records de ventes enregistrés dans l'histoire du cinéma avec des profits de plus de \$120 millions. L'alliage cinéma-disco devient donc un développement majeur dans la longue histoire de l'industrie du divertissement.

Reléguant au second rang le record de ventes de disques de tous les temps établi par Bing Crosby avec son "White Christmas", la Fièvre du Samedi Soir aura néanmoins été réalisé à des coûts minimes.

Seulement 4 pièces de l'album-double ont été composées et enregistrées par les Bee Gees, toutes les autres étaient déjà endisquées et en circulation sur le marché. On a donc purement et simplement récupéré les bandes maîtresses de ces chansons qu'on a repiquées avec celles des Bee Gees pour en faire "le" gros vendeur.

Donc, l'album et le film sont mis en marché à la fin 1977, l'Organisation Robert Stigwood et son distributeur Polygram mettent en branle le processus promotionnel qui s'avérera fort efficace.

Il importe d'abord de voir puis d'entendre l'album partout. C'est ce qui explique l'abondance de montages visuels dans les magasins de disques, que les lecteurs ont sûrement eu l'occasion d'observer dans la région au cours de l'année qui vient de s'écouler. L'originalité de cette publicité consiste à donner l'impression que seul ce produit est disponible chez un discaire. A leur tour, les médias électroniques deviennent les instruments rêvés pour propager cette fièvre. D'importantes sommes seront consacrées à la publicité télévisée. Les stations radiophoniques bénéficient également des retombées publicitaires. Cependant, comme dans l'ensemble des stations radiophoniques, le ou la discothécaire est seul(e) à décider de l'acquisition et de la diffusion de disques, les promoteurs durent user de tact. Grâce à la technique dite "américaine", qui consiste à penser pour le discothécaire, les légionnaires de Polygram, sous couvert de relations personnalisées avec les responsables des discothèques, ont réussi à bien passer leur marchandise et surtout à bien la faire diffuser.

L'ampleur du phénomène disco a engendré une multiplication de discothèques "Disco", qui en plus de devenir de véritables temples de luxe pour gens simples, sont considérées par les promoteurs de disques comme des médias au même titre que la radio, la télévision et les journaux.

Le "DJ", disc-jockey ayant main

basse sur la sonorité d'une discothèque, il importe qu'on exerce une promotion rentable. L'envoi régulier de nouveaux "tubes" disco conjugué aux relations intimes avec les promoteurs ont tôt fait de transformer un "DJ" en émissaire à bon marché. Au Québec, la formation de quelques associations de discothécaires a également facilité la tâche des promoteurs. Sans perdre de vue que ces techniques ont été efficacement appliquées à la Fièvre du Samedi Soir, les cie. de disques se sont également préoccupées du consommateur de demain. Ayant compris l'importance de la prolifération de discothèques pour jeunes gens de 18 ans et moins, les magnats du disque entendent créer ce goût, ce besoin du disco chez les mineurs. Ils deviennent donc aisés pour une cie d'entretenir ce besoin au fil des années. Un mineur devient donc un consommateur type susceptible de participer activement à la progression des profits d'une entreprise de disques.

On ne peut également ignorer l'ensemble des concours de danse disco qui furent organisés à l'échelle du Québec. Le principe en était simple: un nombre indéterminé de couples se donnaient en exhibition devant un public curieux. Les beaux appareils et les pas à la Travolta ont vite fait de couronner le couple vainqueur qui en plus de se mériter bourse et trophée était éligible à une finale provinciale en direct sur les ondes de Télé-Métropole. La région n'y a pas échappé puisqu'une manifestation du genre fut organisée à l'hôtel le Montagnais à Chicoutimi l'hiver dernier et devait remporter un vif succès.

Evidemment, toutes ces techniques publicitaires savamment orchestrées et fort efficaces ont tôt fait de consacrer le succès de la Fièvre du Samedi Soir. Elles ont également permis le rochage d'une immense machine publicitaire pour qui le disco est devenu l'enfant-chéri d'une garderie fort lucrative.

Quoique différentes, les techniques de mise en marché du disco se transforment constamment, comme le produit. A un point tel qu'on ne vend plus seulement un bien de consommation, mais également un mode de vie, une façon d'être... un avenir?

André LAROCQUE

# LE DISCO OU L'INDIVIDU TRAQUE

Au fil des années, on se retrouve régulièrement devant des phénomènes qui touchent une large couche de la population.

On pourrait appeler ce genre de regroupement, collectif, tant on le retrouve dans beaucoup de manifestations quotidiennes. Le disco a envahi, d'abord, le monde musical, disons plutôt a emprunté un rythme musical, puis l'univers flamboyant de la mode vestimentaire s'y est engouffrée d'une façon quasi hystérique, et aussi les lieux "disco", les discothèques, deviennent les temples de la danse uniformisée, engouffrée et robotisée.

Quoiqu'il en soit, même partagée par une portion assez importante de la population, ce phénomène s'inscrit ni plus ni moins dans la ligne logique de la démagogie récupérative (quelle démagogie ne l'est pas) dont se font forts les chefs de file que sont les hommes d'affaires.

Il ne s'agit pas de faire le procès de cette caste, mais bien de voir comment sous le couvert d'un "sain divertissement", commun à plusieurs, le but recherché n'est autre que la sacro-sainte individualité, l'oubli des autres, valeurs si chères au credo du conservatisme de la bourgeoisie.

A la base, le disco ne remet rien en question que ce soit au niveau du rythme (c'est sensiblement toujours le même) des paroles de chansons, de l'habillement, des valeurs sociales, etc. A ce titre, le "mouvement" fut vite récupéré par les hommes d'affaires, qui n'avaient pas à transformer le produit, afin de satisfaire leur faim insatiable de rentabilité.

Avec l'aide d'une technique de mise en marché incroyable, de la publicité subliminale, l'"Homo discus" devient une de ces bêtes très individualistes ne cherchant qu'à épater, à faire le jars quoi. D'ailleurs toute la conception d'une discothèque se fait en fonction "de nous faire sentir qu'on est une star". (1)

Cette emphase sur l'individualisme, va jusqu'à nier l'existence des différences sociales en affirmant qu'on ne reconnaît quelqu'un que par "son habillement et sa façon de danser". (2) Lorsque tous s'habillent sensiblement de la même façon et dansent à peu près les mêmes pas, il est normal de garder les yeux bouchés et ne pas voir les différences. On est en présence de jolis moules de "cruiser" (sic) en

chocolat et de petites minettes crémeuses, dont le seul but est de se pavaner orgueilleusement pour faire pâlir les "chums et les chumettes". Encore une fois c'est la transposition des mythes de la bourgeoisie à toute la population: partir de rien et arriver à tout dominer. J'ai la "Fièvre du Samedi Soir", non pas pour aller danser, mais bien parce que j'en suis malade.

On peut continuer en disant, que le rêve devient le fil conducteur des bouffeurs de rythme; danser comme un "dieu", "posséder" la plus belle fille de la place, avoir une auto (quand on a pas tout dépensé pour s'habiller et entrer dans la boîte), d'être unique, de porter la dernière exclusivité et aussi avoir de l'argent pour jouir un tant soi peu du "vivifiant" plaisir du disco.

L'argent, quel beau mot, pour ceux qui ne font que rêver d'en faire aux dépens des autres, en leur fournissant la distraction. Et cela demeure utile lorsque l'on veut être quelqu'un, pense-t-on. Loin de vouloir changer quoi que ce soit, on se plaît à perpétuer les refoulements que la révolution sexuelle ont tenté de défaire. Ainsi le parolier du groupe de joyeux guignols "Village People" affirmera à propos d'une de ses chansons "Macho Man" que "ce n'est pas être cynique ou réactionnaire, c'est tout simplement pour exprimer les rêves de tous les mâles américains". (3) Sic et sans commentaires.

"L'Homo discus" de 1979 entre en flagrante contradiction avec les valeurs de la contre-culture de la fin des années 1960, et ce au grand plaisir des conservateurs et réactionnaires de tout acabit. Ce courant n'écoute que le langage de la rentabilité, du vedettariat, de l'individualisme, de la consommation stéréotypée, qui n'a d'original que tous ceux qui y participent ont l'impression d'avoir une personnalité propre malgré le fait qu'ils font tous à peu près les choses de façon similaire.

Tout cela part d'un rythme musical qui est entraînant, permet de s'évader des réalités ambiantes, de se voir le maître d'un petit monde anonyme, non contrôlé par le petit dieu, car il n'en est que la marionnette. Car "l'Homo discus" n'est là que pour se divertir. Alors il faut quelqu'un pour le divertir, autant le faire dans un sens qui ne permettra une remise en question de "l'équilibre social environnant".

A métro-dodo-boulot, on pourrait ajouter moto-phono-disco (4), car pour aller au disco, il faut un boulot qui permette cette aventure.

La boucle se referme de nouveau et pour plusieurs le paradis, c'est le disco, la "Fièvre du samedi soir", le dernier amant romantique, imiter John Travolta, Olivia Newton-John, ce sont les nouveaux Tarkan, Batman, Dick Tracy, le docteur Welby, qui ne demandent pas mieux que vivre dans une société sans problème, sans anicroche, sans différence.

Ainsi va la mode du disco qui ne cherche qu'au fond que produire des petits hommes qui iront se divertir après avoir bien fait leur petit travail bien sagement et, en retour, les exploités de la première heure offriront une saine et bien dirigée distraction.

Marcel Boulais

Aucun des discothécaires de la région que nous avons approchés n'aime le disco. Ils n'ont cependant pas le choix, soumis qu'ils sont à la politique du directeur de la programmation. C'est C.K.R.S. qui remporte de loin la palme avec 75% de la programmation consacrée au disco. Pour ce qui est de C.J.M.T. ou de C.F.G.T., on consacre certaines périodes de la journée à 30 ou 40% de disco. Pour le choix des disques, on se fie au palmarès américain et on porte une oreille attentive à ses concurrents. Comme il n'y a presque pas de production française de disco de qualité et qu'on est soumis aux normes du C.R.T.C., on n'ose guère diffuser plus de disco qu'on le fait présentement. Ouf! Les discothécaires aimeraient voir poindre quelque chose de nouveau à l'horizon mais ils n'ont guère d'espoir.

(1) Jack et Kathleen Villari, *La danse disco. Edition de l'homme, Montréal, 1978, p. 209.*

(2) *Idem*, p. 220.

(3) Nathalie Pérowski, *le Devoir*, 3 mars 1979.

(4) *Pris au hasard d'une conversation, Life, novembre 1978, Rolling Stone, mars 1979.*

# VILLE SAGUENAY 1984

PHOTOS: SERGE PAGÉ

SCÉNARIO ET TEXTES: JOCELYN PAGÉ



"Il était une fois, en 1984,  
une ville nommée  
Saguenay..."

"— Tous. Leur nerf est mort. Les autos, les cinémas, les avions leur sucent tout ce qui leur reste. Croyez-moi: chaque génération engendre une génération plus abâtardie,

avec des tubes de caoutchouc en guise de boyaux, et des jambes et des visages de fer-blanc. Un peuple de fer-blanc! C'est une sorte de bolchévisme qui est en train de

tuer tranquillement la chose humaine pour adorer la chose mécanique. L'argent, l'argent, l'argent! Tout le monde moderne n'a sentiment humain, et de hacher le vieil

Es-tu contente de venir passer une fin de semaine à la campagne?



Je ne m'attendais pas tout à fait à cela. Après avoir traversé le parc, je pensais bien trouver quelques cabanes en bois rond.



Le Québec, ce n'est pas uniquement Montréal. On avance nous autres aussi.

A dire vrai, je ne m'attendais pas tout à fait à ça.

Adam et la vieille Eve en chair à pâté. Ils sont tous les mêmes. Tout le monde fait la même chose: anéantir la réalité humaine — \$5 pour chaque prépuce, \$10 pour chaque

paire de couille! L'amour même n'est qu'une machine à baiser. C'est surtout la même chose. Donnez-leur de l'argent pour qu'ils coupent la queue au monde. Donnez-

leur de l'argent, de l'argent, de l'argent, pour enlever tout le nerf de l'humanité et ne laisser que petites machines trépidantes! (...)"

On a même des églises dans nos centres d'achats.



"Elle lui frotta doucement le ventre avec sa joue, et lui prit les couilles dans la main. Le pénis frémit doucement, mais ne se dressa pas. La pluie battait cruellement  
MAI 1979



C'est vrai que votre région est très dynamique, en pleine expansion. Pourtant, les gens ne s'ennuient pas un peu de la nature?

au-dehors. — Vivons pour autre chose. Que notre seul but ne soit pas de gagner de l'argent, ni pour nous-mêmes, ni pour qui que ce soit. Maintenant, nous y sommes



Ce serait surtout les vieux. Mais on les installe sur le bord des rivières ou, encore mieux, on entoure les maisons de vieux d'une belle pelouse bien entretenue.

forcés. Nous sommes forcés de gagner un peu d'argent pour nous et beaucoup pour les patrons. Renonçons-y. Nul besoin de rage et de folie. Peu à peu, abandonnons



Qu'est-ce que c'est?

C'est notre Piastre des Arts, typiquement régionale: on y joue du Mozart.



Le Lac-St-Jean, c'est par là?

Non, c'est par là.

toute la vie industrielle, et retournons en arrière. Contentez-vous de très peu d'argent; au fond, il vous en faut très peu. Prenez-en la ferme résolution, et vous

sortirez de ce désordre."

"— Je leur dirais: Regardez Joe! Regardez comme il va et vient, vif et alerte. Il

est superbe! Et regardez Jonas! Il est lourd, il est laid, parce qu'il ne s'aime jamais. Regardez-vous, regardez-vous donc vous-mêmes: une épaule plus haute que l'autre,



Voici un de nos beaux jardins publics. Avant, il n'y avait là qu'une forêt toute désordonnée.

Ça, c'est très joli. Ça me rappelle Montréal.



Ça, ça me le rappelle trop



vivants et beaux, et vous êtes laids et à moitié morts. Je leur dirais cela. Et j'obligerais les hommes à porter d'autres vêtements: peut-être des pantalons collants,

des jambes tordues, des pieds tout déformés! Qu'avez-vous fait, qu'êtes-vous devenus à tant travailler. Enlevez vos vêtements et regardez-vous. Vous devriez être

rouges, d'un rouge vif, et une petite veste blanche. Ah! si les hommes avaient de belles jambes rouges, cela seul les ferait changer en un mois. Ils redeviendraient des



Ceci n'est pas un commercial. Pas plus que les deux dernières images. Qu'est-ce que la ville change? Qu'est-ce que la ville change amène de différent? Si c'est du topless que vous voulez, changez de revue. La ville a-t-elle donné aux femmes et aux hommes d'autres choix que de se prostituer pour vivre? Le travail n'est forcément la santé!



Avant, ici, il y avait une petite plaine entourée d'arbres. L'été, elle était étourdie du chant des oiseaux des champs.



C'est maintenant un lieu culturel. On peut s'y oublier.

hommes, des hommes! Et les femmes pourraient s'habiller comme elles voudraient. Parce que si les hommes s'avançaient sur des jambes d'un rouge vif, avec des fesses

écarlates qu'on verrait sous une petite veste blanche, alors les femmes commenceraient à être des femmes. C'est parce que les hommes ne sont pas des hommes que les fem-

mes sont forcées d'être viriles. Et, ensuite, détruire Tavershall et bâtir quelques beaux bâtiments qui nous contiendraient tous! Et nettoyer le pays! Et ne pas avoir beaucoup



d'enfants, parce que le monde est surpeuplé. Mais je ne ferais pas des prêches aux hommes. Je les mettrais nus, simplement, et leur dirais: "Regardez-vous! Voilà ce que c'est que de travailler pour de l'argent. Et c'est pour de l'argent que vous avez travaillé jusqu'ici! Regardez Tavershall! C'est horrible!... C'est parce qu'il a été construit pendant que vous travailliez pour de l'argent. Regardez vos femmes! Elles ne tiennent pas plus à vous que vous ne tenez à elles. C'est parce que vous avez passé tout votre temps à travailler et à ne tenir qu'à l'argent. Vous ne pouvez ni parler, ni bouger, ni vivre; vous êtes incapables de vous tenir avec une femme. Vous n'êtes pas vivants. Regardez-vous!"

Extraits de "L'amant de Lady Chatterley", D.H. Lawrence, 1929.



Y a-t-il des gens qui désirent arrêter un tel développement?

Oui. On pense s'organiser pour la prochaine fusion. Ce sera une ville regroupant le Saguenay et le Lac-Saint-Jean et qui s'appellera Saglac.

## LA SOLUTION: UN RESEAU DE SALLES NATIONALISEES

PAR PIERRE DEMERS

Si le Québec, si toutes les régions du Québec pouvaient profiter d'un réseau de salles de cinéma nationalisées, on ne ferait plus de peine aux propriétaires de cinémas commerciaux qui veulent faire des sous avec "Grease" et "la fureur de vaincre de Bruce Lee".

Si l'on pouvait au moins compter sur un bon circuit d'environ une quinzaine de salles bien situées et bien équipées, le cinéma québécois (les longs et les courts métrages) aurait peut-être la chance de rejoindre SON PUBLIC, SON MONDE.

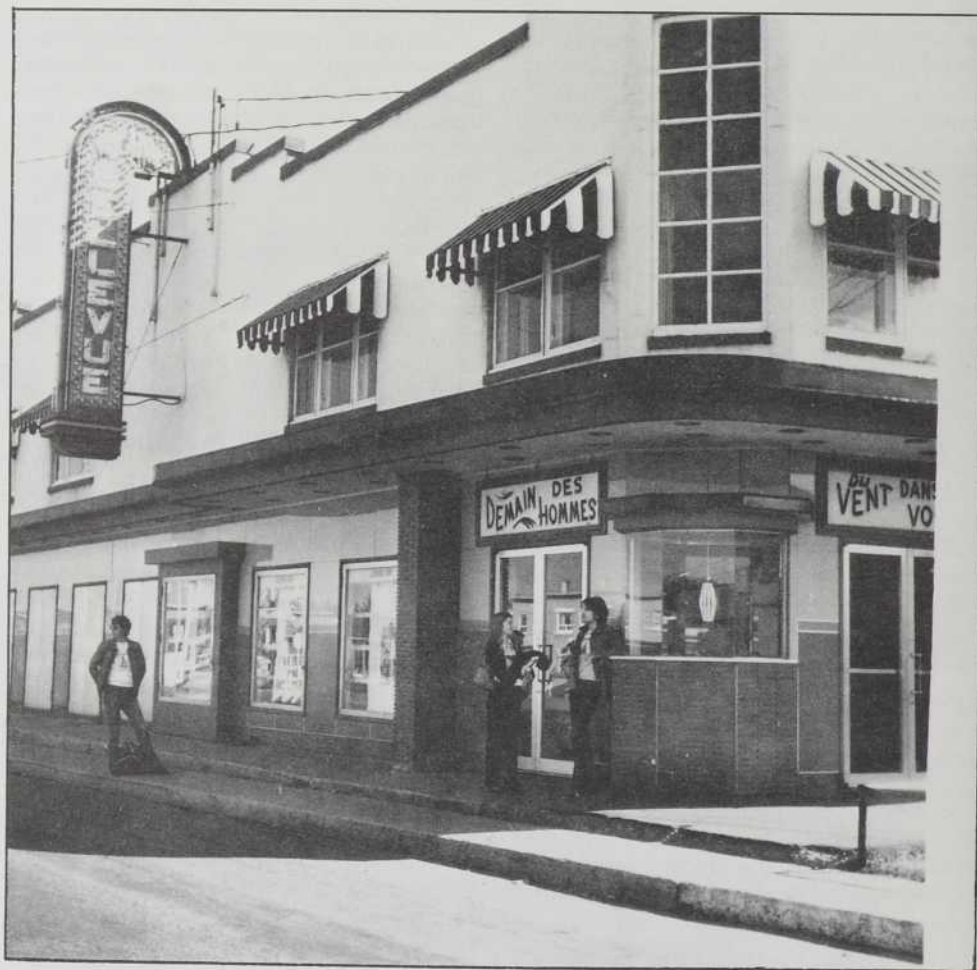
A court terme, la nouvelle loi du cinéma qui devrait sortir sous peu doit comporter une politique d'exploitation dans ce sens.

C'est une formule qui a de fortes chances de marcher si l'on se donne la peine d'y investir un peu d'argent et l'énergie de tous ceux qui se battent depuis des années pour que le cinéma québécois et le bon cinéma étranger invisible dans les salles commerciales sortent régulièrement dans un circuit structuré.

Les festivals de films, les semaines du cinéma québécois, les rétrospectives de cinémathèques, les journées du cinéma visent toujours les mêmes spectateurs initiés et gagnés à "la cause".

Un circuit de salles nationalisées offrirait d'abord à l'année longue une programmation de films québécois et de bons films qui circulent trop vite dans les salles commerciales.

Ces salles nationalisées pourraient devenir rapidement des lieux de rencontre de tous ceux qui croient qu'on peut aller voir des films qu'on a choisis pour d'autres critères que des critères publicitaires. Des salles comme celles-là existent à Montréal (Outremont, Ouimetoscope, la Cinémathèque québécoise) et à Québec (Cartier), mais hors de ces deux grands centres, il reste impossible de fréquenter de tels lieux de bonnes rencontres cinématographiques.



Pour que le cinéma québécois naisse... tout simplement.

On devrait faire en sorte qu'un tel circuit réponde à des besoins d'éducation et de formation cinématographiques. Les maisons d'enseignement pourraient utiliser ces salles gratuitement en les inscrivant dans une politique d'éducation permanente.

Je verrais bien un ministère comme celui de l'Éducation prendre en charge l'administration générale de telles salles de cinéma pour bien indiquer à quel point le projet en question se distingue du marché commercial habituel.

Ces salles nationalisées auraient à former de nouveaux publics de cinéma, des publics de jeunes et de spectateurs plus âgés qui n'iraient pas dans une salle voir des films uniquement pour se défouler ou pour faire le plein d'images érotiques.

Il reste à faire la preuve qu'un tel circuit de salles "spécialisées" puisse être rentable autant sur le plan culturel qu'économique. Un beau défi à relever pour ceux qui veulent que le cinéma québécois survive... ou naisse tout simplement.

## UNE AUTOROUTE POUR ALLER AUX CENTRES D'ACHATS

Jacques Hamel

Il est fermement établi que la croissance horizontale des villes canadiennes et québécoises en particulier, ne va pas de pair avec l'évolution quantitative de leurs populations. Le taux annuel moyen de conversion de terres rurales (périphériques) en terres urbaines fut égal à 172 acres pour chaque accroissement de 1000 personnes dans les villes, pour la période 1966-1971 et pour l'ensemble du Canada. Des terres rurales urbanisées, 76% étaient consacrées à l'agriculture. Pour la même période, et d'après les sources (1), le taux le plus élevé pour les zones urbaines correspondait à l'agglomération Chicoutimi-Jonquière et était de 14,211 acres par accroissement de 1000 habitants, c'est-à-dire, presque 83 fois plus que la norme canadienne. Une équipe différente de chercheurs, pour une période elle aussi différente (1966-1977), a calculé un taux annuel moyen d'urbanisation de 0.96 acres (4.818 pieds carrés) par nouvelle personne dans la conurbation Chicoutimi-Jonquière-La Baie (2). Même si ces derniers chiffres ne sont pas si spectaculaires que les précédents, il reste néanmoins le fait indéniable d'une urbanisation incontrôlée des terres rurales du Haut-Saguenay, avec tout ce que cela implique en termes de spéculation foncière, crise des infrastructures de service et de déstructuration de l'agriculture. C'est une démonstration des plus choquantes de la tendance à l'étalement du tissu urbain, "en saute-mouton", telle que dénoncée par J. Racine dans le cas de Montréal (3) et qui remet en cause les notions classiques de l'aménagement physique des villes à la lumière d'une plus forte considération des problèmes liés à la propriété du sol et au libre jeu de la plus-value appliqués à l'espace urbain.

### LE CLIENT SOUHAITE DES CENTRES D'ACHAT: UN AUTOMOBILISTE

L'implantation (voire la dépendance) pour l'automobiliste fait partie des faits de base de ce processus de consommation de l'espace périurbain (4). M. Coquery signale (5), à propos de la France, mais avec une évidente possibilité d'extrapolation au cas canadien, que les nouveaux aspects de la fonction commerciale reposent bien sur une conception qui fait d'abord du client potentiel un automobiliste. La création, à partir de la fin des années 60, des centres commerciaux à Chicoutimi (sur le boulevard Talbot, à quelques 2 kilomètres du noyau commercial traditionnel de la ville) ou à Jonquière

(dans une position également excentrique par rapport à la surface urbaine, comme c'est notamment le cas de Mail 170), démontrent la pertinence et la validité de l'affirmation de Coquery. Et les centres commerciaux ne sont pas isolés dans les espaces choisis pour leur réalisation; bien au contraire, autour d'eux et en fonction d'eux, tout un système de voies d'accès, de maisons et de grands bâtiments publics commence à se développer. On s'assure, par ce fait, un surplus de marché immédiat et régulier de consommation.

### L'AUTOROUTE ALMA-LA BAIÉ: QUI S'INTERESSE?

Tel qu'on l'a déjà indiqué, l'automobile est devenue un instrument précieux pour garantir un courant constant d'acheteurs, toute amélioration du réseau routier destinée à faciliter l'arrivée de tels acheteurs motorisés étant alors bienvenue ou, encore mieux, encouragée, stimulée et provoquée. Dans ce cadre, on peut bien comprendre l'attention portée par certains groupes à des projets tels que celui de l'autoroute Alma-La Baie qui, de toute évidence, servira moins les besoins immédiats de l'ALCAN et de sa nouvelle usine à La Baie que les desseins des gros propriétaires du Mail 170, de Place du Royaume ou de Place du Saguenay (\*). La localisation d'un échangeur prévu au sud-est de Jonquière permet, comme par hasard, une déviation facile du trafic automobile vers et depuis le Mail 170 et le futur Centre des Congrès qui le cotoie. A Chicoutimi, l'autoroute fait carrément un détour vers le coeur de la ville et approche le même trafic automobile des centres commerciaux déjà mentionnés.

Mais la relation automobile-centre commerciaux joue aussi en sens inverse. Plus éloignés sont les centres commerciaux, plus nécessaire devient l'automobile. On a ainsi le droit de se demander si les fabricants et les vendeurs d'automobiles sont vraiment étrangers à cette politique d'incitation à la localisation périphérique des équipements commerciaux de grande taille. En fait, tout ce qui apparaît le plus évident dans ce schéma d'analyse, c'est la possibilité de discerner la liaison et la convergence des intérêts de quelques importants groupes socio-économiques de pression (grands propriétaires des centres commerciaux, industriels de l'automobile, compagnies pétrolières) et des responsables politico-administratifs des pays, provinces, régions et-ou municipalités. La nouvelle catégorie d'acteurs qui émerge est en train de modifier sensiblement la nature et la forme des rapports entre le pouvoirs publics et le secteur privé: par ce biais, le processus de consommation (et gaspillage) de l'espace se confond avec celui de la privation et de la mercantilisa-

tion du même espace (6). Face à cette constatation, la question finale renvoie au caractère apparemment inépuisable des territoires canadiens et québécois: est-il possible de permettre l'occupation et la stérilisation des terres productives existant autour des villes sous prétexte de leur "modernisation" via l'urbanisation et l'étendue généreuse des espaces ruraux? En fait, les terres ne se modernisent pas nécessairement grâce à l'implantation urbaine; d'autre part, les sols ruraux à vocation agricole ne sont pas tellement généreux au Canada et, particulièrement, au Québec. Mieux vaudra, par conséquent, regarder d'un peu plus près des initiatives comme celle de la nouvelle autoroute intrarégionale, qui se maquillent en projets d'intérêt collectif quand, en vérité, elles profitent d'abord aux élites privilégiées de tousjours.

(\*) D'après les données de G. Côté citées dans le rapport de R. Leblond, le contrôle autochtone sur le tertiaire privé s'affaiblit progressivement. Au mois de mai 1978 l'examen des propriétaires des centres commerciaux du Haut-Saguenay (Chicoutimi et Jonquière, en particulier) montrait le grand avantage général des compagnies extérieures à la région par rapport aux propriétaires locaux en ce qui concernait le contrôle desdits centres. Les capitaux majoritaires dans l'ensemble provenaient de Montréal, de l'Ontario et même... du Liechtenstein.

(1) D.M. Gierman, *Urbanisation des terres rurales*, Publication hors-série n° 16, Pêche et environnement Canada, Direction générale des terres, 1977.

(2) R. Leblond, *Schéma d'aménagement du Haut-Saguenay. Dynamique de l'utilisation du sol (1966-1977)*, 1978.

(3) J. Racine, *Centre-ville et banlieues métropolitaines. Perspectives d'une géographie volontaire du grand Montréal, Développement et aménagement du territoire*, Federal Publications Service, 1977.

(4) P.-H. Derycke, *Note sur la consommation d'espace associée à la croissance urbaine*, *L'espace géographique* n° 3, 1974: 161-168.

(5) M. Coquery, *Espaces à prendre, espaces à vendre. Incidences de la mutation de l'appareil commercial sur quelques pratiques urbaines*, *Herodote* n° 10, 1978: 133-150.

(6) M. Coquery, *op. cit.*

## JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'AVORTEMENT

DISCOURS PRONONCE LE 31 MARS

*Nous avons choisi de publier le texte du 31 mars, journée internationale pour l'avortement. Ce texte, peu de gens ont eu l'occasion de le lire et nous considérons important de diffuser cette information.*

Nous manifestons aujourd'hui solidaires avec les femmes du monde entier en lutte pour le contrôle de leur corps. Dans 37 pays, 340 groupes participent à la Campagne internationale pour le droit à l'avortement.

Nous manifestons parce que ni ici ni ailleurs les femmes n'ont le contrôle de leurs maternités et de leur corps. Quand nous faisons des gains, ils sont menacés par la droite, par les gouvernements, par les multinationales pharmaceutiques et par les médecins.

Quand on entend parler de l'avortement, c'est sous la forme d'un débat abstrait et moral, dans la bouche des théologiens ou des groupes réactionnaires comme le Front commun pour le respect de la vie. Ou sous la forme d'une variable scientifique, dans la bouche des démographes. Ce que vivent les femmes n'a rien à voir avec ce jargon qui ne sert qu'à masquer l'enjeu véritable que représente le corps des femmes. Contrôler nos corps, c'est une façon, pour le pouvoir, de contrôler nos vies. C'est décider si nous travaillerons ou non, c'est décider combien de petits travailleurs, de petits soldats et de petits Québécois nous ferons. C'est nous maintenir l'échine courbée devant le destin de nos ventres. C'est développer en nous un esprit de fatalisme et d'abnégation. Mais qui sont-ils pour parler?

Combien d'évêques auront besoin d'un avortement cette année?

Ce n'est pas de leur ventre, ni de leur vie qu'ils parlent, ceux qui nous font la morale ou qui nous parlent du salut de la Nation. Ils nous parlent des intérêts reliés à leur propre pouvoir: la famille, unité de consommation et de reproduction, l'ordre social, leur ordre social, la femme au foyer: sois belle, soit bonne, sois mère et tais-toi!

Le contrôle de notre corps est un enjeu.

Le contrôle de notre corps est politique.

Dans le monde entier, le contrôle de nos corps est entre les mains des Etats, du clergé et de tous ceux qui peuvent en tirer profit.

Les conditions dans lesquelles nous vivons notre sexualité font l'objet de négociations et de tractations qui se font au-dessus de nos têtes, au gré de la conjoncture économique et politique propre à chaque pays.

La stérilisation forcée des femmes du tiers monde et les restrictions entourant l'avortement dans les pays soi-disant avancés sont les deux visages d'un même pouvoir.

Même dans les pays les plus libéraux où la loi permet l'avortement sur demande, comme les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Danemark et la Suède, des restrictions dans l'application de ces lois font que l'avortement n'est pas accessible pour la majorité des femmes.

Aux Etats-Unis, les femmes avaient obtenu une victoire légale en 73 quand la cour suprême déclara l'avortement "affaire privée" entre la cliente et son médecin dans les trois premiers mois de la grossesse. Ce jugement avait eu pour effet d'abolir toutes les lois du pays qui interdisaient l'avortement et de créer une situation plus libérale. Mais la droite n'a pas désarmé. Dans l'impossibilité de renverser directement la décision de la Cour suprême, elle a pris les moyens nécessaires pour en limiter la portée. Un amendement a d'abord ouvert la porte à la possibilité d'éliminer la gratuité de l'avortement pour les femmes bénéficiant de l'aide sociale.

Un autre amendement sera peut-être voté qui a pour but d'empêcher la diffusion d'information sur l'avortement par la voie du courrier. Les journaux féministes pourraient donc être frappés d'interdiction.

Pour renvoyer les femmes au foyer et à la famille malgré les lois, la droite sait comment s'y prendre. La lutte contre l'avortement est devenue son cheval de bataille.

Dans les autres pays, l'avortement est tout simplement interdit, ou bien il n'est permis que dans des cas très restreints. Au Chili, en Nouvelle-Zélande, en Israël, dans les Emirats arabes unis, on ne reconnaît aux femmes le droit d'avorter que quand leur santé est en danger extrême. En Israël, même le viol n'est pas une raison suffisante pour avorter.

En Hollande, en Suisse, en Belgique et en Allemagne fédérale, l'avortement est illégal mais il est toléré. Là, ce sont les médecins qui s'en mettent plein les poches.

En Europe de l'est, l'Etat considère l'avortement comme un droit, mais un droit subordonné à la planification étatique de la main-d'oeuvre.

En Chine, les femmes ne peuvent obtenir l'avortement sur demande. Des moyens efficaces de contraception ont été développés. Mais ils ne sont accessibles qu'aux femmes mariées et il est presque impossible d'avoir plus de deux enfants. Là encore, le corps des femmes est soumis à la raison d'Etat.

Dans les pays du tiers monde, la stérilisation forcée est une arme sélective utilisée contre des groupes ou des peuples défavorisés et dominés afin de limiter leur croissance.

En Amérique latine, les femmes sont stérilisées à leur insu parce que les Américains, par le biais des organismes internationaux, ont décidé de la politique de natalité de ce continent. Quand on ne stérilise pas les femmes du tiers monde, on leur injecte des produits contraceptifs comme le depro-provera, interdit dans les pays industrialisés parce qu'il comporte de nombreux risques pour la santé des femmes et des enfants éventuels. Ce produit a aussi de nombreux effets secondaires, il peut provoquer la perte de désir sexuel et la diminution de la jouissance. Cette méthode de contraception a pour but avoué, au Chili, de réduire le nombre de pauvres. Elle est appliquée par l'Association chrétienne pour la protection de la famille.

Partout dans le monde, les politiques de recherche, d'information et de distribution des contraceptifs sont dictées par les intérêts économiques des multinationales pharmaceutiques et non pas en fonction des intérêts des femmes qui les utilisent.

VIEUX MACHO,  
OCCUPE-TOI DE  
TES FESSES!



On favorise les moyens chimiques plutôt que les moyens mécaniques parce qu'ils rapportent plus et maintiennent les femmes dans une plus grande dépendance par rapport aux médecins. Dans le tiers monde, on utilise les femmes comme cobayes pour tester les nouveaux produits et on leur donne en retour les pilules retirées du marché dans les pays développés. Le dumping pharmaceutique, ça s'applique aussi aux contraceptifs.

Au Québec comme ailleurs, les femmes n'ont pas le pouvoir de contrôler leurs maternités.

La contraception des géants pharmaceutiques, nocive ou inefficace, retient de moins en moins la confiance des femmes. Depuis 1971, de plus en plus de femmes recourent aux moyens radicaux que sont la stérilisation et l'avortement. Les taux d'utilisation de la pilule et du stérilet plafonnent. La stérilisation n'est pas accessible sur demande pour les femmes en âge de procréer, mais on enlève par contre trop facilement l'utérus des femmes de 40 ans.

Finalement, l'avortement figure comme un acte médical d'exception.

Ici aussi, l'Eglise pèse plus lourd que les femmes et l'Etat est encore loin d'avoir un préjugé favorable aux femmes. Après avoir dit non à l'avortement au congrès du P.Q. de mai 77, c'est au Cardinal Roy que Lévesque s'est empressé de répondre et non aux femmes. Et quand le gouvernement québécois décide de mettre sur pied des cliniques de planification familiale, il respecte la loi fédérale qui soumet les femmes aux jugements des comités thérapeutiques même si ces cliniques ne répondent pas aux besoins des femmes. Lazure se heurte aux administrations hospitalières, aux médecins et aux forces de droite.

On veut que nous fassions des enfants, mais à peu de frais. L'Ordonnance du congé de maternité est une déception et on attend toujours le réseau de garderies promis.

Entre un gouvernement qui veut réaménager la maternité sous sa tutelle et un clergé qui prétend respecter la vie pour mieux la contrôler, les femmes ont peu de place.

Le contrôle de notre corps ne nous sera pas donné. Nous avons une lutte à mener pour reprendre le contrôle de nos maternités, de nos vies et de notre sexualité. Et cette lutte doit être menée à tous les niveaux où s'exerce le contrôle sur nos corps: dans la recherche scientifique, dans la pratique médicale, dans les services de santé et d'information sexuelle.

Une loi libéralisant l'avortement, ça ne suffira pas. Changer une loi sans que nous puissions en contrôler l'application, ce n'est pas assez. Le recours massif des médecins à la clause de conscience en Italie l'a bien montré. Il a rendu complètement inopérante la loi fraîchement votée. Il a fallu que des femmes occupent l'aile d'un hôpital de Rome en juin dernier pour que des avortements soient enfin pratiqués. C'est pour cette raison que la Coordination nationale lutte pour l'existence d'un réseau de services d'avortement et de contraception contrôlé par les usagers et le personnel qui y travaille.

La lutte pour le contrôle de notre corps est centrale pour nous, les femmes. Il s'agit de bien plus que de conquérir des droits éparpillés: ceux qui nous font obstacle l'ont compris.

Ce n'est pas une hypothétique baisse de la natalité due à l'avortement qui fait peur à l'Etat. Ce n'est pas l'éventualité de perdre des âmes qui fait peur à l'Eglise. Ce n'est pas l'avortement comme tel ou les foetus dans le formol qui font peur aux détenteurs du pouvoir; c'est la lutte des femmes. C'est la lutte des femmes, parce qu'elle remet en question la famille, l'ordre établi et aussi la nature du travail auquel on relègue les femmes au nom de la féminité.

Plus nous contrôlerons nos vies, moins ils pourront faire de nous des travailleuses bénévoles qui feront les frais de leurs profits et de leur pouvoir.

Ce n'est pas la première fois que nous nous insurgons, individuellement ou collectivement, contre la répression. Ce n'est pas aujourd'hui que nous allons nous laisser faire.

Nous ne reculerons pas devant la Droite.

Nous ne reculerons pas devant le pouvoir.

**COORDINATION NATIONALE POUR  
L'AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT**  
4800 Henri-Julien, Montréal  
Tél.: 844-0587

# Auditorium d'Alma

MARDI 1er MAI 20h30

Les grands explorateurs,  
les volcans sacrés d'Asie



SAMEDI, 12 MAI 20h30

En première,  
l'orchestre symphonique  
du Saguenay-lacSt-Jean

MERCREDI, 16 MAI 20h30  
ET JEUDI LE 17 MAI 21h30

Dominique Michel, "Showtime"



informations: 662-4161

# EN REMUANT LE SABLE DANS MA COUR

MONIQUE MAJOR

Liliane Goulet - Pauline Lévesque - Denise Neveu - Louise Neveu

EN REMUANT  
LE SABLE  
DANS MA COUR

Une invitation au souvenir, un arrêt furtif pour regarder derrière l'épaule. Juste pour se rappeler que nous sommes faits de mille et une petites anecdotes. Mille et une petites choses qui ont su, au fil des ans, laisser des traces d'angoisse mais aussi de plaisir.

Un voyage au creux de la petite enfance où la mémoire, tout à coup se met à jongler avec de vives émotions, fait resurgir de lointaines inquiétudes et réveille doucement, sur la pointe des pieds, les grands animaux qui peuplaient nos sept ans.

"En remuant le sable dans ma cour" est le témoin attentif de quatre enfances au féminin. Elles sont âgées entre trente et trente-cinq ans, elles parlent du temps où elles étaient occupées à être enfants. Elles invoquent les moments simples, le train-train quotidien du temps de la tag, d'la cachette et du qu'est-ce qui l'a c'est Marie Stella. Le temps des plaisirs ordinaires qui, au moindre prétexte se dilataient pour éclater en mille couleurs: le don du fantastique. "Je suis au Forum. J'assiste au Ice Capaces. Si loin de la rue Hector, je me sens au bout du monde. Je suis la reine au milieu des vedettes. C'est le temps de Pâques. Nous allons voir Roger à Ottawa. Nous dînons au restaurant. C'est la première fois de ma vie. Assise entre Fernande et Guy, je mange un "hot chicken". Je suis contente. (...)".

"Nous arrive-t-il encore de manger des trous de beignes, de vérifier si la lune nous suit toujours, de dessiner à même la buée des vitres, de ramasser des gouttes de pluie, de faire des châteaux de cartes,

de sucer un glaçon de neige, d'écrire sur le sable frais, de cueillir des pissenlits en courant après notre ombre".

Mais si l'enfance a ses bons moments c'est aussi le temps de la soumission aux grands, ceux de la famille, de l'école et de l'église. En remuant le sable de ma cour on est bien forcé d'y trouver aussi des mauvais souvenirs; l'humiliation, les punitions à l'école devant les autres, le ricanelement des élèves, les menstruations, les culottes tachées, les farces "plattes" et pleurer de rage. "Ah la toute puissance des grands. Avec leurs lois figées, leurs prescriptions immuables, leur complexité accablante, leur guet inlassable. Leur amour - car ils nous aimaient - autorisait ces violences. Petites violences entassées comme autant de graffignures au milieu du coeur. Ne plus être soi, devenir tel qu'ils nous voulaient. Autant se soumettre aux normes, s'y annuler". D'anecdote en anecdote on se laisse prendre à ce jeu de mémoire et je me suis surprise à faire rejaillir de mes souvenirs le visage bouffi de la Soeur Eudoxie! Se rappeler du jansénisme catholique, ses vertus et sa piété austères. Des vieilles odeurs d'encens qui se cachaient au fond des narines. La crainte, la très grande crainte du péché. Se rappeler le temps où trente fillettes, la tête sur le pupitre, enfouie dans le creux des bras croisés, qui s'appliquaient à dénicher les erreurs commises durant la semaine. Du temps où faute d'en trouver il y avait toujours une vigilante Soeur Eudoxie pour nous en suggérer une couple. "Une fois l'examen de conscience réussi, on fait la queue au confessionnal. Les crampes au ventre, les mottions dans la



## EN REMUANT LE SABLE DANS LA COUR

De Liliane Goulet, Pauline Lévesque, Denise Neveu et Louise Neveu. Edition "Nouvelle optique".

gorge, les mains moites, le coeur en compte, on est prête pour le grand lavement. Le prêtre arrive, baise son étole, allume sa lumière, ouvre son carreau. (...) Bénissez-nous mon père parce que j'ai péché (...), mon père je m'accuse d'avoir oublié ma prière du matin, d'avoir passé la balayeuse le dimanche, d'avoir désobéi à mes parents, d'avoir ri pendant la messe, d'avoir fait la folle sur la rue, d'avoir été un peu gourmande".

"En remuant le sable dans ma cour", c'est quatre femmes qui nous invitent simplement à revivre notre petite enfance à travers la leur. Un livre pour... comment dire... la génération de la messe en latin! Un p'tit vécu qui résonne encore dans l'fond d'nos têtes.



## LES LECONS DE LA TELE ANGLAISE

PAR PIERRE DEMERS

Je ne suis pas câblé. Je ne prends pas les chaînes américaines. Par contre, sur une bande UFH, on peut prendre ici, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, le réseau anglais de télé de Radio-Canada.

Ce réseau m'étonne par la qualité de sa programmation d'information.

Le petit Simard en anglais me laisse assez indifférent. Les romans-savon de début d'après-midi et de fin de soirée sont aussi limités que les télé-romans francophones de Radio-Canada et de Télé-Métropole.

Mais les émissions d'affaires publiques, les magazines variés sur tous les sujets et les reportages animés par les "vedettes" (P. Watson et compagnie) de la télé canadienne-anglaise sont plus professionnels que tout ce qu'on peut voir sur le réseau français. Les émissions "spéciales", les films "en primeur" fournis souvent par le NFB (Office National du Film) contribuent à consolider cette réputation professionnelle de cette télé.

Il y a quelques mois, on y a présenté un document sur les jumelles Dionne tout à fait remarquable. Des documents très bien fouillés sont programmés les dimanches

soirs et à différents moments de la semaine. De plus, les bulletins d'information de ce réseau semblent mieux faits, plus télévisuels (nombreuses séquences filmées, distance humoristique de certains reporters, point de vue fréquent de l'homme de la rue) que partout ailleurs.

Ca change des téléjournaux "officiels" de Radio-Canada et des diaporamas montréalais de Télé-métropole. Les journalistes et les animateurs (sans oublier des femmes plus nombreuses à ce réseau qu'ailleurs aussi) maîtrisent mieux leur métier. C'est évident et le téléspectateur le moins averti s'en rend compte tout de suite.

Même les "talk-shows" passent mieux sur ce réseau anglophone.

Quand les francophones de la Maison d'Etat veulent innover, ils s'inspirent des formules de ce réseau. Par exemple, l'idée des manchettes du télé-journal de fin de soirée vient tout droit des anglophones qui l'utilisent depuis quelques années. Décidément, on ne fait pas le poids. C'est triste à dire mais c'est la vérité.

Un autre secteur où les anglophones marquent des points: les affaires internationales. Régulièrement, une équipe du

réseau anglais de Radio-Canada produit un reportage de fort calibre sur une question de l'heure dans le domaine. Je me souviens d'un document bien fouillé sur l'affaire Aldo Moro. On y avait inséré de nombreux films d'archives. Une formule parmi tant d'autres que pratiquent très rarement les magazines français de Radio-Canada.

Il y a bien sûr les petits préjugés envers les Québécois "indépendantistes" que cultive cette télé radio-canadienne de langue anglaise. Mais une fois bien averti, on finit par comprendre un peu mieux les allusions qui sont celles de la minorité anglophone montréalaise unilingue.

Mais sur le strict plan professionnel, les réalisateurs, les journalistes, les "vedettes" de l'information de Radio-Canada auraient pas mal de leçons à tirer des méthodes de travail de leurs confrères anglophones. Ils font de la bonne télévision, bien visuel, sans être trop spectaculaire comme celle des Américains. Mais là, je ne peux pas me prononcer honnêtement, je ne suis pas "câblé". Mais, par contre, sur la bande UHF, on profite du réseau anglais de Radio-Canada qui fait rougir de honte professionnelle son petit frère québécois.

**Chez-nous, y a du soleil...**

MUSIQUE CONTINUELLE

BILLARD

Grosse bière: \$1.25

Ouvert de 13h à 3h



PUB



LE P'TIT  
QUEBEC

151 Saint-Dominique, Jonquière

# chronique bédologique

DE L'INEFFABLE PROFESSEUR BENOÎT DECALCAU

## Marcel Poulin, dit "Marlin" (fiche technique)

- NOM: Marcel Poulin.
- NAISSANCE: en 1945 à Saint-Jean-Eudes d'Arvida (avant la grande et riche ville de Jonquière).
- Dès le primaire, se découvre des talents pour le dessin, étonne ses petits camarades (comme Rocky) en caricaturant la binette de ses profs plus laids que les autres.
- 1963: poursuit des études en dessin industriel un peu partout, dans divers collèges du Québec.
- Travaille par la suite, 5 ans durant, comme dessinateur industriel dans diverses régions de la belle province.
- 1970: finit par se retrouver de nouveau à Saint-Jean-Eudes d'Arvida.
- Mai 1971: le glissement de terrain de Saint-Jean-Vianney. Marcel Poulin se met soudainement à dessiner des bandes dessinées juste pour "s'amuser". Son talent pour cette forme d'expression a sans doute été ébranlé par le glissement de terrain de l'autre côté du Saguenay.
- Il peint aussi des toiles à l'huile que l'on peut qualifier "d'alimentaires". Pour boucler ses fins de semaine, il peint ces toiles très accessibles qu'il vend lui-même, sur le coin des rues...
- 1973: lance et anime avec deux dessinateurs d'Arvida la seule revue de bandes dessinées régionale: "Tomahac" (le journal boucannant d'humour). La revue en question vivra 3 numéros (véritables pièces de collection... aujourd'hui). Elle est imprimée à l'imprimerie du "Progrès du Saguenay". Pour payer leurs dettes, une fois le troisième numéro paru, les dessinateurs de "Tomahac" fournissent gratuitement à "Progrès-Dimanche" des petits jeux et dessins, pendant une année.

- 1975: Marcel Poulin se recycle (la bande dessinée ne faisant jamais vivre son homme au Québec) et ouvre un "pet shop" dans un centre commercial de Chicoutimi.
- 1978: participe au projet avorté de revue d'humour régional, "Le pétard à mèche" avec quelques autres dessinateurs de la région.

- 1979: accorde une entrevue "exclusive" (par téléphone) à "Focus" et fournit deux planches inédites pour le numéro sur "la ville".

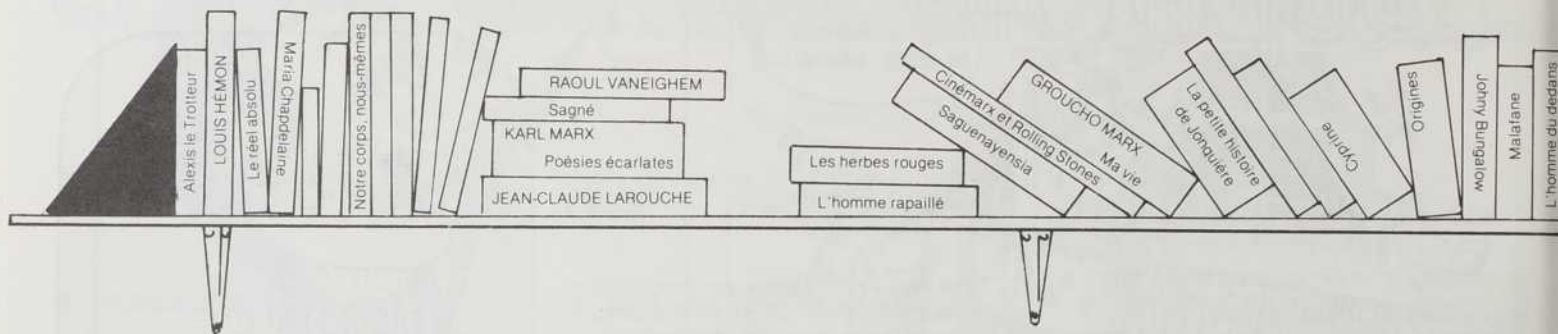
Merci "Marlin" de ta collaboration.

N.B. Qualité de "Marlin": dessine presque aussi vite que tire Lucky Luke.

PROPOS RECUEILLIS  
PAR PIERRE DEMERS







# Livres, bouquins, paroles d'ici et d'ailleurs...



**150 ANS DE LUTTE-HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER AU QUÉBEC (1825-1976), écrit en collaboration et rédigé par Louis Fournier, une co-édition CSN-CEQ, 235 pages, 1979 (disponible au Centre de documentation de la ceq, 2336 chemin Sainte-Foy, Québec, G1V 4E5, \$5.00).**

Quelques spécialistes de l'histoire ouvrière québécoise ont contribué à la recherche et à la réalisation de cette chronique détaillée des luttes des travailleurs d'ici. Pour une fois, on raconte les événements économiques, politiques, sociaux, culturels du point de vue des gagne-petit, de ceux qui vendent leur force de travail aux propriétaires des boutiques, des usines, des industries, de tous les lieux de travail.

Voici les grands chapitres de cette histoire des mouvements ouvriers québécois: le 19<sup>ème</sup> siècle (l'économie québécoise, la scène politique, la condition ouvrière, le mouvement syndical, les lois du travail, l'action

politique ouvrière), de 1900 à la grande crise de 1930, de la crise de 1930 à la fin de la deuxième guerre de 1945, les années 1945-60 — la Grande noirceur, les années 1960-66 — la Révolution tranquille, les années 1966-70 — début de rupture, les années 1970 — la nouvelle crise, et conclusion générale. Une chronologie minutieuse et une bibliographie de base complètent cette histoire très claire des travailleurs et de leurs organismes d'ici. Un document précieux et illustré efficacement. Un nouveau manuel d'histoire qu'on devrait rendre obligatoire dans toutes nos écoles pour mieux rétablir les faits historiques du pays.

P.D.



**PROTÉE, numéro art-séries, arts/lettres/sciences humaines, UQAC, \$3.00 (930 Jacques-Cartier, Chicoutimi, G7H 2B1)**

Lors de la seconde exposition annuelle des professeurs du Module des arts du département des arts et lettres de l'UQAC, tenue du 29 mars au 11 avril 1979, on a publié un numéro spécial de la revue "Protée" sur l'événement.

La publication a servi d'abord de document d'accompagnement à l'exposition. Chaque prof qui a participé à cette expo y a justifié son travail, fourni une lecture personnelle de sa démarche. C'est déjà là une bonne source intéressante d'information pour mieux comprendre et mesurer la portée des oeuvres (toiles, photos, sculptures, tapisseries) présentes au Pavillon des arts de l'université.

Mais en plus, ce numéro de "Protée" (mis en page d'une façon plus attirante par Richard Langevin) a été utilisé comme lieu de rencontres, de discussions, de justifications et de critiques des enseignants en arts de cette institution universitaire régionale.

Des textes de rappel historique, pédagogique et académique se succèdent. Ceux qui semblent plus utiles et nécessaires sont nul doute les analyses de Jean-Paul Vincent ("le Saguenéen et les arts au Saguenay"), de Richard Martel ("à partir d'une expérience d'enseignement sur l'art") et de Guy Durant ("moule et parade") qui tous, à leur manière et dans leur propre direction, déterminent et discutent du sens de la pratique artistique ici au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

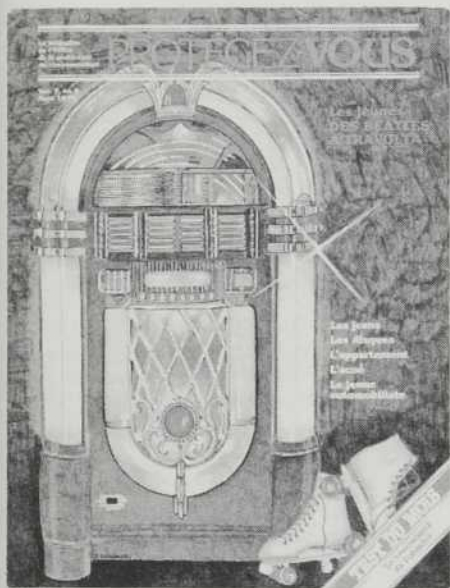
Voici des références qui pourront nous servir à mettre en place une prochaine lecture du rôle des artistes et des "arts" dans une région québécoise nord-américaine parmi quelques autres.

Ces trois profs se sont appliqués à poser ces questions fondamentales à leurs étudiants dans des cours particuliers et il semble qu'ils aient réussi à cerner une problématique trop longtemps négligée ici. Ils fixent dans ces trois textes des points de repère à une analyse systématique de nos arts.

Un "Protée" art-série à consulter et que les artistes, les critiques d'art (et les proprios de galeries), les profs en beaux-arts et les animateurs culturels devraient "méditer", entre deux vernissages régionaux...

P.D.

Focus 1977  
Focus 1978  
Focus 1979  
Focus 1980  
Focus 1981  
Focus 1982  
Focus 1983  
Focus 1984



**PROTÉGEZ-VOUS**, le magazine de l'Office de la protection du consommateur, vol. 7 n° 3, mars 1979, disponible gratuitement au bureau de l'Office sur la rue Saint-Dominique ("les jeunes des Beatles à Travolta").

De toutes les revues gouvernementales que je fréquente régulièrement, "Protégez-vous" de l'Office de la protection du consommateur est la plus captivante. Sa présentation visuelle est impeccable. Le contenu tient compte régulièrement des caprices en cours de "notre société de consommation". Et parfois, on sort un numéro thématique encore plus réussi comme celui de mars 79 sur des sujets concernant les jeunes consommateurs: les jeans, les disques, l'appartement, l'acné, le jeune automobiliste et le traitement de l'obésité ("test du mois" autant pour les jeunes que pour les adultes).

Les collaborateurs de ce magazine viennent de divers milieux comme le journalisme (1), les associations coopératives, l'économique, le juridique et le commercial. Ils réussissent à bien vulgariser des questions de consommation et à fournir aux lecteurs de "Protégez-vous" des moyens pour mieux se débrouiller dans une société de caisses enregistreuses, de cartes de crédit et de publicité tapageuse. Ce magazine rend bien service et il est fort bien fait. Sans doute le plus "professionnel" de tous les magazines gouvernementaux... avec quelques autres.

(1) Sans oublier l'ancienne gang des rédacteurs de "mainmise" et du "répertoire québécois des outils planétaires".

P.D.

**"LE CHILI D'ALLENDE"**, témoignages de la vie quotidienne, aux Editions coopératives Albert Saint-Martin, Montréal, 1978.

Tout semble dit sur le Chili, et pourtant on a parfois l'impression d'en connaître peu. Les exilés chiliens nous apportent un éclairage dans "Le Chili d'Allende", par la facilité qu'ils ont d'exprimer l'expérience qu'ils ont vécue, sous le régime de l'Unité populaire (1970-1973).

C'est d'abord le témoignage de la mère de famille, de l'enseignant, de l'infirmière, de l'ouvrier. Chacun raconte comment s'est manifestée, pour lui, l'expérience du peuple chilien vers le socialisme. Cela nous permet de sentir l'état d'esprit qui impulsait tout le mouvement populaire et ouvrier du Chili, à cette époque.

On fait un peu le tour du Chili, à un moment de confrontation aigüe entre le peuple et la bourgeoisie, entre le peuple et l'impérialisme. Les moments les plus durs du régime Allende, les grèves de 1972, nous sont expliqués par ceux-là même qui les ont subis et qui ont combattu, de façon peut-être naïve, cet assaut sauvage de l'impérialisme américain.

Ils ont dû quitter le Chili pour plusieurs raisons. Ils peuvent avoir refusé de participer à une grève organisée par la droite, comme celle des hôpitaux, et manifesté ainsi leur appui à l'Unité populaire. Ils peuvent avoir participé à l'organisation des JAP (Centres d'approvisionnement populaires), alors que la C.I.A. finançait les grèves du transport, et que la bourgeoisie créait une pénurie de biens essentiels en stockant la marchandise.

Une chose frappe: le peuple, engagé sur la voie révolutionnaire, a surestimé ses capacités. Confiant dans la "voie démocratique" établie par Allende, selon un modèle bourgeois, il a dû subir une répression féroce de la part du capital qui, lui, n'avait d'autre choix que de sortir "les bras".

"Le Chili d'Allende", un élément de plus pour une meilleure compréhension de la lutte du tiers monde contre l'impérialisme. L'exposé d'une expérience vécue sur la voie du socialisme.

B.L.

LIVRES  
DE POCHE

LIVRES DE  
BIBLIOTHEQUE

MANUELS  
SCOLAIRES

PAPETERIE

Etc...

LA  
LIBRAIRIE  
REGIONALE  
INC.

461 EST,  
RUE RACINE,  
PLACE  
DU SAGUENAY  
ET PLACE  
DU ROYAUME

CHICOUTIMI

## Mercredi, 2 mai

### Alma

CINÉ-TOURELLE présente "Argent de poche", un film de François Truffaut qui raconte avec humour la vie d'un enfant. (Jusqu'au 3 mai).

AUDITORIUM: Carrousel des métiers d'art. (Jusqu'au 6 mai)

### Jonquière

SALLE FRANÇOIS-BRASSARD: Les grands explorateurs présente "Les volcans sacrés d'Asie", à 20h30.

## Jeudi, 3 mai

### Roberval

AUDITORIUM FERNAND-BILO-DEAU présente le théâtre Mic Mac dans "On n'est pas sorti du bois" de Dominique Pascale. (Jusqu'au 6 mai)

## Vendredi, 4 mai

### Alma

AUDITORIUM D'ALMA: l'Harmonie du Collège d'Alma, 20h30.

### Chicoutimi

AUDITORIUM DUFOUR: Théatram "Kathakali", deuxième programme, à confirmer.

### Jonquière

GALERIE DE L'ARCHE: Exposition de Nicole Benoit. (Jusqu'au 21 mai)

## Samedi, 5 mai

### Jonquière

CENTRE CULTUREL: Troupe régionale "La rubrique" dans "Le temps de la boîte à lunch est passé", 21h. Entrée: 50c.

## Dimanche, 6 mai

### Alma

CINÉ-TOURELLE présente "Genesis", un film musical.

### Jonquière

GALERIE DE L'ARCHE: Groupe de musique ancienne, 20h30.

ÉGLISE SAINT-JACQUES: Chorale Saint-Jacques, 20h. Entrée: \$2.00.

CENTRE NATIONAL D'EXPOSITION: Inauguration officielle. Centre culturel et hall: Exposition des pièces du concours d'expression artistique. (Jusqu'au 10 mai)

## Lundi, 7 mai

### Alma

AUDITORIUM D'ALMA: Ouverture de la semaine des bénévoles. Harmonie du pavillon Wilbrod-Dufour et la chorale Aquilon.

COLLÈGE D'ALMA: Théatram, à confirmer.

## Mercredi, 9 mai

### Alma

AUDITORIUM D'ALMA: Harmonie du pavillon Wilbrod-Dufour et Harmonie de Toronto, 20h30.

## Jeudi, 10 mai

### Jonquière

CENTRE CULTUREL: Récital des chanteurs du Mont-Jacob, 20h. Gratuit.

## Vendredi, 11 mai

### Chicoutimi

MUSÉE DU SAGUENAY: Semaine du Musée (jusqu'au 18 mai) et exposition de groupes d'enfants du primaire dont le sujet sera "Le patrimoine et les musées" (jusqu'au 31 mai).

## Samedi, 12 mai

### Alma

AUDITORIUM D'ALMA: Orchestre symphonique du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

### Jonquière

CENTRE CULTUREL, Petite galerie: Exposition du Club de photo d'Arvida. (Jusqu'au 15 mai)

SALLE FRANÇOIS-BRASSARD: Spectacle de l'Académie de ballet de Chicoutimi, 20h. (Aussi le 13)

## Saint-Félicien

ÉGLISE DE SAINT-FÉLICIEN: Récital de la chorale Echo de la Fontaine.

## Dimanche, 13 mai

### Jonquière

CENTRE NATIONAL D'EXPOSITION: Exposition des pièces gagnantes du concours d'expression artistique.

CENTRE CULTUREL: Croque-misol, 11h.

## Mardi, 15 mai

### Alma

AUDITORIUM D'ALMA: Jazz Band du Collège d'Alma.

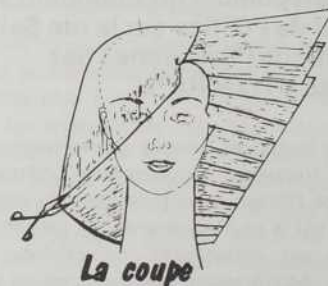
### Jonquière

CENTRE CULTUREL: Chorale "Choeur du Saguenay", 20h.

## Mercredi, 16 mai

### Alma

AUDITORIUM D'ALMA: Dominique Michel, 20h30. (Aussi le 17, 21h30)



**Bienvenue chez  
Benoit**

**547-2014**

**559 ST-DOMINIQUE - JONQUIERE**

### **Judi, 17 mai**

#### **Jonquière**

CENTRE CULTUREL: Exposition multi-disciplinaire: Robert Gervais, Nelson McClean, Jean-Marie Gagnon, Sylvette Gauthier. (Jusqu'au 3 juin)

### **Vendredi, 18 mai**

#### **Jonquière**

SALLE FRANÇOIS-BRASSARD: Spectacle Offensive Lion, Harmonie d'Ottawa, Harmonie du Saguenay.

#### **Roberval**

AUDITORIUM FERNAND-BILO-DEAU: Dominique Michel.

### **Samedi, 19 mai**

#### **Jonquière**

SALLE FRANÇOIS-BRASSARD: Dominique Michel. (Aussi le 20)

### **Dimanche, 20 mai**

#### **Jonquière**

GALERIE DE L'ARCHE: Lili Cauchon, chansonnier, 20h30.

CENTRE CULTUREL: Animation par les ateliers d'artisanat du Haut-commissariat, de 14h à 21h. Gratuit.

### **Mercredi, 23 mai**

#### **Jonquière**

SALLE FRANÇOIS-BRASSARD: La compagnie Jean Duceppe dans "Piège à rebours".

### **Vendredi, 25 mai**

#### **Alma**

AUDITORIUM D'ALMA: La troupe Arabesque, ballet moderne et classique, 19h30. (Aussi le 26 à 20h)

#### **Jonquière**

GALERIE DE L'ARCHE: Exposition de Michel Asselin. (Jusqu'au 11 juin)

### **Samedi, 26 mai**

#### **Alma**

SALLE LA TOURELLE: Spectacle de danse à claquettes de Lise Tremblay. (Aussi le 27 mai)

#### **Saint-Félicien**

POLYVALENTE DE SAINT-FÉLICIEN: Classe de musique de Paul-Armand Imbeault. (Aussi le 27 mai)

### **Dimanche, 27 mai**

#### **Chicoutimi**

PARC ROSAIRE-GAUTHIER: Thé musical annuel du Triangle artistique de Chicoutimi, organisation à but non lucratif.

A tous les intervenants culturels: FOCUS met gratuitement à votre disposition un espace de ce calendrier.

Faites-nous parvenir votre information un mois avant la parution de chaque numéro.

Ecrivez-nous!  
C.P. 10, Jonquière  
Téléphonez-nous!  
547-3245

## **JUSTIN MALTAIS INC.**

28 EST, RACINE, CHICOUTIMI  
549-7991

*Tout pour la photographie*



### **Antonio Girard Ltée**

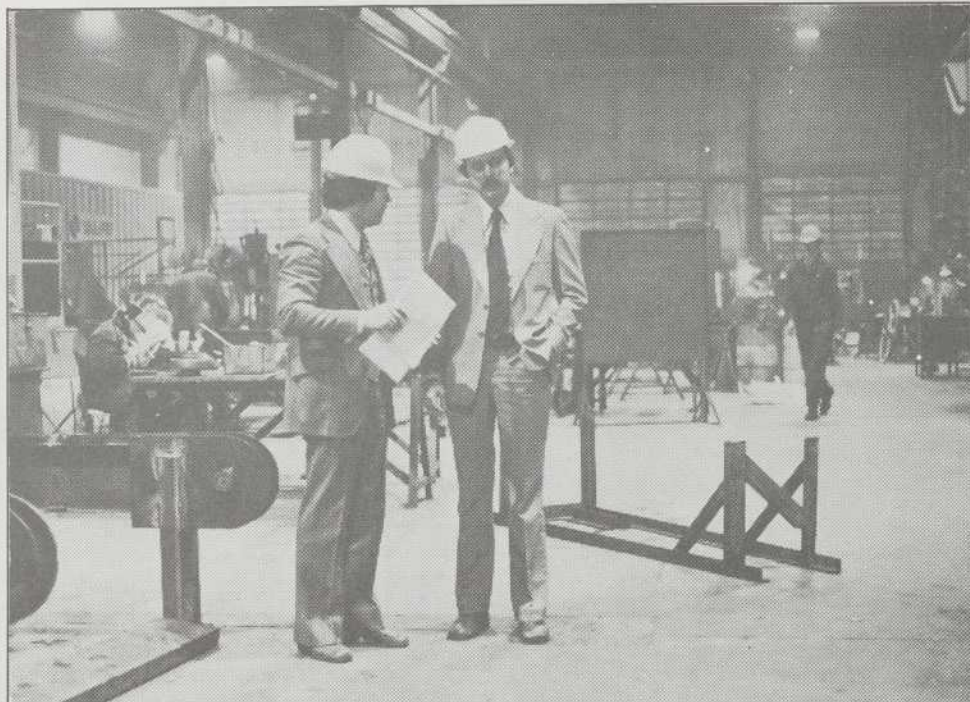
LIBRAIRIE, PAPETERIE, AMÉUBLEMENT DE BUREAU

555, rue Collard Ouest  
ALMA, Qué. - G8B 1N1

## **La Sucrierie Enr.**

*Pâtisseries françaises*

20 est, Racine, Chicoutimi 543-1632



«POUR FAIRE FACE À LA CONCURRENCE,  
IL FALLAIT AMÉLIORER LA CHAÎNE DE  
PRODUCTION DE L'USINE.»

«J'ÉTAIS DÉJÀ MEMBRE DE L'ENTRAIDE!»

Les Caisses d'Entraide Économique effectuent dans tout le Québec des prêts dont le montant n'est pas limité. Voilà comment elles répondent d'une façon adéquate à la demande de prêt à long terme qui existe dans chacune des régions économiques. Car le premier objectif des Caisses d'Entraide Économique consiste à promouvoir la régionalisation des capitaux en vue d'un développement sectoriel par la coopération.

Aujourd'hui, les Caisses d'Entraide Économique disposent de capitaux suffisants pour répondre aux besoins de l'industrie. Avec un actif de \$700 millions, elles sont l'institution financière coopérative la plus dynamique au Québec.

C'est ce qui nous fait dire que l'Entraide Économique est une véritable coopérative d'argent, d'idées et de développement.



Les caisses d'entraide économique du Québec

Dr. Paul Ruel, O.D. Dr. Damien Laberge, O.D.

OPTOMETRISTES

Examen de la vue  
Verres de contact  
Rééducation visuelle

CLINIQUE OPTOMETRIQUE SAGUENAY

73, King-George, C.P. 415,  
Jonquiére (secteur Kénogami)

Tél.: 542-6226  
542-7235

954 RTE 170 JONQUIERE 548-8265



la tourelle



Collège d'Alma  
675, boul. Auger o.  
Alma  
Québec G8B 2B7  
tel. (418) 668-2381

(418)  
Tél.: 668-2338

les voyages  
Charlot

665 ouest, rue Sacré-Coeur, suite 10 et 11, Alma  
P. Québec, G8B 1M4

CLAIRE FRANCOEUR  
conseillère en voyages  
gérante.  
permis provincial  
10289423 0392

TRUCHON ET GAUTHIER

AVOCATS  
CONSEILLERS JURIDIQUES

TRUCHON ET GAUTHIER  
247 EST, RUE RACINE, SUITE 107  
CHICOUTIMI, P.Q.  
G7H 1S4

TÉL.: 543-0261

LA LIBRAIRIE SAGUENAY INC.

375 AVE MONTCALM  
CHICOUTIMI, G7J 2V2  
(À L'ENTRÉE DU PONT DUBUC)

Tél. 543-7744

VENTE - LOCATION - SERVICE



**tout  
l'monde  
le fait.  
fais-le donc!**

**CJMT 1420**



**“UNE VILLE POUR PIETONS OU POUR AUTOMOBILISTES...”**